



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
7 mai 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits des personnes handicapées

Application de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

Rapports initiaux soumis par les États parties en application de l'article 35 de la Convention

Allemagne*

[19 septembre 2011]

* Conformément aux informations communiquées aux États parties concernant le traitement de leurs rapports, le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction de l'ONU.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–13	4
Vers une plus grande intégration.....	5–13	4
II. Informations relatives aux articles de la Convention	14–290	7
Article premier: Objet.....	14–18	7
Article 2: Définitions	19–24	8
Article 3: Principes généraux	25–26	9
Article 4: Obligations générales.....	27–32	10
Article 5: Égalité et non-discrimination	33–42	12
Article 6: Femmes handicapées	43–48	15
Article 7: Enfants handicapés	49–55	16
Article 8: Sensibilisation	56–65	17
Article 9: Accessibilité.....	66–87	21
Article 10: Droit à la vie	88–93	25
Article 11: Situations de risque et situations d'urgence humanitaire	94–95	26
Article 12: Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité	96–103	27
Article 13: Accès à la justice.....	104–112	29
Article 14: Liberté et sécurité de la personne.....	113–122	30
Article 15: Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	123–125	32
Article 16: Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance	126–135	32
Article 17: Protection de l'intégrité de la personne.....	136–138	34
Article 18: Droit de circuler librement et nationalité	139–144	35
Article 19: Autonomie de vie et inclusion dans la société	145–152	36
Article 20: Mobilité personnelle	153–164	37
Article 21: Liberté d'expression et d'opinion et accès à l'information.....	165–174	40
Article 22: Respect de la vie privée	175–178	42
Article 23: Respect du domicile et de la famille	179–187	42
Article 24: Éducation	188–205	44
Article 25: Santé	206–218	48
Article 26: Adaptation et réadaptation	219–223	51
Article 27: Travail et emploi	224–241	52
Article 28: Niveau de vie adéquat et protection sociale	242–251	58

Article 29: Participation à la vie politique et à la vie publique	252–257	59
Article 30: Participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports	258–268	61
Article 31: Statistiques et collecte des données	269–271	63
Article 32: Coopération internationale.....	272–283	64
Article 33: Application et suivi au niveau national.....	284–290	66

Tableaux

Tableau 1	Programme de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées	11
Tableau 2	Programmes visant à intégrer les personnes handicapées au marché du travail	55

I. Introduction

1. L'Allemagne est liée par la Convention du 13 décembre 2006¹ relative aux droits des personnes handicapées depuis le 26 mars 2009. La Convention y est en vigueur depuis lors et constitue la principale ligne directrice de la politique relative aux personnes handicapées. La Fédération, les Länder et les autorités locales, ainsi que les organismes de prestations sociales et les autres institutions chargées de gérer la situation des personnes handicapées, s'emploient, en s'appuyant sur la Convention, à développer la participation des personnes handicapées dans des conditions d'égalité. La société civile participe à ce processus et apporte une contribution précieuse. Le travail des associations et organisations de personnes handicapées, des associations caritatives, ainsi que de l'Église, des employeurs et des syndicats, mérite d'être évoqué.

2. La Convention a également contribué à la révolution conceptuelle de la politique relative aux personnes handicapées, qui a commencé en Allemagne dans les années 1990. Les personnes handicapées ont depuis longtemps cessé d'être de simples objets auxquels l'État impose sa volonté et accorde des prestations sociales. La réalisation d'une vie digne et librement choisie dans une société intégratrice est l'objectif de la politique moderne allemande concernant les personnes handicapées, ce qui est conforme à l'esprit de la Convention.

3. L'Allemagne, qui a toujours fait valoir aux niveaux national et international la nécessité de développer et de promouvoir la participation des personnes handicapées, a été l'un des premiers États à signer la Convention. De nouvelles dispositions législatives internes ont considérablement amélioré le cadre de la politique relative aux personnes handicapées au cours des dix dernières années. Un système de prestations moderne pour les personnes handicapées, ainsi que des progrès dans la conception d'un environnement sans obstacle, dans l'esprit de la Convention, aident les personnes handicapées à mener une vie librement choisie.

4. La Convention donne un nouvel élan à l'Allemagne pour améliorer et étendre encore le système en place qui permet une large participation des personnes handicapées. Dans ce contexte, les partis au gouvernement en Allemagne sont convenus dans leur accord de coalition de 2009 d'élaborer un plan d'action national pour mettre en œuvre la Convention. Ce plan² a été adopté par le Conseil des ministres fédéral le 15 juin 2011, après un an et demi de travail. Il contient plus de 200 programmes qui sont en cours d'exécution ou sur le point de l'être.

Vers une plus grande intégration

5. L'Allemagne ne part pas de zéro lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre la Convention. Nombre de lois, règlements, programmes et projets au niveau de la Fédération, des Länder et des municipalités promeuvent le droit à une vie librement choisie, ainsi que la

¹ La loi sur la Convention des Nations Unies du 13 décembre 2006 relative aux droits des personnes handicapées et sur le Protocole facultatif du 13 décembre 2006 (*Gesetz zu dem Übereinkommen der Vereinten Nationen vom 13.12.2006 über die Rechte von Menschen mit Behinderungen sowie zu dem Fakultativprotokoll vom 13.12.2006*) (Journal officiel fédéral [BGBl.] II Partie II, p. 1419), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009, a constitué l'étape préalable à la ratification de la Convention par l'Allemagne le 24 février 2009.

² Un résumé du plan d'action national du Gouvernement fédéral intitulé «*Einfach machen – Gemeinsam die UN-Behindertenrechtskonvention umsetzen*» («Allons-y – Mettons en œuvre la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées ensemble») est joint au présent rapport.

participation et l'intégration des personnes handicapées. La révolution conceptuelle qui a marqué la politique relative aux personnes handicapées a commencé avec l'introduction de l'interdiction de la discrimination dans la Loi fondamentale (*Grundgesetz*) en 1994. Les étapes suivantes au niveau fédéral datent de 2001, avec l'adoption d'un code distinct pour la réadaptation et la participation des personnes handicapées (livre IX du Code social (*Neuntes Buch BGB – SGB IX*)³) et de 2002, avec l'adoption de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées (*Behinderten-gleichstellungsgesetz – BGG*)⁴.

6. Le livre IX du Code social a posé la première pierre d'un droit à la réadaptation et à la participation qui reflète l'intérêt du grand public. Les missions des différents établissements de réadaptation ont été définies et rassemblées en une seule loi pour la première fois. Cela facilite l'accès des citoyens aux prestations de réadaptation et de participation. L'amélioration des règles de procédure permet aux demandeurs de recevoir plus rapidement les prestations auxquelles ils ont droit.

7. La loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées régit l'accessibilité en détail, définit le handicap, tient compte des intérêts particuliers des femmes handicapées et définit des règles concernant les objectifs convenus d'accessibilité dans le domaine du droit privé. Un élément essentiel de la loi est l'accessibilité, une attention particulière étant accordée au domaine du droit public. Celui-ci, entre autres fonctions, reconnaît la langue des signes allemande comme une langue distincte, rend les documents accessibles aux aveugles et malvoyants dans les procédures administratives et prévoit un aménagement adapté des présentations Internet des autorités fédérales. En outre, l'engagement volontaire pris par la Fédération en faveur de constructions sans obstacle pour les personnes handicapées a donné l'impulsion. Des lois majeures ont également été modifiées dans le domaine des transports, dans le but de parvenir à une accessibilité «aussi large que possible»⁵. Seize lois sur l'égalité des chances adoptées à l'échelle des Länder complètent la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées et réglementent les conditions préalables à l'instauration de l'accessibilité au niveau du Land.

8. Enfin, en 2006, la loi générale relative à la lutte contre la discrimination (*Allgemeines Gleichbehandlungsgesetz – AGG*)⁶ est entrée en vigueur. Elle protège les personnes au travail et dans les actes juridiques civils contre la discrimination fondée non seulement sur le handicap, mais également sur la race, l'origine ethnique, le sexe, les convictions religieuses ou philosophiques, l'âge ou l'identité sexuelle.

9. Il n'est guère possible de dépeindre l'intégration réussie des personnes handicapées dans la société en termes financiers. Les principaux indicateurs financiers de référence montrent cependant à quel point la politique de l'Allemagne en faveur des personnes handicapées est axée sur les besoins des personnes qui ont un handicap ou présentent un risque de handicap. Plus de 44 milliards d'euros⁷ ont été dépensés en 2009 uniquement pour

³ Livre IX du Code social – réadaptation et participation des personnes handicapées – du 19 juin 2001 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 1046), en vigueur depuis le 1^{er} juillet 2001, modifié en dernier lieu par le paragraphe 3 de l'article 4 de la loi du 22 avril 2005 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 1138).

⁴ Loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées du 27 avril 2002, en vigueur depuis le 1^{er} mai 2002 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 1467), modifiée en dernier lieu par l'article 12 de la loi du 19 décembre 2002 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 3024).

⁵ Ceux-ci comprennent, entre autres, des modifications à la loi sur le transport de passagers (*Personen-beförderungsgesetz*) et à la loi sur le transport aérien (*Luftverkehrsgesetz*).

⁶ Loi générale relative à la lutte contre la discrimination du 14 août 2006 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 1897), en vigueur depuis le 18 août 2006, le plus récemment modifiée par le paragraphe 66 de l'article 15 de la loi du 5 février 2009 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 160).

⁷ Dans le détail: 19 milliards d'euros de prestations pour les soins de longue durée (*Source: Ministère fédéral de la santé (2010), Statistiken zur Pflegeversicherung, Leistungsausgaben der Sozialen Pflegeversicherung 2009*), 11,9 milliards d'euros de dépenses nettes pour l'aide à l'intégration

les soins de longue durée, la participation et la réadaptation professionnelle et médicale. Les fonds proviennent de la Fédération, des Länder et des autorités locales, ainsi que des cotisations à l'assurance sociale solidaire.

10. En ce XXI^e siècle, la politique allemande relative aux personnes handicapées n'a pas pour seul objet de garantir l'existence d'un système de prestations bien structuré. Elle a également pour objectif de réaliser les droits de l'homme à travers une participation égale à la vie politique, sociale, économique et culturelle, d'offrir à tous des chances égales dans le domaine de l'éducation, de parvenir à l'insertion professionnelle, de permettre à chaque membre de la société de contribuer à donner à tous les citoyens une place librement choisie dans une société sans barrière et de réduire la discrimination. Le plan d'action national du Gouvernement fédéral, les plans et programmes d'action (planifiés) des Länder et des autorités locales, ainsi que d'autres organismes publics et privés, contribuent à mettre cet objectif en pratique.

11. Le plan d'action national s'inscrit sur dix ans et comprend à la fois un inventaire et un résumé des objectifs et des programmes du Gouvernement fédéral pour mettre en œuvre la Convention dans le cadre d'une stratégie globale. L'objectif est de parvenir à l'intégration et à la participation des personnes handicapées. Une préoccupation majeure du Gouvernement fédéral a été et demeure la participation de la société civile. Un grand nombre de vues et de lignes directrices émanant de cette dernière, ainsi que des propositions de programmes pour le plan d'action national, ont été retenues. La participation de la société civile se poursuivra lors de la phase de mise en œuvre. Les citoyens doivent être en mesure de participer par des commentaires, des questionnaires et des campagnes de concertation.

12. Le plan d'action national décrit plus de 200 programmes dans 12 domaines d'action (notamment: le travail et l'emploi, l'éducation et la formation continue, la liberté, la protection et la sécurité, ainsi que les femmes et la mobilité) qui ont été élaborés avec la participation des personnes handicapées et de leurs associations. Le Gouvernement fédéral a maintenant l'intention de les mettre en œuvre étape par étape. Les sept thèmes transversaux (besoin de services d'assistance, accessibilité, intégration d'un souci d'égalité des sexes, égalité, migration, vie autonome et choisie et diversité des handicaps) sont pris en compte dans tous les domaines d'action. En plus des projets visant à améliorer les données concernant les personnes handicapées, le thème de «l'information et la représentation» revêt une importance majeure dans le plan d'action national. Malgré la présence croissante de personnes handicapées dans le secteur public, et quels que soient les progrès incontestables qui ont été faits dans le milieu politique pour les personnes handicapées, le grand public n'a pour ainsi dire pas conscience, notamment, des situations de vie, des difficultés quotidiennes et des diverses compétences des personnes handicapées. Le plan d'action national contribuera à montrer au public de nombreux exemples encourageants grâce à un système de communication globale.

13. Les programmes mentionnés dans le plan d'action national sont rarement autonomes. Au contraire, la mise en œuvre d'un projet se répercute sur les autres programmes. Les échanges entre toutes les parties prenantes et une communication

financés par l'assistance sociale (*Source*: Bureau fédéral de la statistique, *Sozialleistungen, Sozialhilfe 2009*), 3,6 milliards pour la réadaptation professionnelle financés par l'Agence fédérale pour l'emploi et la *Deutsche Rentenversicherung* (régime allemand légal d'assurance retraite) (*Source*: *Ausgaben für Rehabilitation und Teilhabe*, version de 2010, Rapport annuel (*Geschäftsbericht*) financés par le Conseil fédéral de la réadaptation (BAR) [à paraître]), 3,4 milliards pour la réadaptation médicale financés par le régime allemand légal d'assurance retraite (*Source*: BAR), 3,5 milliards pour le traitement médical, la réadaptation médicale, professionnelle et sociale financés par l'assurance légale contre les accidents (*Source*: BAR), 2,6 milliards pour la réadaptation médicale financés par l'assurance maladie légale (*Source*: BAR).

constante entre le Gouvernement fédéral et la société civile ainsi que d'autres organismes, publics ou non, au sujet des programmes individuels sont une condition essentielle à une mise en œuvre réussie du plan d'action national. Le mécanisme de coordination qui a été mis en place avec le Commissaire du Gouvernement fédéral chargé des questions relatives aux personnes handicapées (composé du Conseil consultatif pour l'inclusion et de comités spécialisés), le Comité sur le plan d'action national qui a été établi au point de contact de l'État au Ministère fédéral du travail et des affaires sociales, ainsi que l'organe de surveillance de l'Institut allemand des droits de l'homme, soutiennent activement la mise en œuvre des programmes du plan d'action national.

II. Informations relatives aux articles de la Convention

Article premier

Objet

14. En Allemagne, les personnes handicapées ont les mêmes droits que les personnes ne souffrant pas d'un handicap. Nul ne peut être défavorisé en raison d'un handicap; ce droit est consacré par la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne (art. 3). L'égalité de traitement et la promotion de l'égalité des chances sont donc des éléments clefs de la politique en la matière, qui a pour objet de garantir l'autonomie des personnes handicapées et leur participation à la vie de la société. La Fédération, les Länder et les autorités locales travaillent ensemble pour remplir ces objectifs.

15. En Allemagne, environ 9,6 millions de personnes sont atteintes d'un handicap. Environ 7,1 millions d'entre elles vivent avec un handicap grave⁸. On considère en Allemagne qu'une personne est atteinte d'un handicap si ses capacités physiques ou mentales ou sa santé psychologique risquent fortement de s'écarter pendant plus de six mois des capacités propres à sa tranche d'âge et de faire obstacle à la participation de l'intéressé à la vie de la société (art. 2, al. 1 du livre IX du Code social; art. 3 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées). On entend par handicap grave un handicap de 50 % (art. 2, al. 2 du livre IX du Code social). La détermination du degré de handicap s'effectue à la demande de la personne concernée (art. 69, al. 1 du livre IX du Code social). Les effets d'un handicap sur la participation à la vie sociale sont classés par catégorie de degré de handicap, par 10 degrés, conformément aux «principes des fournitures médicales» énoncés dans l'ordonnance sur les fournitures médicales (*Versorgungsmedizin-Verordnung – VersMedV*)⁹. Le degré de handicap est un des critères retenus pour l'octroi d'indemnités, prestations essentielles pour aider les personnes handicapées à surmonter les obstacles dans leur vie quotidienne et donc pour favoriser leur intégration.

16. Le terme «handicap» a été redéfini lors de l'élaboration du livre IX du Code social, et les mêmes termes ont été repris dans la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées. La définition tient compte de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé de l'Organisation mondiale de la Santé (la classification de l'OMS). Le mot allemand «*Behinderung*» ne désigne pas seulement des dysfonctionnements de la santé, mais porte aussi sur la participation des personnes handicapées à la vie en société¹⁰.

⁸ Bureau fédéral de la statistique, microrecensement de 2009.

⁹ Annexe 2 de la *Versorgungsmedizin-Verordnung* du 10 décembre 2008 (Journal officiel fédéral, Partie I, p. 57).

¹⁰ Rapport du Gouvernement fédéral sur la situation des personnes handicapées et sur le développement de leur participation, 16 décembre 2004 (titre abrégé: Rapport sur le handicap 2004 (publication du Bundestag paru sous la cote 15/4575), p. 17, n° 1.4.

17. Les associations de personnes handicapées souhaiteraient modifier la définition allemande du handicap afin qu'elle se rapproche encore plus de celle de l'OMS¹¹. La classification de l'OMS est un modèle biologique, psychologique et social de description de la santé fonctionnelle. Selon le Gouvernement fédéral, l'Allemagne ne dispose pas d'un outil uniforme qui puisse être utilisé dans la science de la réadaptation et qui soit reconnu dans la pratique administrative nationale pour établir les besoins individuels de réadaptation des personnes handicapées.

18. Le but d'une évaluation uniforme et équitable du degré de handicap peut être atteint grâce à des principes d'analyse de grande qualité et à l'utilisation de normes de qualité nationales pour la mise en œuvre. Il est donc possible d'ajuster les «principes applicables aux fournitures médicales» en fonction de l'état actuel de la pratique médicale de référence et de mettre en œuvre la classification de l'OMS. En outre, le Gouvernement fédéral s'emploiera avec les Länder à atteindre un niveau de qualité élevé et uniforme dans la mise en œuvre de l'évaluation et à inscrire le besoin de soutien dans la loi sur les handicaps graves et dans la loi relative à l'indemnisation.

Article 2

Définitions

1. Communication

19. Un des objectifs de la politique allemande concernant les personnes handicapées est de garantir, de promouvoir et d'améliorer l'accès de ces personnes aux outils de communication. La loi fédérale sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées constitue le fondement de cette politique, tout comme les lois sur l'égalité des chances des Länder. Conformément à cette législation, les personnes handicapées doivent pouvoir communiquer avec les organes de la Fédération et des Länder sans difficultés particulières et, en principe, sans l'aide d'autrui (loi fédérale: art. 4 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées).

20. Sur Internet notamment, ce que l'on appelle les lecteurs d'écran destinés aux aveugles, les films en langue des signes pour les malentendants et l'usage d'un «langage simple» pour les personnes atteintes d'une déficience cognitive facilitent la communication. En outre, les autorités fédérales doivent tenir compte des handicaps lorsqu'elles rédigent des avis et des formulaires. Ainsi, par exemple, les malvoyants peuvent exiger que les avis soient accessibles sous une forme qu'ils peuvent comprendre, sans frais supplémentaires (loi fédérale: art. 10 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées). Les malentendants ou les personnes atteintes de troubles de la parole devraient pouvoir, sans frais supplémentaires non plus, communiquer avec les autorités fédérales dans le cadre des procédures administratives dans la langue des signes allemande, en allemand signé ou par d'autres moyens de communication. Les Länder ont adopté une réglementation comparable pour la communication entre les citoyens et leurs autorités et infrastructures.

2. Langue des signes

21. La langue des signes allemande est reconnue comme une langue à part entière (art. 6, al. 1 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées). De la même manière, l'allemand signé a été reconnu comme une forme de communication de la langue allemande (art. 6, al. 2 de la loi). Conformément aux lois applicables, les malentendants ou les personnes atteintes de troubles de la parole ont le droit d'utiliser la langue des signes allemande, l'allemand signé ou toute autre aide à la communication adaptée (y compris des aides techniques, des prothèses, des systèmes FM, etc.) (art. 6, al. 3 de la loi).

¹¹ Conseil allemand du handicap, 2004, dans: Rapport sur le handicap 2004, p. 18, n° 1.5.

3. Discrimination

22. Exercer une discrimination revient à désavantager une personne. Conformément à la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne, nul ne peut être désavantagé en raison d'un handicap (art. 3, par. 3 de la Loi fondamentale). Le terme «défavoriser», ou «désavantager» (*Benachteiligung*), a été défini dans la loi générale relative à la lutte contre la discrimination. Ainsi, un désavantage est constaté lorsque, pour un motif énuméré à l'article premier de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination, une personne reçoit un traitement moins favorable que celui qu'une autre personne reçoit, a reçu ou recevrait dans une situation comparable (discrimination directe). La discrimination indirecte, qui désigne des dispositions, mesures, critères ou procédures apparemment neutres qui désavantagent des individus ou groupes précis pour un motif discriminatoire sans raison objective, relève de la notion de «désavantage». Il en va de même pour l'incitation à la discrimination, le harcèlement ou le harcèlement sexuel (art. 3 de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination).

4. Aménagement raisonnable

23. En Allemagne, l'aménagement raisonnable se traduit par des prestations et des programmes conçus à l'intention des personnes handicapées ou risquant de présenter un handicap en vue de promouvoir leur autonomie et leur égale participation à la vie de la société et de prévenir et pallier les désavantages dont elles pourraient pâtir (art. 1 du livre IX du Code social). Les textes législatifs relatifs aux prestations sociales tels que le Code social définissent les conditions d'octroi et l'étendue des prestations pour tel ou tel handicap. En Allemagne, le respect des intérêts des personnes handicapées est traité comme un sujet transversal. Les conditions d'octroi et l'étendue des prestations destinées aux personnes handicapées sont en partie réglementées par différents domaines du droit, qui ne relèvent pas tous du mandat du Ministère fédéral du travail et des affaires sociales, compétent en la matière, mais sont des sujets que le Ministère et le Commissaire chargé des questions relatives aux personnes handicapées du Gouvernement fédéral observent de près.

5. Conception universelle

24. La «conception universelle» désigne la conception de produits, d'équipements et d'environnements (objets, immeubles, voies publiques, routes et lieux, systèmes et outils techniques, par exemple) que toute personne peut utiliser autant que possible sans adaptation individuelle ou conception spéciale¹². Compte tenu du vieillissement de la population et de l'allongement prévu de la carrière professionnelle, la place qu'occupe la conception universelle devrait s'élargir considérablement.

Article 3

Principes généraux

25. La réalisation du droit des personnes handicapées à disposer d'elles-mêmes et à participer à la vie de la société est au cœur de la politique allemande les concernant. Ces personnes doivent pouvoir concevoir leur vie dans la dignité, avec autant d'indépendance que possible et sans obstacle. La Fédération, les Länder et les autorités locales veillent à prévenir ou pallier les désavantages dont pourraient pâtir les personnes handicapées.

26. Au cours de ces dix dernières années, avec l'adoption du livre IX du Code social, de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées et des lois sur l'égalité des chances de chacun des 16 Länder, un cadre favorable à une meilleure autonomie et une

¹² D'après la définition établie par le Centre de conception universelle de l'Université de l'État de Caroline du Nord.

meilleure participation a été mis en place. En outre, la loi générale relative à la lutte contre la discrimination est entrée en vigueur le 18 août 2006. Cette législation protège les personnes en situation de désavantage en raison de leur race, de leur origine ethnique, de leur sexe, de leurs convictions religieuses ou philosophiques, d'un handicap, de leur âge ou de leur identité sexuelle.

Article 4

Obligations générales

27. La Fédération, les Länder et les autorités locales ont, au cours de ces dix dernières années, opéré une révolution conceptuelle dans leur politique relative aux personnes handicapées. Alors que, jusqu'à la fin des années 1990, l'accent était mis sur le principe des prestations sociales fournies par l'État aux personnes handicapées, il s'agit aujourd'hui d'aider autant que possible ces personnes à participer à tous les aspects de la vie en société de manière autonome et choisie.

28. L'Allemagne dispose à cette fin d'un système moderne et performant de participation, constamment amélioré grâce à l'entrée en vigueur du livre IX du Code social. Les programmes législatifs de la Fédération et des Länder ne sont pas les seuls éléments qui y contribuent. Des programmes de sensibilisation, des mesures d'analyse et d'application des innovations technologiques ou sociales dont les personnes handicapées peuvent bénéficier ont été et sont encore financés et dirigés par la Fédération, les Länder et les autorités locales.

29. La révolution conceptuelle passe également par l'inclusion des personnes handicapées et de leurs associations dans les travaux du Gouvernement fédéral, inclusion qui se pratique en Allemagne depuis un certain temps. À titre d'exemple, les associations allemandes ont participé dès le début à l'élaboration du livre IX du Code social. Cela démontre que l'autonomie est prise au sérieux et qu'il est tenu compte des avis émis par les associations de personnes handicapées. Dans le cadre de la participation des associations aux travaux du Gouvernement fédéral, des représentantes des associations sont présentes afin que les intérêts particuliers des femmes handicapées soient pris en considération.

30. Le système fédéral décrit par la Loi fondamentale donne à la Fédération des compétences législatives spécifiques. Les lois qui en relèvent s'appliquent donc sur la totalité du territoire fédéral. Cela est par exemple le cas de la législation du travail et de la législation sociale. Par ailleurs, certains domaines de compétence législative, comme l'éducation, appartiennent exclusivement aux Länder. Il existe ainsi 16 lois relatives aux établissements scolaires en République fédérale d'Allemagne. Compte tenu de cette subdivision prévue par la Constitution, la Fédération ne peut pas intervenir dans les domaines de compétence des Länder.

31. Le Gouvernement fédéral a déjà décidé, dans son accord de coalition de 2009, d'établir un plan d'action national pour mettre en œuvre la Convention. Ce plan d'action énonce les programmes du Gouvernement fédéral qui, d'ici à 2021, doivent contribuer à l'amélioration de la participation, autonome et choisie, des personnes handicapées. Ces dernières participent étroitement à l'élaboration et à la mise en œuvre du plan d'action national du Gouvernement fédéral, et ce depuis le début. Le plan d'action national dresse donc un inventaire et résume également les objectifs et programmes du Gouvernement fédéral pour mettre en œuvre la Convention dans le cadre d'une stratégie globale et décrit les mesures qui devraient être prises immédiatement, au cours de l'exercice législatif actuel, ainsi que dans les années à venir. Le plan d'action national regroupe plus de 200 programmes et porte sur dix ans. Il constitue une ligne directrice de la politique du Gouvernement fédéral pour les personnes handicapées. Il doit contribuer à l'avènement d'une société à la vie de laquelle tous peuvent participer, qu'ils soient atteints ou non d'un handicap.

32. En outre, les Länder établissent, dans leurs domaines de compétence, des plans d'action et autres programmes destinés à améliorer la participation des personnes handicapées. Certains Länder ont déjà inauguré de tels plans. Des informations complémentaires figurent dans l'aperçu ci-dessous¹³.

Tableau 1

Programme de mise en œuvre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées

<i>Land</i>	<i>Programme de mise en œuvre de la Convention</i>
Bade-Wurtemberg	Le programme de mise en œuvre est actuellement élaboré conjointement avec le conseil consultatif sur le handicap du Land et les associations.
Basse-Saxe	La possibilité d'un plan d'action est en cours d'examen.
Bavière	Le projet de plan d'action a été adopté par les autorités de l'État de Bavière le 3 mai 2011 et amélioré grâce à la participation de personnes handicapées.
Berlin	Le plan d'action et des programmes comprenant des directives relatives à la politique sur le handicap ont été adoptés par le Sénat en juin 2011.
Brandebourg	Un plan de programmes est prévu pour la fin de 2011.
Brême	L'accord de coalition pour le dix-huitième exercice législatif (2011-2014) prévoit un plan d'action du Land.
Hambourg	Le plan d'action du Land est en cours d'élaboration.
Hesse	Le plan d'action est prévu pour la fin de 2011.
Mecklembourg-Poméranie occidentale	Un plan de programmes est en cours d'élaboration.
Rhénanie-du-Nord-Westphalie	Un plan d'action est prévu pour l'été 2011.
Rhénanie-Palatinat	Un plan d'action existe depuis mars 2010.
Sarre	Un plan d'action est en cours d'élaboration.
Saxe	Un groupe de travail interministériel examine actuellement les mesures à prendre; des propositions pour la mise en œuvre de la Convention seront probablement faites au moment de la présentation du rapport du Land sur le handicap.
Saxe-Anhalt	Un programme d'action est en cours d'élaboration.
Schleswig-Holstein	Une «initiative globale» existe depuis 2006.
Thuringe	Un plan d'action est prévu pour la fin de 2011.

¹³ Source: Plan d'action national pour mettre en œuvre la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, mis à jour (version du 15 juillet 2011).

Article 5

Égalité et non-discrimination

33. Le principe général de l'égalité de traitement, qui est consacré dans la Loi fondamentale (art. 3, par. 1)¹⁴ et qui garantit l'égalité de tous devant la loi, a été complété par une disposition en faveur des personnes handicapées entrée en vigueur en novembre 1994. La phrase «Nul ne doit être désavantagé en raison de son handicap.» a été ajoutée au paragraphe 3 de l'article 3 de la Loi fondamentale¹⁵. En dépit de l'interdiction de la discrimination énoncée dans ce même paragraphe (première phrase) de la Loi fondamentale¹⁶, un traitement préférentiel motivé par le handicap demeure autorisé.

34. Bien que les personnes handicapées soient déjà protégées contre les discriminations en vertu de la Constitution, les dispositions qui sont venues compléter la Loi fondamentale ont renforcé leur position du fait que le paragraphe 3 (deuxième phrase) de l'article 3 de la Loi fondamentale est également l'expression d'une décision de valeur constitutionnelle sans ambiguïté et charge l'État d'assurer la participation égale des personnes handicapées dans la société.

a) Afin de concrétiser l'interdiction constitutionnelle de la discrimination, un certain nombre de lois comportent des dispositions spécifiques visant à lutter contre les désavantages dont pâtissent les personnes handicapées:

i) Conformément à l'article premier du livre IX du Code social, les personnes handicapées ou qui risquent de l'être bénéficient de prestations sociales visant à promouvoir leur autonomie et leur égale participation à la vie de la société, ainsi qu'à prévenir et pallier les désavantages dont elles pourraient pâtir;

ii) Conformément à l'article premier, la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées vise à éliminer et à prévenir les désavantages dont pâtissent les personnes handicapées, à garantir leur égale participation à la vie de la société et à leur permettre de vivre de façon autonome et participative. L'interdiction de la discrimination s'applique concrètement aux pouvoirs publics en vertu de l'article 7 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées. Conformément à l'article 15 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées, le Commissaire pour les questions relatives aux personnes handicapées doit veiller à ce que la responsabilité qui incombe à la Fédération de garantir des conditions de vie équivalentes aux personnes handicapées soit respectée dans toutes les sphères de la société. Pour ce faire, il participe à toutes les procédures législatives et interpellations parlementaires;

iii) Conformément à l'article 33 c) du livre I du Code social, nul ne peut être désavantagé lorsqu'il prétend à des droits sociaux au motif qu'il est handicapé. Cette disposition applique l'interdiction constitutionnelle de la discrimination à toute la gamme des prestations sociales;

iv) Conformément à l'alinéa 2 de l'article 81 du livre IX du Code social, parallèlement aux dispositions pertinentes de la loi générale de lutte contre la discrimination, les employeurs ne peuvent pas désavantager les personnes gravement handicapées en raison de leur handicap;

¹⁴ «Tous les êtres humains sont égaux devant la loi».

¹⁵ Les constitutions des Länder énoncent également ces prescriptions.

¹⁶ «Nul ne doit être privilégié ou désavantagé en raison de son sexe, de son ascendance, de sa race, de sa langue, de sa patrie ou de son origine, de sa croyance ou de ses convictions religieuses ou politiques.»

v) La loi générale de lutte contre la discrimination vise notamment à prévenir ou à éliminer les désavantages fondés sur le handicap¹⁷. Par principe, les personnes handicapées ne doivent pas être défavorisées dans leur vie active en raison de leur handicap, que ce soit dans le cadre de la sélection de candidats ou de l'exercice d'un emploi, d'une formation complémentaire ou d'une promotion¹⁸. L'article 19 de la loi générale de lutte contre la discrimination contient également une interdiction de la discrimination qui relève du droit civil. Elle vise en particulier les activités quotidiennes de consommation (dites transactions générales), en d'autres termes les achats au détail, la fréquentation de cafés et restaurants, les transports, notamment les déplacements en transports publics, et la fréquentation des commerces, des discothèques, des musées et des théâtres. En outre, les personnes handicapées bénéficient d'une protection lorsqu'elles contractent des polices d'assurance privées;

vi) La loi sur l'égalité des sexes au sein de l'administration fédérale et des tribunaux de la Fédération (*Gesetz zur Gleichstellung von Frauen und Männern in der Bundesverwaltung und in den Gerichten des Bundes – BGleiG*), qui vise à assurer l'égalité des hommes et des femmes, dispose en son article premier qu'il convient de tenir compte des intérêts spéciaux des femmes handicapées pour prévenir et éliminer la discrimination fondée sur le sexe.

35. Bien que les personnes handicapées soient toutefois désavantagées au quotidien, dans leur vie professionnelle et pour la conclusion de polices d'assurance privées, en vertu de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination, elles ont droit à ce que soient éliminés les désavantages actuels et à ce que soient évités les désavantages futurs. En outre, elles peuvent présenter des demandes d'indemnisation. Toutefois, la loi générale relative à la lutte contre la discrimination permet un traitement différent des personnes handicapées ou non, s'il y a une raison objective, notamment pour éviter les risques.

36. L'Agence fédérale de lutte contre la discrimination a été créée en vertu de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination. Elle s'acquitte de ses fonctions (conseil, recherche et relations publiques) de façon indépendante et en l'absence d'instructions. Elle conseille les personnes désavantagées au motif de leur race ou de leur origine ethnique, de leur sexe, de leurs convictions religieuses ou philosophiques, de leur handicap, de leur âge ou de leur identité sexuelle. L'Agence fournit ses services gratuitement et sans aucune condition préalable ou délai officiel particulier. Globalement, 14 155 prises de contact en vue de conseils (dont 5 273 contacts multiples)¹⁹ ont été enregistrées auprès de l'Agence à ce jour. Les personnes handicapées sont celles qui ont sollicité l'Agence le plus fréquemment (24,7 %). En ce qui concerne les désavantages multiples, ce sont les combinaisons handicap-âge (16,44 %) et handicap-sexe (7,55 %) qui ont été citées le plus souvent.

37. Conformément à l'article 14 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées, le Gouvernement fédéral nomme un commissaire chargé des questions relatives aux personnes handicapées pour une législature. Sa tâche est de veiller à ce que la responsabilité qui incombe à la Fédération de garantir des conditions de vie équivalentes à toutes les personnes, handicapées ou non, soit respectée dans tous les domaines de la vie

¹⁷ Les règles exposées ci-après s'appliquent également dans le cas d'un désavantage pour d'autres raisons indiquées à l'article premier de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination.

¹⁸ À cet égard, la loi générale relative à la lutte contre la discrimination étend à toutes les personnes handicapées la protection qui s'appliquait uniquement aux personnes gravement handicapées avant son entrée en vigueur en 2006.

¹⁹ Cela correspond à 8 842 cas dans lesquels des services de conseil ont été fournis.

Source: Enquête de l'Agence fédérale de lutte contre la discrimination, version: avril 2011.

sociale²⁰. La prise en compte des questions relatives aux personnes handicapées dans tous les domaines pertinents de la politique générale est donc garantie. Le commissaire est notamment chargé:

- a) De la participation aux procédures législatives et aux interpellations parlementaires;
- b) Des activités de sensibilisation et de relations publiques, par exemple en organisant des débats avec des spécialistes, des conférences et des communiqués de presse (voir également art. 8);
- c) De répondre à plus de 2 500 demandes écrites par an sur la question de l'égalité et de l'égalité des droits des personnes handicapées.

38. En outre, tous les Länder ont également créé un poste de commissaire chargé des questions relatives aux personnes handicapées, lesquels ont des fonctions et des compétences comparables et échangent des données d'expérience entre eux et avec le Commissaire fédéral chargé des questions d'actualité concernant la politique du handicap. En outre, de nombreux districts ruraux, villes et autorités locales disposent de commissaires permanents ou honoraires chargés du handicap, ainsi que de conseils auxiliaires qui s'occupent de ces questions, en menant des campagnes spécifiques au niveau local dans l'intérêt des citoyens handicapés.

39. Le Gouvernement fédéral vise à prévenir et à combattre efficacement les désavantages dont pâtissent les personnes handicapées dans tous les domaines. Sont visés tant le domaine public que le domaine privé. À cette fin, le Gouvernement fédéral évaluera les dispositions correspondantes contenues dans la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées afin de déterminer si tous les groupes de personnes handicapées (y compris les personnes qui ont des difficultés d'apprentissage et un handicap mental ou sont atteintes d'un polyhandicap grave) ont pleinement accès à la justice et si les outils prévus par la loi ont montré leur utilité. Des mesures sont également prises dans les Länder pour examiner et réviser les règlements relatifs à l'égalité des personnes handicapées (par exemple en Saxe-Anhalt).

40. Afin d'éviter que les personnes handicapées soient désavantagées, le Gouvernement fédéral promeut depuis 2009 le projet intitulé «Promouvoir les moyens d'action des associations de protection contre la discrimination» de l'Institut allemand des droits de l'homme et poursuivra sur cette voie jusqu'à la fin de 2011. Ce projet vise à renforcer les moyens d'action des associations allemandes pour leur permettre d'assurer une protection concrète contre les inégalités et à élaborer des formations à cet égard. Un accent particulier est mis sur la fourniture par les associations d'une protection efficace contre les inégalités.

41. En outre, ces prochaines années, le Gouvernement fédéral portera de plus en plus à l'attention du public les désavantages dont pâtissent les personnes handicapées dans la sphère privée. L'Agence fédérale de lutte contre la discrimination souhaite notamment faire de 2013 une année de sensibilisation aux inégalités auxquelles sont confrontées les personnes handicapées.

42. La «Charte pour la diversité», initiative prise par des entreprises sous l'égide de la Chancelière fédérale Angela Merkel, a été lancée en 2006 afin de créer une culture d'entreprise caractérisée par la justice et le respect. Les signataires s'engagent à créer un environnement de travail dans lequel les préjugés et la marginalisation n'ont pas leur place et où chaque employé est respecté indépendamment de son sexe, de sa race, de sa nationalité, de son origine ethnique, de ses convictions religieuses ou philosophiques, de son handicap, de son âge et de son orientation et de son identité sexuelles. Plus de 900 entreprises et établissements ouverts au public dans toute l'Allemagne ont à ce jour souscrit à la Charte.

²⁰ Voir l'article 15 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées.

Article 6

Femmes handicapées

43. Outre les droits fondamentaux qui s'appliquent à tous en République fédérale d'Allemagne, il existe des réglementations spéciales visant à pallier les difficultés auxquelles se heurtent les femmes handicapées.

44. Afin de promouvoir leur autodétermination et leur participation, le législateur a indiqué à l'article premier du livre IX du Code social que les besoins des femmes handicapées et des femmes qui risquent de devenir handicapées doivent tout particulièrement être pris en compte. Les femmes se heurtent fréquemment à des inégalités multiples.

45. En outre, l'article 2 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées dispose que les intérêts spéciaux des femmes handicapées doivent être pris en compte pour assurer l'égalité des sexes et pallier les désavantages existants. Des programmes spéciaux visant à promouvoir l'égalité de facto des femmes handicapées et à éliminer les désavantages existants sont légitimes dans ce domaine.

46. Une évaluation distincte des données issues du microrecensement de 2005 réalisée en 2009 au sujet de la situation des femmes handicapées a mis au jour des informations de base relatives aux structures de la discrimination liée au handicap et au sexe. Globalement, à ce jour, les statistiques et informations concernant la situation de facto des femmes handicapées sont rares. Afin de sensibiliser le public aux multiples formes de discrimination subies par les femmes handicapées et de prendre des mesures adaptées à ce groupe cible, il convient de mieux prendre en considération leur situation particulière. Lorsque le rapport sur le handicap (voir la section consacrée à l'article 31), qui doit être établi lors de chaque période législative, aura été remanié, le Gouvernement fédéral s'attachera à enquêter de plus près sur la situation des femmes handicapées. Il entend en outre établir des directives pour la prise en compte du handicap qui tiendront aussi particulièrement compte de la situation des femmes handicapées.

47. Les femmes handicapées doivent être soutenues dans les efforts qu'elles déploient pour défendre leurs propres intérêts afin de contribuer activement à améliorer leur sort. Le Gouvernement fédéral appuie donc le réseau national intitulé «Représentation politique des intérêts des femmes handicapées – *Weibernetz e. V.*». Ce projet vise à promouvoir la participation des femmes handicapées, en particulier dans les domaines de la vie active, de la protection contre la violence, des soins de santé et de la fonction parentale. Depuis le 1^{er} mars 2011, la mise en œuvre de la Convention est au cœur du projet, ce dont atteste également son nouvel intitulé: «Représentation politique des intérêts des femmes handicapées – s'attacher à mettre en œuvre la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées et protéger les femmes handicapées contre la violence».

48. Outre la représentation politique de leurs intérêts, les femmes handicapées doivent avoir davantage de moyens au quotidien pour mieux exprimer et mettre en avant leurs propres intérêts. C'est pourquoi le Gouvernement fédéral appuie le projet intitulé «Commissaires chargés des intérêts des femmes dans le cadre d'ateliers destinés aux personnes handicapées et dans les foyers d'accueil». Dans le cadre de ce projet, les femmes handicapées peuvent elles-mêmes jouer ce rôle de commissaire. Elles ont ainsi des interlocuteurs auxquels exposer leurs problèmes. Le Gouvernement fédéral utilisera les informations issues du projet, qui s'achèvera à la mi-2011, pour élaborer un exposé sur les conséquences et les possibilités futures de programmes à long terme prévoyant de nombreux ateliers.

Article 7

Enfants handicapés

49. Le livre IX du Code social dispose que les besoins des enfants handicapés doivent être respectés et que ces enfants doivent, dans toute la mesure possible, vivre dans leur environnement familial (art. 1, al. 2; art. 4, al. 3 du livre IX du Code social). Les enfants handicapés participent à la planification et à la conception des programmes d'aide individuelle eu égard à leur âge et à leur développement. Les parents aussi doivent participer intensivement à la planification et à la conception des aides. Les besoins spéciaux des parents et des enfants doivent être pris en compte à ce stade. En outre, les livres VIII et IX du Code social s'attachent explicitement à faire en sorte que tous les enfants, handicapés ou non, puissent grandir ensemble.

50. Il faut promouvoir l'épanouissement des enfants handicapés dès leur naissance afin qu'ils puissent faire l'expérience de la diversité humaine et qu'ils fassent cette expérience naturellement et en y trouvant une source d'enrichissement. Un rôle essentiel est accordé aux centres de garde de jour. Les enfants âgés de 3 à 6 ans ont le droit, en vertu de la loi, à une place en crèche depuis 1996. Le projet de loi sur l'encouragement et la garde des enfants âgés de moins de 3 ans (*Kinderförderungsgesetz – KiföG*) étend ce droit à tous les enfants à partir de 1 an, à compter du 1^{er} août 2013. Pour garantir ce droit prévu par la loi, la Fédération, les Länder et les autorités locales font pression pour étoffer les services de garde offerts aux enfants de moins de 3 ans en fonction des besoins et en privilégiant la qualité. La Fédération contribue à hauteur de 4 milliards d'euros au financement de ce programme et prend donc à sa charge un tiers des coûts. L'augmentation du nombre de places tient compte de l'obligation prévue par la loi fédérale de promouvoir le mélange des enfants handicapés et des enfants qui ne le sont pas (art. 22a, al. 4, du livre VIII du Code social). Le projet «Un jardin pour les enfants» de la ville de Hanovre constitue un modèle d'initiative du genre. Dans le cadre de ce projet, la première école maternelle du pays qui accueillera sans interruption des enfants commençant à marcher jusqu'à ceux qui ont l'âge de la crèche, qu'ils soient ou non atteints d'un handicap physique, mental ou affectif²¹, doit être construite d'ici à la fin de 2011.

51. Tous les enfants d'Allemagne ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible et de bénéficier des traitements médicaux et des services de rééducation disponibles. À cet égard, toutes les mesures publiques de soutien et d'assistance sont élaborées dans une optique inclusive qui refuse toute marginalisation. Les obstacles liés au sexe, à la langue et à la situation doivent être levés et les conditions de vie des enfants et des adolescents handicapés être prises en considération dans tous les processus de planification et de prise de décisions (intégration des handicapés). Conformément à l'article 53 du livre XII du Code social, à l'article 35a du livre VIII du Code social et à l'article 27d de la loi fédérale sur l'assistance aux victimes de guerre, les enfants et les adolescents handicapés peuvent, en fonction de leur handicap, bénéficier de prestations pour les aider à s'intégrer en vue de leur assurer la maîtrise de leur avenir et la participation à la vie de la société sur un pied d'égalité et pour prévenir ou atténuer les difficultés²².

52. De plus, les enfants handicapés ou qui risquent de l'être ont rapidement droit à un soutien dès leur naissance jusqu'à leur scolarisation. Cette aide prend la forme d'un ensemble de prestations multidisciplinaires conformément à l'article 30 (al. 1, deuxième phrase) du livre IX du Code social et à l'ordonnance relative au soutien d'intervention précoce (*Frühförderungsverordnung*). Les prestations médico-thérapeutiques et médico-

²¹ Troisième et quatrième rapports périodiques concernant la Convention relative aux droits de l'enfant, par. 181 et suiv.

²² Troisième et quatrième rapports périodiques concernant la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, par. 181 et 182.

pédagogiques destinées aux enfants qui ont besoin de ces deux types d'assistance sont fournies par une seule entité, qui doit délibérément englober l'environnement familial. Les parents d'enfants handicapés ainsi que les associations qui s'occupent de ces enfants ne cessent de mettre en avant, dans le cas du soutien précoce, des problèmes de compétence et de financement entre les institutions de réadaptation concernées (fonds d'assurance-santé et établissements d'aide sociale) dans la mise en œuvre des prestations de soutien précoce.

53. Une réorganisation fondamentale des régimes d'assurance sociale pour les enfants et les adolescents est actuellement à l'examen dans le cadre d'un groupe de travail conjoint Fédération-Länder auquel participent les associations municipales et nationales et l'Association fédérale des organismes régionaux d'assistance sociale. Dans l'optique d'une prise en charge optimale des enfants et des adolescents, le régime d'aide sociale fait également l'objet d'une réorganisation dans le cadre des discussions concernant les enfants et les jeunes handicapés. Cet exercice donnera lieu à une révision de la répartition des responsabilités en ce qui concerne le soutien des enfants et des adolescents atteints d'un handicap mental (soutien aux enfants ou aux adolescents) et de ceux qui sont atteints d'un handicap mental et/ou physique (aide sociale). L'objectif est de pallier les écarts dans la répartition des responsabilités et de combiner l'aide à l'intégration des enfants et des adolescents handicapés conformément au livre VIII du Code social (assistance aux enfants et aux adolescents) dans le cadre d'un consensus entre la Fédération, les Länder et les autorités locales («Grande solution du livre VIII du Code social»).

54. D'autres initiatives visent à intégrer les jeunes défavorisés. Par exemple, le Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse a lancé, le 15 juin 2009, l'initiative intitulée «JUGEND STARKEN» (renforcement des capacités des adolescents). Dans le cadre de cette initiative, le Ministère fédéral renforce ses activités en faveur de l'intégration sociale des enfants et des adolescents défavorisés et des jeunes issus de l'immigration.

55. Les enfants et les adolescents doivent être en mesure de participer à la vie politique et ne doivent pas être instrumentalisés à des fins politiques. C'est pourquoi le Gouvernement fédéral, de concert avec les associations, élaborera, à compter de 2013, un concept de participation directe des enfants et des jeunes handicapés (tenue régulière du parlement des enfants et des jeunes).

Article 8

Sensibilisation

56. Le livre IX du Code social, la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées et la loi générale relative à la lutte contre la discrimination ont permis d'améliorer le cadre mis en place pour éviter aux personnes handicapées d'être désavantagées. Les lois contribuent grandement à la réalisation de l'objectif de pleine participation des personnes handicapées à la vie de la société. Par ailleurs, un changement d'attitude s'impose à l'égard des personnes handicapées dans la société.

57. L'Année européenne des personnes handicapées, célébrée en 2003, aura attiré l'attention des États membres de l'Union européenne sur l'hétérogénéité et la diversité des handicaps et contribué à sensibiliser le public aux problèmes que rencontrent les personnes handicapées. Une enquête de l'Eurobaromètre 2003 a révélé que, grâce aux initiatives menées dans les États membres, 59 % des citoyens avaient désormais une meilleure compréhension des intérêts des personnes handicapées. En Allemagne, l'année 2003 a largement été mise à profit pour susciter des débats, créer une dynamique et soutenir les efforts dans le sens d'une amélioration. L'élan ainsi imprimé a continué de produire ses effets au-delà de 2003. L'Année européenne aura permis de renforcer considérablement

le travail de relations publiques du Gouvernement fédéral sur le plan de la politique en faveur des personnes handicapées:

a) Le portail Internet intitulé *Wegweiser Demenz* (Guide de la démence) a le soutien du Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse. Il a pour but de favoriser l'acquisition par la société de connaissances et de compétences permettant d'adopter le bon comportement et de réduire les inhibitions face aux situations de démence. L'échange des données d'expérience est encouragé par le biais des forums et des blogs;

b) Le Ministère fédéral de la santé fait depuis 2008 la promotion de l'Alliance pour l'action en matière de santé mentale. Grâce à elle, 70 associations et initiatives s'efforcent d'informer le public sur les maladies mentales et de lutter contre la stigmatisation qu'elles suscitent;

c) Le Gouvernement fédéral a lancé en 2007 une vaste campagne publicitaire axée sur le budget personnel, afin d'informer les personnes handicapées et leurs proches des possibilités offertes par ce biais.

58. Les Länder et les autorités locales, de même que les associations de personnes handicapées, ont eux aussi considérablement étoffé leurs activités de relations publiques ces dernières années. Des manifestations très variées, des informations publiées sur l'Internet, la participation citoyenne, des congrès, des conférences spécialisées et des forums les plus divers sur le thème général du handicap, ainsi que sur tous les thèmes centraux de la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ont contribué à mieux sensibiliser le grand public aux problèmes particuliers que rencontrent ces personnes. L'organe de surveillance, ainsi que les associations de la société civile, contribuent à leur tour à porter la Convention à l'attention du grand public²³.

59. La Fédération, les Länder et les autorités locales publient en outre un grand nombre de brochures consacrées à la politique relative aux personnes handicapées. Les associations de personnes handicapées fournissent elles aussi une masse d'informations à l'adresse de toutes les personnes, qu'elles soient handicapées ou non. Le *Ratgeber für Menschen mit Behinderung* (Guide à l'usage des personnes handicapées), publié par le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales sous la forme d'une brochure type gratuite consacrée au thème du handicap, contient d'abondantes informations utiles pour toutes les personnes, atteintes ou non d'un handicap. Il est mis à jour chaque année et demandé en moyenne 100 000 fois par an. Afin de mieux faire comprendre le problème du handicap dans le cadre de la coopération au développement, le Ministère fédéral de la coopération économique et du développement a produit tout un ensemble de publications, telles que la brochure intitulée *Behinderung und Entwicklungszusammenarbeit – 10 mal nachgehakt* (Handicap et aide au développement – 10 questions à creuser).

60. Par ses activités d'éducation politique, le Centre fédéral d'éducation politique s'attache à promouvoir la compréhension des circonstances politiques, à cimenter la conscience démocratique et à promouvoir l'aspiration à participer au processus politique. Lorsqu'il rédige des mesures dans le domaine éducatif, le Centre fédéral adopte une approche centrée sur la diversité. Celle-ci renvoie à la diversité des identités et des affiliations des personnes, ainsi qu'à leurs différences, et tend à sensibiliser la société à la question de l'égalité et de l'égalité des chances dans la diversité.

²³ Par exemple *Behindert mich nicht* («Ne me handicapez pas» ou «Ne me gênez pas»), dans le contexte de la foire du livre pour les enfants et les jeunes *Frankfurter Leseule* (novembre 2009), une conférence intitulée *Inklusion konkret* de l'*Institut Mensch, Ethik und Wissenschaft* (Institut homme, éthique et science) sur l'applicabilité de la Convention dans la pratique (21 et 22 mars 2011, Berlin), et les rencontres – dialogues en Rhénanie du Nord-Westphalie, axées sur l'élaboration d'un plan d'action pour ce Land.

61. Dans un but de sensibilisation, le Gouvernement fédéral a également mis sur pied un certain nombre de grandes manifestations et conférences nationales et internationales:

a) En juin 2007, le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales a organisé, sous le titre «Éducation, emploi, accessibilité – rendre les personnes handicapées plus fortes», une conférence européenne sur l'intégration des personnes atteintes d'un handicap, à laquelle ont pris part des représentants de la scène politique, de l'industrie, des associations et des milieux de la recherche, de même que des personnes handicapées. Entre autres choses, cette conférence visait à sensibiliser le public à la Convention;

b) Le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales a organisé en mai 2009 un congrès d'experts intitulé «Unis pour une éducation conjointe – Conférence nationale sur l'article 24 de la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées», à laquelle ont également participé, en plus de spécialistes du monde de l'enseignement et du travail, des personnes handicapées, dont des écoliers. Cela a offert aux participants un espace d'échange des données d'expérience propice au développement futur de l'apprentissage en communauté;

c) Sur le thème «Tout sur la nouvelle Convention des Nations Unies», l'ex-Commissaire du Gouvernement fédéral chargé des questions relatives aux personnes handicapées a organisé, avec l'aide de diverses associations de personnes handicapées, huit conférences d'experts d'une durée d'un jour entre janvier et mars 2009 sur des thèmes clefs de la Convention tels que l'éducation, la santé et l'accessibilité. Par le biais, notamment, d'activités parallèles de relations publiques et d'information dans les médias, cette campagne visait à mieux faire connaître la Convention et à en fixer les conditions d'application dans tous les domaines de la vie²⁴. L'action du Commissaire était notamment axée sur l'organisation de manifestations consacrées aux grands domaines d'action de cette Convention, telles que celle qui s'est tenue à l'automne 2010 à l'intention des entreprises et dont le thème portait sur la formation des jeunes atteints d'un handicap, et que la série de conférences d'experts sur le thème de la santé des personnes handicapées, qui ont eu lieu de l'automne 2010 à l'automne 2011. Dans ces différentes manifestations, l'accent a été mis sur la plus large participation possible des acteurs concernés;

d) Le 3 décembre 2010, le Commissaire a en outre fait afficher sur le site Web www.inklusionslandkarte.de une carte des exemples de réussite en matière d'inclusion qui inventorie les meilleures pratiques dans les domaines de la vie quotidienne, de l'apprentissage, du travail et des loisirs réunissant des personnes handicapées et des personnes non handicapées, et porte sur l'inclusion en général. Pour être jugée digne d'y figurer, une pratique doit répondre à des critères stricts²⁵. L'évaluation et la sélection des demandes sont confiées à un groupe de personnes atteintes de différents types de handicap qui sont représentées au Conseil consultatif du Commissaire pour l'inclusion (voir la section relative à l'article 33). Par souci de faire connaître cette carte et d'informer le public de l'action menée dans ce domaine, le Commissaire, assisté de ses homologues des Länder, a engagé une campagne sur le thème «L'Allemagne s'ouvre à tous – Nous aussi», qui offre au public l'occasion de découvrir des exemples d'inclusion réussie partout dans le pays et décerne des récompenses aux acteurs concernés pour leur engagement.

62. En vue de la planification et de la mise en place du Plan d'action national, le Gouvernement fédéral et les commissaires chargés des questions relatives aux personnes handicapées ont organisé un certain nombre de congrès et d'ateliers avec une large

²⁴ Les conclusions de ces conférences ont été publiées dans une brochure que l'on peut consulter, avec les rapports ultérieurs s'y rapportant, sur le portail Internet www.behindertenbeauftragter.de/alle-inklusive.

²⁵ On trouvera à l'adresse www.inklusionslandkarte.de les critères, le formulaire de demande et tous autres renseignements concernant la carte et la campagne en question.

participation de la société civile et des institutions ayant des responsabilités dans le domaine de la politique relative aux personnes handicapées en Allemagne:

a) La future structure du Plan d'action national et le tableau détaillé des domaines d'action et des secteurs transversaux en la matière ont ainsi été débattus et développés le 24 mars 2010, en coopération avec les associations de personnes handicapées;

b) Le 23 juin 2010, le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales a organisé un congrès sur le thème «La participation requiert un projet», avec quelque 300 participants chargés de définir des projets, des principes directeurs et des objectifs s'appliquant aux domaines d'action concernés. Parallèlement, les citoyens ont pu, pendant plusieurs semaines, participer en ligne à ce processus par le biais du portail Internet www.einfach-teilhabe.de;

c) Un deuxième congrès a eu lieu le 4 novembre 2010 sur le thème «La participation requiert un programme». À cette occasion, quelque 300 participants représentant des ministères, tant au niveau fédéral qu'à celui des Länder, se sont vu donner pour objectif de placer au centre des débats des programmes et des projets concrets pour mettre en œuvre les principes directeurs et les objectifs établis. Là aussi, des possibilités supplémentaires de participation ont été offertes par le biais du portail Internet www.einfach-teilhabe.de.

63. De plus, le Gouvernement fédéral a l'intention de soutenir et d'accompagner l'application du Plan d'action national par le biais d'une campagne de communication de longue durée. Les principaux éléments seront coordonnés avec la société civile, et en particulier avec les associations de personnes handicapées. Il s'agit des éléments ci-après:

a) Un logo élaboré avec la société civile pour témoigner de l'application du Plan d'action national, qui pourra également être utilisé pour développer et appliquer des plans d'action futurs, et pour appliquer les mesures de communication des associations;

b) Une plate-forme de communication dans le cadre du portail Internet www.einfach-teilhabe.de;

c) Une campagne de coordination destinée à sensibiliser la population aux avantages de la Convention;

d) Des feuillets d'information destinés aux entreprises et aux représentations de personnes lourdement handicapées, présentant des analogies avec les plans d'action des grandes entreprises et pouvant être mis en œuvre comme ceux-ci (en coopération avec divers acteurs de la société civile, notamment les partenaires sociaux, de même qu'avec les associations de personnes handicapées);

e) Des thèmes de campagne que chaque citoyen peut appliquer dans sa vie quotidienne afin de mieux faire connaître la Convention et d'appeler l'attention sur les améliorations possibles.

64. Ces conférences et ces congrès, de même que l'adoption du Plan d'action national, peuvent contribuer à mobiliser davantage l'attention des médias. Désormais, les journaux, les périodiques et les programmes de télévision traitent plus fréquemment de sujets concernant le handicap et contribuent de ce fait à réduire les préjugés dont il reste entaché.

65. Les congrès, les manifestations et les campagnes organisés sur ce thème ne sont pas seuls à jouer un rôle dans la sensibilisation du public en Allemagne. Les projets et les programmes auxquels la Fédération, les Länder et les autorités locales apportent leur soutien financier mettent eux aussi l'accent sur la sensibilisation. On citera à titre d'exemple l'amélioration de la situation concernant la part qu'occupent les personnes handicapées sur le marché du travail (voir la section relative à l'article 27): l'initiative

«Emplois sans entrave» et le programme «Job 4000» relatifs au marché du travail vont tout à fait dans ce sens, puisqu'ils favorisent les relations en termes de coopération et la constitution de réseaux par les entreprises et les institutions ayant une responsabilité dans la place qu'occupent les personnes handicapées dans le monde du travail.

Article 9 Accessibilité

66. Dans ses programmes axés sur l'accessibilité, l'Allemagne adopte une approche générale traduisant l'objectif qu'elle s'est fixé d'assurer l'accessibilité en toute circonstance. Autrement dit, elle veille à ce que les bâtiments et autres structures, les moyens de transport, les moyens techniques, les systèmes de traitement de l'information, les sources d'informations acoustiques et visuelles et les moyens de communication, de même que les autres domaines d'activité humaine, soient accessibles et puissent être utilisés par des personnes handicapées sans que celles-ci ne se heurtent à des obstacles particuliers dans leurs pratiques habituelles, et sans aide extérieure, par principe (voir aussi les sections relatives aux articles 20, 21 et 30)²⁶. Au sens de la conception universelle, l'accent est ici mis sur l'exclusion, par principe, du besoin de toute aide extérieure. Ceci a en particulier pour effet de renforcer l'autodétermination et la responsabilité individuelle des personnes handicapées. C'est pourquoi les règlements en matière d'accessibilité sont au centre de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées, qui a servi de modèle aux lois correspondantes des 16 Länder.

67. La réalisation de l'accessibilité est un processus dynamique qui ne peut se faire que progressivement, eu égard au principe de proportionnalité. Les normes applicables en la matière sont sujettes à de constantes évolutions. S'agissant des domaines de réglementation en particulier, ils sont déterminés par les règles applicables reconnues (notamment les *Deutsche Industrie Normen* (Normes industrielles allemandes)) et aussi – sur la base de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées – au moyen de programmes, de plans et d'objectifs convenus. Même si les besoins qui en découlent ne peuvent être satisfaits que graduellement en raison de la durée de vie utile des infrastructures existantes (installations et matériels), les constructions et autres équipements, les moyens de transport, les systèmes de traitement de l'information et les moyens de communication bénéficient les uns après les autres d'une conception qui est dictée par l'usage que devront pouvoir en faire les personnes handicapées sans se heurter à des difficultés particulières et sans aide extérieure, par principe.

1. Initiatives européennes

68. Accessibilité et conception universelle jouent un rôle majeur au niveau européen. En 2007, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté un rapport intitulé «Assurer la pleine participation grâce à la conception universelle», lequel a donné lieu à une résolution. Ce rapport contient des recommandations à l'adresse des gouvernements concernant la manière d'élaborer, d'introduire et d'appliquer des stratégies en matière de conception universelle; il montre aussi que de bonnes expériences et de bonnes initiatives existent déjà dans de nombreux pays européens, dont l'Allemagne.

69. Les règlements de l'Union européenne qui ont été adoptés à l'initiative de la Commission européenne concernant les droits des passagers à mobilité réduite et des personnes handicapées veillent à faciliter l'accès, sur tout le territoire de l'Union européenne, aux transports par avion, train, navire et autobus. La mobilité des personnes atteintes d'un handicap, partout en Europe, s'en trouve ainsi renforcée (voir la section relative à l'article 20).

²⁶ Voir le chapitre 4 de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées.

70. Conformément à la Directive européenne 2004/18/CE, lors de la passation de marchés publics, les pouvoirs adjudicateurs peuvent prescrire des conditions supplémentaires pour l'exécution du contrat. Il peut notamment s'agir de conditions d'accessibilité en général, notamment sur les chantiers de construction, dans les systèmes et les moyens de transport, ou dans la conception des sites Web. En Allemagne, la loi contre les restrictions à la concurrence (*Gesetz gegen Wettbewerbsbeschränkungen*) a été modifiée pour tenir compte de ces règles.

71. Dans sa communication du 15 novembre 2010 intitulée «Stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées: un engagement renouvelé pour une Europe sans entrave», la Commission européenne se dit désireuse d'améliorer les garanties d'accès sans entrave aux marchandises, aux services et aux aides à toute personne atteinte d'un handicap. Après avoir consulté les États membres et autres groupes intéressés, la Commission s'interrogera sur l'opportunité de soumettre, d'ici à 2012, un texte juridique européen sur l'accessibilité. Le moment venu, l'Allemagne prendra position au sujet des propositions de la Commission, mais pour l'heure, elle ne voit pas la nécessité d'un texte de loi au niveau européen. Pour elle, la coordination ciblée des règlements pour tenir compte des besoins divers des personnes handicapées ainsi que des différents contextes dans lesquels des mesures peuvent être prises rapidement, doit d'abord intervenir au niveau national.

2. Construction et logement

72. Conformément aux dispositions de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées, les autorités fédérales sont tenues de veiller à la construction d'édifices sans obstacle, en appliquant les techniques généralement reconnues comme les plus avancées. Ceci vaut aussi bien pour les nouveaux édifices civils que pour les grands travaux de transformation ou d'agrandissement d'édifices civils existants au sein de l'État fédéral. Les Länder appliquent des règlements similaires à leurs édifices comme à ceux des autorités locales. Indépendamment de cela, les règles des Länder concernant la suppression des obstacles dans la construction s'appliquent à tous les projets. Ces règles peuvent prescrire l'obligation de conformité, en tout ou en partie pour le Land concerné, avec les dispositions techniques en termes de construction sans obstacle telles que les Normes industrielles allemandes.

73. Une contribution majeure à la transformation de logements en bâtiments sans obstacle ou à obstacles réduits est fournie par le programme du groupe de reconstruction KfW intitulé «Pour des aménagements adaptés à l'âge». Entre 2009 et 2011, des fonds à hauteur de 80 à 100 millions d'euros ont été mis à disposition dans le budget du Ministère fédéral des transports, de la construction et des affaires urbaines, à la fois pour des prêts à intérêt réduit et dans le cadre de l'aide à l'investissement. Ce programme contribue à la suppression ou, du moins, à la diminution des obstacles dans la construction, tant dans les logements occupés par leurs propriétaires que dans les logements loués. Parmi les principaux objectifs, on citera l'installation d'ascenseurs, l'aménagement des sanitaires, la modification des ouvertures de portes et les proportions internes des logements, ainsi que la modification de l'environnement résidentiel immédiat.

74. D'autre part, le Gouvernement fédéral poursuit ses efforts de sensibilisation sur le thème de l'aménagement des logements en fonction de l'âge des occupants, qui ne concerne pas uniquement les personnes âgées. À cet effet, 20 projets types sont proposés. Les participants jouent un rôle de premier plan dans la recherche et l'analyse de solutions permettant de diminuer les obstacles dans les logements existants et dans l'environnement résidentiel. Des services de conseils et d'intermédiaire axés sur le logement des personnes âgées sont également mis sur pied.

75. L'un des aspects centraux de la campagne publique de promotion de logements sans obstacle concerne le logement social, lequel – du fait de la première phase de la réforme du système fédéral – est entièrement de la compétence des Länder depuis 2007. Jusqu'en 2019, la Fédération versera aux Länder des indemnités au titre des programmes d'investissement: 518,2 millions d'euros par an seront ainsi affectés à la promotion du logement jusqu'en 2013. Une décision devra intervenir au milieu de la période législative en cours quant à la nécessité et l'opportunité de verser des indemnités aux Länder à partir de 2014, selon l'Accord de coalition. Dans les différents Länder, l'allocation des fonds varie au gré de l'importance accordée à la question sur le plan politique. L'effort de promotion en la matière est notamment axé sur les programmes visant à réduire les obstacles dans les logements existants, sur la construction de logements sans obstacle loués ou acquis par des personnes âgées ou handicapées qui les occuperont elles-mêmes, et sur la modernisation des centres d'accueil et de soins pour personnes âgées.

76. De plus, le Gouvernement fédéral a l'intention de renforcer et d'améliorer ses capacités de conseil concernant les logements sans obstacle, à la fois par la distribution de brochures et par le biais du portail Internet www.einfach-teilhaben.de. Il entend également examiner les nouvelles possibilités offertes par le programme «Assistance à l'autonomie à domicile – AAD» dans les logements de personnes handicapées, en coopération avec les parties prenantes.

77. Les questions relatives aux personnes handicapées sont traitées dans le cadre de la promotion de l'aménagement urbain, qui bénéficie d'un financement de la Fédération aux Länder et aux autorités locales, les fonds ainsi versés pouvant également être mis à profit pour l'aménagement d'un environnement résidentiel sans obstacle dans les zones bénéficiaires. La mise en œuvre des programmes de promotion de l'aménagement urbain relève de la compétence des Länder et des autorités locales.

78. S'agissant de l'indemnisation sociale, les parties lésées et les personnes à charge survivantes peuvent prétendre à une aide au logement au titre de la loi sur l'assistance aux victimes de guerre. Cela permet notamment aux personnes atteintes d'un handicap lourd et dont le logement doit, de ce fait, faire l'objet d'aménagements, de bénéficier de conseils et d'une aide financière. L'aménagement d'une salle de bains ou l'installation d'un monte-escalier sont deux exemples de travaux à prévoir en pareils cas. Cependant, ces prestations sont subordonnées aux revenus et aux avoirs des bénéficiaires, à moins que le besoin d'aménagement ne résulte exclusivement des dommages subis. De plus, la modification des logements peut aussi être financée par l'assurance soins de santé de longue durée ou par l'institution qui assure la réadaptation pour autant que les conditions préalables soient remplies.

79. Dans la formation de base comme dans la formation continue des architectes, l'accessibilité est appelée à prendre davantage de place à l'avenir. Le Gouvernement fédéral élaborera des lignes directrices à cet effet.

3. Communication

80. En Allemagne, la manière dont les personnes handicapées peuvent communiquer avec les autres est assurée, favorisée et affinée de nombreuses façons. C'est ainsi, par exemple, que l'Ordonnance de la Fédération sur la technologie de l'information sans obstacle (*Barrierefreie Informationstechnikverordnung – BITV*) et les ordonnances correspondantes des Länder garantissent aux personnes handicapées un accès libre de tout obstacle à leurs sites Web. Cette ordonnance a été alignée sur les directives internationales en vigueur («Règles pour l'accessibilité des contenus Web» – WCAG 2.0) reconnues comme la norme mondiale, qui précisent comment les personnes handicapées peuvent avoir accès aux contenus Web. La nouvelle ordonnance, BITV 2.0, sera adoptée à l'été 2011 et comprendra en outre l'obligation faite aux autorités fédérales de fournir des informations en langue simplifiée et en langue des signes allemande.

81. Dans les procédures administratives comme dans les procédures judiciaires (voir aussi la section relative à l'article 13), les personnes présentant des troubles de l'audition ou de la parole peuvent compter sur l'aide d'un interprète en langue des signes ou sur toute autre aide à la communication, notamment par des moyens techniques. Le Gouvernement fédéral apporte son soutien à un certain nombre de projets de recherche visant à améliorer la participation des sourds et des malentendants (voir aussi la section relative à l'article 27). Il a en outre commandité une étude de faisabilité sur le potentiel de développement et de déploiement d'avatars pour la langue des signes, dont les résultats seront connus en 2011.

82. S'agissant de la participation des personnes qui présentent un trouble de l'audition, l'intérêt du Gouvernement fédéral pour la politique sociale devrait se traduire par l'instauration à demeure d'un service relais (services de traduction prenant appui sur la technologie), mettant les personnes présentant des troubles de l'audition et de la parole en mesure de communiquer à distance à l'aide d'interprètes de la langue des signes, par le biais d'ordinateurs et de webcams. Ceci a été rendu possible par une modification de la loi sur les télécommunications (*Telekommunikationsgesetz*). Le service relais offre aujourd'hui des services d'interprétation dans la langue des signes et par voie écrite.

83. Avec son service de visiophonie pour la langue des signes, le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales offre aux citoyens sourds ou malentendants la possibilité d'obtenir des informations sur différentes questions touchant au Gouvernement fédéral. Fruit de la coopération entre le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales et le Ministère fédéral de l'intérieur, le 115 pour la visio-interprétation en langue des signes permet de surmonter les obstacles auxquels se heurtent les personnes atteintes de troubles de l'audition grâce à la langue des signes allemande. Désormais, un groupe social qui, jusque-là, n'avait pas accès à la permanence téléphonique habituelle des pouvoirs publics – le 115 –, sinon au prix de difficultés considérables, bénéficie d'un accès facilité à l'information générale de l'ensemble des administrations allemandes par le biais de la visio-interprétation. La Fédération allemande des sourds, ainsi que d'autres associations, ont participé à la création du 115 pour la visio-interprétation.

84. Le Gouvernement fédéral partage l'opinion des associations selon laquelle, pour les personnes ayant des difficultés d'apprentissage ou atteintes d'un handicap mental, l'accessibilité n'est pas encore complètement garantie. C'est pourquoi la Fédération, les Länder et les autorités locales répondent de plus en plus au besoin d'informations en langue simplifiée et publient de plus en plus de brochures et autres textes ainsi rédigés²⁷. C'est un besoin auquel répond aussi la nouvelle norme BITV 2.0 (voir plus haut). Le Gouvernement fédéral a néanmoins l'intention d'examiner la question de la participation de personnes atteintes de difficultés d'apprentissage ou d'un handicap mental à l'évaluation de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées.

4. Objectifs convenus

85. L'objectif convenu est l'instrument prévu dans la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées afin de garantir l'accessibilité dans les domaines prescrits par la loi. Grâce à cela, les associations de personnes handicapées sont en mesure de négocier avec les entreprises en ce qui concerne la création de moyens concrets de garantir l'accessibilité. Les objectifs convenus autorisent des solutions modulables en fonction des besoins respectifs des intéressés dans différents domaines où se pose le problème de l'accessibilité. Cela peut aller de la conception d'installations individuelles exemptes d'obstacles à l'élaboration de produits et de services également exempts d'obstacles, en passant par la conception de sites Web accessibles.

²⁷ Par exemple, la brochure consacrée à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées en date de janvier 2010, mise en circulation par le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales (ed.) ou celle du Commissaire du Gouvernement fédéral chargé des questions relatives aux personnes handicapées, qui date de la fin de 2010.

86. Les négociations conduites à ce jour et les conclusions tirées des objectifs convenus témoignent clairement du large spectre couvert par ces objectifs. On y trouve tout à la fois la sphère de l'information et celle de la technologie de la communication, de même que la construction et les transports. Les domaines d'application vont des services qui présentent surtout un intérêt dans la vie quotidienne, tels que les services offerts par l'Association des banques d'épargne de la Rhénanie-Palatinat ou la présentation du site Web de Pfizer Allemagne, aux services qui comptent sur le plan du tourisme, tels que le Baden Airpark, en passant par la liste et l'évaluation des hôtels, restaurants et bars, tous exempts d'obstacles.

87. Au début, pourtant, la possibilité de réglementer l'accessibilité au moyen d'objectifs convenus n'a été envisagée qu'avec réticence par les associations de personnes handicapées. De 2002, date d'entrée en vigueur de la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées, à la fin du mois d'avril 2009, seulement 21 objectifs convenus ont été portés à l'attention du Ministère fédéral du travail et des affaires sociales²⁸. Pour mieux tirer parti de la formule des objectifs convenus, le Gouvernement fédéral s'est fait depuis 2009 le chantre du «Centre fédéral d'excellence en matière d'accessibilité»²⁹, créé par des associations de personnes handicapées. La tâche du Centre d'excellence consiste à soutenir les associations, les entreprises et autres parties intéressées dans l'élaboration de solutions concrètes centrées sur une conception de l'environnement libre d'obstacles et à en faire la matière d'objectifs convenus, conformément à la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées. Par ailleurs, le Centre d'excellence coordonne et met également en œuvre des mesures touchant aux relations publiques, à l'effort de sensibilisation et à l'acquisition de compétences.

Article 10 Droit à la vie

88. En droit allemand, la protection de la vie est globalement garantie au niveau de la Constitution par la première phrase du paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi fondamentale³⁰. En ce qui concerne le droit pénal, le droit à la vie est protégé par les articles 211 et suivants du Code pénal (*Strafgesetzbuch – StGB*). Le droit allemand protège également la vie au stade embryonnaire (art. 218 et suiv. du Code pénal).

89. Le droit pénal allemand distingue deux cas de figure en matière d'avortement: un avortement, bien qu'illégal, n'est pas puni si la femme enceinte en fait la demande auprès d'un médecin dans les douze semaines suivant la conception et si le médecin a délivré une attestation, conformément à la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 219 du Code pénal, certifiant qu'elle a été informée au moins trois jours avant l'opération par un organisme de consultation reconnu (solution consultative). Si la vie de la mère est en danger ou qu'elle doit s'attendre à une grave détérioration de son état de santé en raison de la grossesse (indication médicale), alors il n'y a pas de limite fixée dans le temps et l'avortement n'est ni punissable ni illégal si le risque ne peut être évité d'une autre manière qui soit acceptable pour la femme (solution d'indication).

90. Le handicap de l'enfant (indication embryopathique) ne constitue pas à lui seul un motif légitime d'avortement en Allemagne; l'indication embryopathique précoce a été abolie en 1995. Une indication médicale peut exister dans des cas particuliers si, d'après le diagnostic prénatal, la perspective de la naissance d'un enfant atteint de graves handicaps constitue une telle charge pour la mère que, selon les médecins, il existe un risque grave pour la vie ou la santé de la mère qui ne peut être évité qu'en pratiquant un avortement.

²⁸ Le registre des objectifs convenus peut-être consulté sur la page d'accueil du site du Ministère fédéral du travail et des affaires sociales: www.bmas.de.

²⁹ On trouvera davantage de détails sur le Centre fédéral d'excellence à l'adresse <http://www.barrierefreiheit.de/>.

³⁰ «Tout individu a le droit à la vie et à l'intégrité physique.».

91. La loi sur les situations conflictuelles liées à la grossesse (*Schwangerschaftskonfliktgesetz*), telle que modifiée en 2009, garantit un soutien médical et psychosocial complet afin de donner aux intéressés les moyens de mieux répondre à la question de savoir si un examen prénatal concluant à la possibilité d'une maladie ou d'un handicap pour l'enfant à naître peut constituer un risque pour la vie de la mère. Outre l'extension de l'obligation de consulter des médecins de diverses disciplines, le législateur a introduit un délai de réflexion de trois jours avant de donner un avis³¹. De surcroît, les médecins sont tenus, en cas d'accord de la femme enceinte, de fournir les coordonnées d'organismes de conseil et, le cas échéant, des groupes d'entraide et des associations de handicapés.

92. La loi sur les situations conflictuelles liées à la grossesse régit de manière complète le droit de la femme enceinte à recevoir des conseils concernant toutes les questions possibles relatives à la grossesse et à toute situation conflictuelle.

93. Après que la Cour fédérale de justice, en sa qualité de juridiction suprême en matière pénale, ait estimé, à l'automne 2010, que les diagnostics préimplantatoires n'étaient pas punissables dans des cas exceptionnels lorsqu'il s'agit de dépister des dommages génétiques graves, ces diagnostics ont été le sujet d'une controverse en Allemagne. Ils seront autorisés à l'avenir, dans le cadre de limites strictes, en vertu de la loi régissant les diagnostics préimplantatoires (*Gesetz zur Regelung der Präimplantationsdiagnostik*), adoptée par le Bundestag le 7 juillet 2011.

Article 11

Situations de risque et situations d'urgence humanitaire

94. Les règles régissant la protection de la population dans les cas relevant de la défense civile concernent les personnes handicapées et non handicapées sans distinction. Il en va de même pour ce qui est de la protection de la population en cas de catastrophe ou d'autres accidents graves ressortant de la compétence des Länder. Des canaux de communication spéciaux sont déjà attribués, dans certains cas, par les Länder et les municipalités aux appels d'urgence pour les personnes sourdes (y compris un téléphone pour les sourds qui permet de dialoguer par écrit).

95. L'Allemagne fait aussi face aux défis spécifiques que posent les secours d'urgence au niveau international. Les intérêts de groupes de population ayant des besoins spéciaux sont expressément pris en compte, à la fois dans les concepts et dans les applications de promotion des interventions d'aide d'urgence orientées vers le développement et dans leur mise en œuvre. Par exemple, les logements d'urgence et les logements temporaires financés par l'Allemagne à Haïti étaient adaptés, en ce qui concerne leur construction, au handicap et les personnes handicapées ont été expressément prises en compte dans le processus de sélection.

³¹ Pour davantage de précisions à ce sujet, voir la brochure intitulée *Schwangerschaftsberatung § 218 – Informationen über das Schwangerschaftskonfliktgesetz und gesetzliche Regelungen im Kontext des § 218 Strafgesetzbuch* (publiée par le Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse) et l'opuscule *Informationsmaterial für Schwangere nach einem auffälligen Befund in der Pränataldiagnostik* qui doit être fourni par le Centre fédéral pour l'éducation à la santé et nouvellement introduit par la loi portant modification de la loi sur les situations conflictuelles liées à la grossesse (*Gesetz zur Änderung des Schwangerschaftskonfliktgesetzes*) qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Article 12

Reconnaissance de la personnalité juridique dans des conditions d'égalité

96. La personnalité juridique et la capacité d'agir sont réglementées en Allemagne par le Code civil (*Bürgerliches Gesetzbuch – BGB*). Ces réglementations s'appliquent aux personnes aussi bien handicapées que non handicapées. Conformément à l'article premier du Code civil, toutes les personnes vivantes jouissent d'une capacité juridique, c'est-à-dire qu'elles sont détentrices de droits et d'obligations. Cette réglementation garantit que les personnes handicapées ont également une capacité juridique non réduite. Elles peuvent détenir et posséder d'autres droits. Leurs biens et leurs droits équivalant à des avoirs leur sont garantis par le paragraphe 1 de l'article 14 de la Loi fondamentale. En vertu du paragraphe 3 du même article, les expropriations sont seulement autorisées au nom de l'intérêt général et ne peuvent être ordonnées que sur arrêté ou en vertu d'une loi qui détermine la nature et la portée de l'indemnisation. Les personnes handicapées peuvent se défendre contre les atteintes à leurs biens commises par des tiers de la même façon que les personnes non handicapées. Elles peuvent conclure des contrats conformément aux mêmes réglementations que les personnes non handicapées. Conformément aux réglementations applicables à tous, elles peuvent établir des sûretés réelles sur les biens meubles et immeubles leur appartenant: en particulier elles peuvent contracter des hypothèques et d'autres droits réels sur leurs terrains.

97. Conformément aux articles 104, 827 et 828 du Code civil, les personnes adultes peuvent également être considérées comme ayant capacité à agir, à savoir comme étant capables de commettre des infractions et de conclure des transactions. Ces règles présupposent qu'elles ont le discernement et la capacité de prendre des décisions nécessaires pour participer à des actes juridiques. La capacité de commettre des crimes et la capacité des personnes mineures d'effectuer des transactions sont réglementées de façon différente. Conformément au premier alinéa de l'article 828 du Code civil, les enfants âgés de moins de 7 ans ne sont pas capables de commettre des infractions. À cet égard, le droit allemand présuppose que les enfants de cet âge n'ont pas le discernement requis pour assumer la responsabilité d'un comportement dommageable. Conformément au paragraphe 1 de l'article 104 du Code civil, ils sont également incapables de passer des contrats, c'est-à-dire qu'ils ne peuvent effectivement pas soumettre des déclarations contractuelles et autres déclarations d'intention. Cette prescription tient compte du fait que les êtres humains sont dépourvus, dans les premières années de la vie, de la compréhension et de la volonté nécessaires pour avoir capacité d'agir de manière utile dans les transactions juridiques. Ceux qui souhaitent déterminer leur statut juridique eux-mêmes à travers des actes juridiques doivent pouvoir le faire de façon responsable.

98. Conformément à l'alinéa 3 de l'article 828 du Code civil, les mineurs âgés de 7 et 18 ans sont capables de commettre un crime s'ils ont le discernement nécessaire. L'alinéa 2 du même article régit en particulier la responsabilité en matière de dégâts commis dans les transports ferroviaires et routiers. En principe, les mineurs ne sont responsables de tels dégâts qu'à partir de l'âge de 10 ans, sauf en cas d'actes intentionnels. La capacité des mineurs ayant 7 ans révolus à conclure des contrats est restreinte conformément à l'article 106 du Code civil. Cet article dispose que les mineurs qui sont capables, sous certaines conditions, de conclure des contrats ne peuvent soumettre eux-mêmes que des déclarations d'intention par lesquelles ils acquièrent exclusivement des avantages juridiques. S'ils soumettent d'autres déclarations d'intention, celles-ci ne deviennent effectives qu'avec l'approbation de leurs représentants légaux. Ces règles s'appliquent de la même façon tant aux mineurs handicapés qu'à ceux qui ne le sont pas.

99. Par ailleurs, des personnes majeures peuvent exceptionnellement ne pas avoir capacité d'agir conformément aux articles 827 et 104 du Code civil. Les associations représentant les intérêts des personnes handicapées estiment que ces dispositions ne sont pas compatibles avec l'article 12 étant donné que, par ces moyens, les personnes handicapées ne seraient pas considérées, de façon arbitraire, comme ayant capacité d'agir au motif de leur handicap. Toutefois, ceci n'est pas exact étant donné que les articles 827 et 104 du Code civil, dans lesquels est exceptionnellement exclue la capacité de personnes majeures de commettre des infractions et d'effectuer des transactions, s'appliquent, dans des conditions d'égalité, à toutes les personnes handicapées ou non. Le paragraphe 2 de l'article 104 du Code civil exclut la possibilité de passer contrat si une personne est dans un état de trouble mental pathologique qui exclut l'exercice libre de sa volonté, à moins que cet état ne soit, de par sa nature, temporaire. La première phrase de l'article 827 du Code civil exclut la capacité de commettre une infraction lorsqu'une personne cause un préjudice à autrui dans un état d'inconscience ou de trouble mental pathologique la privant de l'exercice du libre arbitre. Ces règles dégagent les personnes concernées de toute responsabilité pour des préjudices qu'on ne peut donc pas leur reprocher, et les protègent contre les conséquences néfastes des obligations contractées en vertu d'actes juridiques malencontreux effectués dans un état excluant l'exercice du libre arbitre. Aucune de ces dispositions n'étant liée à un handicap, elles ne visent par conséquent pas toutes les personnes handicapées, pas plus que leur champ d'application ne se restreint à ces personnes. Plus exactement, la définition juridique du trouble mental pathologique utilisée dans les deux dispositions vise à la fois les personnes handicapées lorsque leur handicap s'accompagne d'une altération de leur état mental à long terme qui exclut l'exercice libre de la volonté et les personnes qui souffrent d'une inconscience ou d'une autre maladie plus durables n'excluant pas l'exercice du libre arbitre à court terme. La question de savoir si ces conditions sont satisfaites ou non ne peut être examinée qu'au cas par cas. En cas de litige, seuls les tribunaux peuvent décider de manière contraignante si les conditions relatives à la capacité de commettre une infraction ou à passer contrat s'appliquent exceptionnellement à des actes ou déclarations spécifiques.

100. Si une personne majeure ne peut, en raison d'une maladie mentale ou d'un handicap physique, mental ou psychologique, assumer la conduite de ses affaires, totalement ou en partie, le tribunal des tutelles, à la demande de la personne concernée ou de sa propre initiative, lui assigne un tuteur en vertu de l'article 1896 du Code civil. La capacité juridique et la capacité de la personne de conclure des contrats ne sont pas affectées par la désignation de ce tuteur. Parmi les tâches qui lui sont dévolues, le tuteur prend les mesures concernant la personne sous tutelle qui sont nécessaires dans l'intérêt supérieur de cette dernière, dont les souhaits doivent être pris en considération (al. 2 et 3 de l'article 1901 du Code civil). Dans le cadre de ses attributions, le tuteur représente la personne sous tutelle (art. 1902 du Code civil). L'objectif principal de la loi sur les tutelles est d'améliorer la capacité de l'individu à s'autodéterminer. Le strict principe de nécessité, de même qu'une norme stricte de proportionnalité avec les mesures prises au titre de la loi sur la tutelle, renforce la garantie d'autodétermination.

101. Un tribunal doit entendre l'individu concerné en personne avant de désigner un tuteur³². Le tribunal se prononce sur la base d'un rapport d'expert. Nul ne peut être désigné tuteur contre la volonté d'une personne majeure (al. 1a de l'article 1896 du Code civil). Le tribunal des tutelles supervise l'ensemble des activités du tuteur (art. 1837, al. 2,

³² Le tribunal entend l'individu concerné en personne avant de désigner un tuteur. Étant donné que l'audience, en règle générale, doit avoir lieu dans l'environnement habituel de la personne concernée et que le tribunal l'informe de façon détaillée de l'état d'avancement de la procédure, on veille à ce que toute personne concernée soit en mesure de prendre part à la procédure et d'exprimer ses propres souhaits et besoins.

et première phrase de l'alinéa 1 de l'article 1908i du Code civil). Le tribunal des tutelles intervient contre les manquements du tuteur au moyen d'instructions et d'interdictions appropriées. Le fait pour le tuteur de ne pas entretenir de contacts réguliers avec la personne placée sous sa tutelle constitue également un manquement (al. 1 de l'article 1897 du Code civil), de même que le fait de ne pas discuter de questions qui sont importantes pour cette personne (al. 3 de l'article 1901 du Code civil). Le tribunal doit mettre un terme aux fonctions du tuteur si celui-ci ne s'acquitte pas de ses fonctions de manière satisfaisante ou s'il y a une autre raison de force majeure (art. 1908b du Code civil).

102. Lorsque la personne concernée est capable d'exercer son libre arbitre, le droit d'autodétermination inclut également la liberté d'être malade. Par conséquent, il est possible de ne pas désigner de tuteur par exemple pour soumettre la personne concernée à un examen ou à un traitement jugé nécessaire par les personnes de son entourage. Les dispositions de la loi sur la tutelle relatives à l'hébergement servent seulement à éviter une mise en danger de soi-même importante dans des situations où la personne sous tutelle ne peut exercer son droit à l'autodétermination en raison de sa maladie (art. 1906 du Code civil). Le Code ne prévoit l'hébergement de la personne sous tutelle qu'avec l'accord en bonne et due forme du tribunal des tutelles (al. 2 de l'article 1906 du Code civil).

103. Bien que la loi allemande sur la tutelle soit conforme à la Convention et qu'il ne soit pas nécessaire de modifier la législation, toutes les personnes concernées s'efforcent en appliquant la loi de tirer avantage des possibilités d'amélioration. Un groupe de travail sur la loi sur la tutelle étudiera ainsi la question, parmi d'autres, de savoir quelles sont les possibilités d'amélioration du système des tutelles sous l'angle de la Convention relative aux droits des personnes handicapées. En outre, une évaluation complète est prévue au titre de la loi sur les procédures familiales et sur les questions relatives aux litiges non contentieux (*Gesetz über das Verfahren in Familiensachen und in den Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit – FamFG*), qui est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 2009. Entre autres choses, il est prévu de soumettre les règles concernant la procédure judiciaire dans les affaires de tutelle et d'hébergement à un examen critique dans le cadre de cette évaluation.

Article 13

Accès à la justice

104. Le droit allemand garantit l'accès des personnes handicapées à la justice. Des dispositions appropriées figurent par exemple dans la loi relative à la constitution des tribunaux (*Gerichtsverfassungsgesetz – GVG*) et dans le Code de procédure pénale (*Strafprozessordnung – StPO*).

105. Ainsi, par exemple, conformément à l'article 191a de la loi relative à la constitution des tribunaux, les personnes aveugles ou malvoyantes peuvent demander à ce que les pièces du dossier soient mises à leur disposition sous une forme qui leur soit accessible dans la mesure où cela est nécessaire pour sauvegarder leurs droits. Conformément à l'article 186 de la même loi, l'assistance nécessaire doit également être fournie, le cas échéant, pour faciliter la communication d'une personne malentendante ou atteinte de troubles de la parole. Ces dispositions s'appliquent non seulement aux procédures judiciaires, mais aussi aux procédures d'enquête et d'exécution que le ministère public est chargé de superviser sur le plan procédural. L'article 187 de la loi relative à la constitution des tribunaux prévoit que le tribunal fait appel à un interprète ou à un traducteur pour assister un accusé ou un condamné ou des personnes ayant le droit de se joindre à des poursuites du ministère public en tant qu'accusateur privé qui sont malentendantes ou sont atteintes de troubles de la parole, lorsque cela est nécessaire pour faire respecter leurs droits dans des procédures pénales.

106. Si une personne accusée est incapable de se défendre dans une procédure pénale, par exemple en raison d'un handicap, un avocat doit être désigné pour la défendre (al. 2 de l'article 140 du Code de procédure pénale). La deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 140 du Code de procédure pénale dispose en outre que la demande d'un prévenu atteint d'un handicap auditif ou oral à être représenté par un avocat doit être satisfaite.

107. En vertu de l'alinéa 2 de l'article 259 du Code de procédure pénale, les prévenus malentendants ou atteints de troubles de la parole sont informés des dernières plaidoiries du ministère public et de l'avocat de la défense par le truchement d'un interprète.

108. Conformément à l'article 68b du Code de procédure pénale, un avocat est nommé pour assister les témoins pendant la durée de leur interrogatoire si des circonstances particulières rendent évidente leur incapacité à exercer leurs droits par eux-mêmes lors dudit interrogatoire. En outre, les victimes d'infractions pénales, handicapées ou non, qui doivent être interrogées en qualité de témoins peuvent se faire assister lors de cet interrogatoire par une personne jouissant de leur confiance (al. 2 de l'article 406f du Code de procédure pénale).

109. L'article 60 (par. 1) du Code de procédure pénale garantit que les personnes qui, par exemple en raison d'un handicap mental, n'ont pas une compréhension précise de la nature d'un serment ne sont pas tenues de prêter serment.

110. Conformément à l'article 66 du Code de procédure pénale, le tribunal fournit l'assistance technique nécessaire aux personnes malentendantes ou atteintes de troubles de la parole qui sont interrogées en qualité de témoins pour les aider à comprendre ce que signifie prêter serment.

111. Les associations représentant les intérêts des personnes handicapées sont en faveur d'améliorations supplémentaires dans le domaine de l'accessibilité.

112. L'accès des personnes handicapées à la justice étant l'une de ses principales préoccupations, le Gouvernement fédéral s'efforce d'améliorer encore l'accessibilité et de combler toute lacune dans le domaine des procédures pénales et administratives, ainsi que dans celui de la juridiction familiale et non contentieuse (voir la section relative à l'article 12). Une formation plus poussée des magistrats sur le thème des personnes handicapées contribuera à améliorer la sensibilisation dans ce domaine.

Article 14

Liberté et sécurité de la personne

113. Nul ne peut être privé de sa liberté en Allemagne uniquement au motif du handicap. La liberté et la sécurité sont des droits garantis à tous.

114. Le placement d'une personne sous tutelle dans un centre d'hébergement privatif de liberté n'est autorisé que dans des cas exceptionnels et à des conditions très strictes. L'hébergement au titre de la loi sur les tutelles sert uniquement à éviter une grave mise en danger de soi dans des situations où la personne sous tutelle est incapable d'exercer son autodétermination du fait de sa maladie. L'article 1906 du Code civil n'autorise l'hébergement que si une personne sous tutelle est incapable d'exercer librement sa volonté du fait de sa maladie. La jurisprudence en la matière requiert le respect de conditions strictes, dans les faits et en droit. Elle exige en particulier l'application rigoureuse du principe de proportionnalité³³.

³³ Cour constitutionnelle fédérale, ordonnance du 23 mars 1998 – 2 BvR 2270/96 – NJW 1998, 1744; Cour fédérale de justice, ordonnance du 23 juin 2010 – XVII ZB 118/10 – FamRZ 2010, 1432.

115. La privation de liberté ne peut, par conséquent, être justifiée par l'existence d'un handicap.

116. Pour l'hébergement en hôpital psychiatrique conformément à l'article 63 du Code pénal, il est nécessaire, entre autres, qu'une personne ait été incapable de se sentir coupable ou capable seulement de ressentir une culpabilité partielle lors de la commission d'une infraction pénale, qu'elle soit susceptible de commettre d'autres actes illicites importants en raison de cet état et qu'elle mette de ce fait le public en danger.

117. Des conditions préalables similaires s'appliquent dans certains cas à l'hébergement conformément aux lois des Länder qui prévoient une assistance aux personnes malades mentales. Le placement en hôpital psychiatrique est toujours subordonné non seulement à une maladie mentale, mais aussi à l'existence d'un risque pour la vie et la sécurité de la personne en question ou pour les intérêts légitimes d'autrui.

118. En République fédérale d'Allemagne, toutes les personnes privées de liberté sont traitées conformément aux garanties prévues par les dispositions du droit international des droits de l'homme.

119. Ainsi, par exemple, un tribunal indépendant statue sur l'hébergement d'une personne sous tutelle³⁴. La loi dispose également que le tuteur doit cesser l'hébergement si les conditions requises cessent de s'appliquer. Le tuteur doit également signaler la fin de l'hébergement au tribunal des tutelles (al. 2 et 3 de l'article 1906 du Code civil).

120. Les Länder mettent en œuvre une formation de désescalade pour le personnel administrant des traitements psychiatriques lourds. Le but en est également de structurer les situations d'extrême urgence dans le cadre d'un plan conjoint de traitement. Une coordination régulière avec des groupes locaux d'entraide de malades mentaux contribue également à prendre en considération les intérêts des patients dans de telles situations. Par ailleurs, le Gouvernement fédéral étudiera en détail l'appel lancé par les associations en faveur de l'établissement d'organismes indépendants chargés d'examiner les plaintes relatives aux traitements psychiatriques. De plus, le développement d'une assurance de qualité suprasectorielle systématique pour la protection des malades mentaux est actuellement en cours d'examen par le Comité fédéral conjoint.

121. La pratique actuelle de l'hébergement forcé en vertu des dispositions du droit des Länder est critiquée par les associations de personnes concernées car ces dispositions sont réputées ne pas faire justice aux besoins spéciaux des personnes handicapées.

122. Étant donné que les programmes médicaux ou les aides pour les personnes handicapées qui exécutent une peine d'emprisonnement sont nécessaires, les dispositions relatives aux soins de santé figurant dans les règlements pénitentiaires des Länder et dans la loi fédérale relative à l'administration pénitentiaire sont appliquées, à moins que les Länder n'aient adopté leurs propres lois. En conséquence, les détenus ont le droit d'obtenir une aide. Si une prison a priori chargée d'accueillir des détenus lourdement handicapés se déplaçant en fauteuil roulant n'est pas en mesure de le faire en raison d'un manque d'accessibilité, la peine peut être exécutée dans une autre prison adaptée.

³⁴ Sans approbation du tribunal, l'hébergement est seulement autorisé s'il est risqué d'attendre; l'approbation doit ensuite être obtenue sans retard excessif (al. 2 de l'article 1906).

Article 15

Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

123. La torture, les peines ou traitements cruels ou dégradants sont interdits pour tous en Allemagne. Cette interdiction est consacrée par la Loi fondamentale³⁵. L'interdiction de la torture est en outre garantie par diverses dispositions du droit pénal et de la procédure pénale en droit non constitutionnel. Ainsi, l'article 357 du Code pénal interdit aux supérieurs d'inciter leurs subordonnés à commettre des actes illégaux ou même à tolérer de tels actes. En outre, les déclarations obtenues sous la contrainte par la torture ou la menace de torture ne peuvent être utilisées comme éléments de preuve (art. 136a du Code de procédure pénale). L'extorsion de témoignages est également une infraction pénale en soi. Peu importe ici que la personne en question soit handicapée ou non.

124. Les activités de recherche médicale qui sont légalement autorisées en Allemagne dans des limites strictes n'entrent pas dans le champ d'application de l'article. En conformité avec le droit dans son état actuel, la recherche médicale sur les personnes requiert en principe le consentement éclairé des participants. Une personne est capable de consentir si elle est capable de reconnaître la nature, la signification et la portée de la mesure et d'exercer sa volonté en conséquence. Dans le cas des personnes qui sont incapables de donner un tel consentement, seul un représentant légal ou une personne détenant une procuration peut consentir à l'acte médical si celui-ci sert l'intérêt supérieur de la personne concernée, c'est-à-dire qu'il est dans son intérêt direct (voir al. 2 de l'article 1901 du Code civil et al. 3 de l'article 41 de la loi relative aux produits médicaux (AMG)). Compte tenu de ce qui précède, dans le cas de mineurs, le consentement du représentant légal (en règle générale, les parents) n'est accordé que si la mesure médicale est dans l'intérêt supérieur de l'enfant (art. 1627 du Code civil), c'est-à-dire qu'elle entre dans le cadre de la recherche dans l'intérêt de la personne.

125. Le consentement de la personne qui a la charge et la garde aux recherches qui bénéficient exclusivement aux autres est donc exclu en principe conformément au droit allemand. La législation allemande, sous la pression du droit communautaire européen, a prévu un assouplissement seulement dans le cas des essais de médicaments sur les mineurs qui souffrent d'une maladie pour le traitement de laquelle le traitement testé doit être appliqué et, sous réserve de conditions strictes, a décidé que le «bénéfice collectif» du test clinique pouvait suffire. Cependant, la loi dispose expressément que cet assouplissement ne s'applique pas aux mineurs qui ne seraient pas en état de donner leur consentement après avoir atteint l'âge de la majorité (al. 2 de l'article 41 de la loi sur les produits médicaux).

Article 16

Droit de ne pas être soumis à l'exploitation, à la violence et à la maltraitance

126. Dans le droit interne allemand, il existe des dispositions pénales qui protègent spécifiquement les personnes handicapées. En particulier, l'article 174a du Code pénal prévoit des sanctions en cas d'agression sexuelle de détenus, de patients et des personnes placées en institutions. L'article 174c du Code pénal prévoit des sanctions en cas d'agression sexuelle commise dans le cadre d'une relation de conseil, de traitement ou de prise en charge. Les personnes qui n'ont pas de résistance physique sont protégées contre

³⁵ Par. 1 de l'article premier de la Loi fondamentale «La dignité humaine est inviolable.», par. 1 de l'article 104 de la Loi fondamentale «Les personnes détenues ne peuvent être soumises à des mauvais traitements psychologiques ou physiques.».

les actes d'agression sexuelle en vertu de l'article 179 du Code pénal. L'article 225 du Code pénal prévoit des sanctions en cas d'agression de personnes placées sous une forme de protection ou de garde, y compris les personnes qui sont sans défense en raison d'une maladie ou d'un état de santé fragile.

127. En outre, la loi relative à l'indemnisation des victimes (*Opferentschädigungsgesetz* - *OEG*) doit être respectée en matière de compensation sociale. Cette loi régit l'indemnisation accordée par l'État à toute personne victime d'un acte de violence en Allemagne, indépendamment des systèmes généraux de sécurité sociale et de l'aide sociale générale. La loi relative à l'indemnisation des victimes vise à compenser le coût des actes de violence sur les plans médical et financier.

128. Les femmes et les filles handicapées sont particulièrement susceptibles d'être exploitées, violentées ou agressées³⁶. Le Plan d'action II qui vise à éliminer la violence à l'égard des femmes³⁷ a, entre autres, été établi pour remédier à la situation. Le Plan d'action traite de toutes les formes et de tous les types d'actes de violence requérant une action particulière, comme ceux commis à l'encontre de femmes handicapées ou dans le domaine médical.

129. Afin de déterminer l'ampleur de la violence à l'égard des femmes handicapées, une étude a été commandée en février 2009. Elle vise à recueillir des données sur la violence commise à l'égard des femmes âgées de 16 à 65 ans dans le cadre des services de soins ambulatoires, hospitaliers et à domicile, à résoudre les problèmes et à évaluer l'appui nécessaire et l'action à mener. Les résultats de cette étude devraient être disponibles à la fin de l'année 2011.

130. Une stratégie efficace de prévention de la violence consiste à protéger les personnes vulnérables pour éviter qu'elles ne deviennent victimes d'actes de violence. Des ateliers pour renforcer la confiance en soi sont ainsi proposés (art. 44, al. 1.3 du livre IX du Code social). Le projet triennal *SELBST* («soi-même») du Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse a permis de faire connaître l'efficacité et la structure de ce type d'exercice. Un programme pour les ateliers et pour la formation de leurs animateurs a été fixé.

131. En Allemagne, il y a environ 360 foyers pour femmes et 500 organismes de consultations externes pour les femmes victimes de violences. Le Gouvernement fédéral veille à ce que ces organismes soient mis en relation avec le réseau des foyers pour femmes ainsi qu'avec les organismes de conseil et les services d'urgence pour les femmes. Ces organismes qui travaillent en réseau mènent des activités visant à faciliter l'accès des femmes handicapées aux services d'aide aux femmes.

132. La future permanence téléphonique nationale consacrée à la violence à l'égard des femmes sera accessible à tous et permettra de mieux faire connaître aux femmes handicapées les services d'aide aux femmes et de leur en donner l'accès en leur offrant des services de conseil et de médiation liminaires pertinents. Le lancement de la permanence téléphonique est prévu d'ici à la fin de 2012 ou le début de 2013.

133. Outre le plan d'action pour la protection des enfants et des adolescents contre la violence et l'exploitation sexuelles, le Gouvernement fédéral a mis en place une stratégie globale en 2003. L'objectif premier du plan d'action était d'améliorer la protection pénale, la prévention et la protection des victimes ainsi que de promouvoir le développement

³⁶ Voir chap. 5, partie 2 du Sixième rapport de la République fédérale d'Allemagne sur la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

³⁷ *Aktionsplan II der Bundesregierung zur Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen*, Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse, Berlin, mai 2009, 2^e éd., p. 23 et suiv.

de réseaux entre les divers organismes d'aide et de conseil et la coopération internationale pour protéger les enfants et les adolescents. Le Gouvernement fédéral révisé actuellement ce plan d'action en vue d'y intégrer les nouveaux organismes et infrastructures d'aide, de conseil et d'intervention mis à disposition des enfants et des adolescents, comme les services de conseils médicaux disponibles en ligne ou encore le numéro vert *Nummer gegen Kummer e. V.* («En cas de problème»), réseau national mis en place par l'association portant le même nom et qui fournit un numéro d'urgence que les enfants et les adolescents peuvent appeler gratuitement et anonymement ainsi que des services de conseil en ligne et d'assistance téléphonique pour les parents.

134. En ce qui concerne la protection des enfants, handicapés ou non, l'Allemagne a ratifié le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant. Celui-ci est entré en vigueur le 15 août 2009. L'élargissement de la protection des enfants dans le droit pénal témoigne de l'engagement du Gouvernement fédéral à lutter contre les agressions sexuelles à l'encontre des mineurs. Le droit pénal a en effet été étoffé de manière à prendre en compte de nouveaux éléments, notamment les infractions fondées sur l'autodétermination sexuelle³⁸.

135. Compte tenu des nombreux actes d'agression sexuelle commis à l'encontre d'enfants et d'adolescents dans les écoles, les internats, les institutions ecclésiastiques et les organismes publics ou privés, le Gouvernement fédéral a mis en place en 2010 une table ronde sur le thème de la famille pour enrayer les agressions sexuelles commises à l'encontre d'enfants dans le cadre de rapports de dépendance ou de hiérarchie privés ou publics³⁹. Le Gouvernement a confié la supervision de la table ronde à trois ministères (le Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse, le Ministère fédéral de la justice et le Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche). La table ronde, qui devrait se poursuivre jusqu'à la fin de 2011, vise précisément à améliorer la prévention des agressions sexuelles, la protection des mineurs et l'appui qui leur est fourni (y compris l'aide matérielle ou immatérielle offerte par les institutions concernées), l'éducation et la divulgation d'informations, le jugement et la condamnation en temps voulu des auteurs d'agressions sexuelles, la recherche et les études relatives à la «violence sexuelle».

Article 17

Protection de l'intégrité de la personne

136. Conformément au Code pénal allemand, toute intervention médicale ou autre entraînant une atteinte à l'intégrité physique d'une personne est qualifiée de préjudice corporel (grave) au sens de l'article 223 et peut aussi, en fonction du cas d'espèce, tomber sous le coup des articles 224 et suivants du Code pénal.

137. Selon l'article 228 du Code pénal, le consentement de la personne lésée ne peut être établi que si celle-ci a consenti effectivement et librement à cette atteinte à son intégrité physique, sans qu'elle n'ait été trompée, induite en erreur ou contrainte. Afin d'être «effectif», le consentement à l'intervention médicale doit avoir été donné en toute connaissance de la cause, de la nature, de l'étendue et des conséquences prévues et possibles de l'acte en question.

³⁸ Le droit pénal a par exemple été étoffé par la loi du 27 décembre 2003 portant modification des dispositions sur les infractions pénales fondées sur l'autodétermination sexuelle et portant modification d'autres dispositions (*Gesetz zur Änderung der Vorschriften über die Straftaten gegen die sexuelle Selbstbestimmung und zur Änderung anderer Vorschriften*) (Journal officiel [BGBl.] 2003 Partie I, 3007).

³⁹ Table ronde – Agressions sexuelles d'enfants dans le cadre de rapports de dépendance ou de hiérarchie privés ou publics et dans la sphère familiale.

138. La stérilisation forcée des personnes handicapées n'est pas autorisée par la loi et est passible de sanctions. En cas de danger de mort ou de grave risque pour la santé de la personne concernée, le Code civil autorise la stérilisation des adultes qui ne sont pas aptes à donner leur consentement dans des conditions bien précises qui correspondent à des situations exceptionnelles. Si la personne concernée est sous tutelle et qu'elle ne souhaite pas être stérilisée, la stérilisation ne saurait avoir lieu. De plus, si le tuteur de la personne concernée, habilité par le tribunal des tutelles, a donné son consentement à la stérilisation, donne son consentement mais que la personne concernée manifeste par la suite sa réticence, la stérilisation n'a pas lieu. De la même manière, l'avortement non consenti par la femme enceinte est interdit et peut aussi être qualifié de préjudice corporel passible de sanctions en vertu de l'article 218 du Code pénal.

Article 18

Droit de circuler librement et nationalité

139. Le droit de circuler dont jouissent les citoyens allemands est garanti par l'article 11 de la Loi fondamentale. Il englobe le droit d'établir domicile et de vivre librement n'importe où sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne et le droit d'entrer sur ce territoire. Le droit de circuler dont jouissent les étrangers est garanti par le premier paragraphe de l'article 2 de la Loi fondamentale.

140. Pour les étrangers, l'établissement du domicile peut être limité géographiquement. Par exemple, les demandeurs d'asile, les étrangers visés par une obligation de quitter le territoire national à caractère exécutoire et les étrangers dont l'expulsion a été temporairement suspendue sont contraints par la loi à rester sur le territoire d'un État fédéré (Land) ou sur le territoire relevant de la compétence des services régionaux d'immigration et ne peuvent quitter la région de leur domicile que dans certaines circonstances exceptionnelles ou en vertu d'une autorisation spéciale.

141. La nationalité allemande s'acquiert par la naissance (si au moins l'un des parents est Allemand à la naissance de l'enfant⁴⁰), l'adoption ou la naturalisation.

142. La loi en vigueur régissant la naturalisation facilite l'acquisition de la nationalité allemande pour les personnes handicapées. Elle prévoit des exceptions pour les personnes dont le handicap rend difficile ou impossible la naturalisation, compte tenu notamment de l'obligation de maîtriser la langue allemande et des connaissances civiques requises (art. 10, al. 6 de la loi sur la nationalité [StAG]). D'autres dispositions prévoient des exceptions pour les enfants et les adolescents âgés de moins de 17 ans.

143. La déchéance de la nationalité allemande fondée sur le handicap constitue une privation de la nationalité allemande et est, de ce fait, interdite par la Constitution (art. 16, par. 1). La nationalité allemande peut toutefois être retirée si elle a été obtenue par tromperie, menace, pot-de-vin ou par communication d'informations délibérément fausses ou incomplètes.

144. Toute naissance survenant sur le territoire allemand doit être déclarée au Bureau d'enregistrement des naissances dans un délai d'une semaine afin d'être officiellement portée au registre des naissances, que le nouveau-né soit Allemand ou étranger, handicapé ou non. Il incombe en priorité aux parents, aux hôpitaux et aux autres infrastructures concernées de déclarer les naissances. Il n'y a pas de règles spécifiques pour les nouveau-nés handicapés. Les règles en vigueur leur sont toutefois applicables et ne favorisent ni directement ni indirectement la discrimination fondée sur le handicap.

⁴⁰ Un enfant né en Allemagne dont les parents sont tous deux étrangers est Allemand si l'un des parents justifiait d'au moins huit ans de séjour régulier en Allemagne au moment de sa naissance.

Article 19

Autonomie de vie et inclusion dans la société

145. Le livre IX du Code social défend, par les principes qu'il contient, l'autodétermination des personnes handicapées et leur participation à la vie de la société. L'article 9 (al. 3) du livre IX du Code social dispose par exemple que les allocations, les services et les équipements laissent le plus grand champ d'action possible à leurs bénéficiaires afin que ceux-ci puissent prendre en main de leur propre mode de vie et faire valoir leur droit à l'autodétermination. Les souhaits légitimes des bénéficiaires des prestations doivent être pris en compte lors de l'établissement des prestations pour la participation à la vie de la société (art. 9, al. 1, du livre IX du Code social). Tenant compte des intérêts des bénéficiaires et de la spécificité de chaque situation, le livre IX du Code social appuie le principe qui tend à privilégier les services de soins ambulatoires par rapport aux soins hospitaliers.

146. Le budget personnel défini à l'article 17 du livre IX du Code social est un outil essentiel pour la participation autonome des personnes handicapées à la vie de la communauté et pour leur inclusion dans la société. Depuis le 1^{er} janvier 2008, les allocations pour la participation à la vie de la société versées sous la forme de budgets personnels sont un droit garanti par la loi à l'échelle nationale. Grâce aux budgets personnels, les personnes handicapées peuvent choisir de recevoir une allocation ou des bons à la place des services et des avantages en nature afin de s'offrir les services d'aide dont elles ont besoin pour leur autodétermination et pour leur participation à la vie de la société. Ces budgets personnels permettent aux personnes handicapées d'exprimer leur volonté et d'opérer des choix. Toute personne handicapée ou risquant de l'être peut bénéficier d'un budget personnel, quelles que soient la nature et la gravité de son handicap et la nature des prestations dont elle a besoin.

147. Conformément à l'article 102 (al. 4) du livre IX du Code social, les personnes handicapées reçoivent une assistance dans le cadre de leur travail (par exemple: mise en place d'un service de voiturage, emploi de lecteurs pour les travailleurs aveugles, emploi d'interprètes en langue des signes pour les travailleurs sourds).

148. Des prestations pour la participation à la vie de la communauté peuvent être offertes dans le cadre de l'aide à l'intégration des personnes handicapées, qui est fournie par les institutions d'assistance sociale. Elles consistent par exemple à aider les personnes concernées à aménager leur vie en résidence pour personnes handicapées comme elles le souhaitent et à participer à la vie communautaire et culturelle. Dans le cadre de la Conférence des ministres du travail et des affaires sociales intitulée «Ajuster l'aide à l'intégration des personnes handicapées», le groupe de travail Fédération/Länder envisage de réorienter l'aide à l'intégration, en passant d'une perspective essentiellement institutionnelle à une perspective centrée sur la personne.

149. En Allemagne, les enfants et les adolescents handicapés reçoivent également des allocations d'aide à l'intégration qui leur sont attribuées en fonction des critères établis à l'article 53 du livre XII du Code social, à l'article 35a du livre VIII du Code social et à l'article 27d de la loi sur l'assistance aux victimes de guerre, et qui visent à promouvoir leur autodétermination, à garantir leur participation à la vie de la société sur la base de l'égalité avec les autres ainsi qu'à prévenir les inégalités sociales et à y remédier.

150. La loi sur le contrat de logement et de services de soins (*Wohn- und Betreuungsvertragsgesetz*), entrée en vigueur en 2009, renforce les droits des personnes âgées nécessitant des soins de longue durée et ceux des personnes handicapées qui concluent des contrats de location assortis de soins de longue durée ou des contrats de services de soins. Cette loi moderne qui vise la protection des consommateurs contribue à la réalisation du droit à l'autodétermination au sens de l'article premier de la Charte sur les droits des personnes nécessitant des soins et une assistance de longue durée.

151. L'autonomie de vie n'est toutefois atteignable que si le domicile de la personne handicapée ou âgée concernée lui est accessible et que les infrastructures environnantes le sont aussi (y compris l'environnement social immédiat). Le plan d'action national y relatif prévoit des mesures appropriées à cet égard.

152. Dans le cadre de son programme «Construire des modèles d'aide pour les personnes âgées et pour les personnes handicapées», le Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse encourage l'adoption de normes pour la construction de locaux, de maisons, de résidences partagées et d'infrastructures socioculturelles accessibles à tous afin de créer un modèle d'autonomie de vie pour les personnes handicapées.

Article 20

Mobilité personnelle

153. La mobilité personnelle des personnes handicapées est l'une des conditions indispensables à leur autodétermination et à leur participation à la vie de la société sur un pied d'égalité avec les autres. Les transports publics jouent un rôle essentiel pour les personnes handicapées. Les transports en général doivent être accessibles le plus facilement possible aux personnes handicapées. En Allemagne, les infrastructures de transport ont été mises au point en tenant compte du principe d'environnement accessible à tous qui est consacré dans la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées. Cette loi est complétée par les lois sur l'égalité des chances adoptées au niveau des Länder mais aussi par les modifications apportées à la loi sur le transport de passagers, au Code de construction et d'opération ferroviaires (*Eisenbahn-Bau- und -Betriebsordnung*) et à la loi sur le transport aérien, qui accordent une attention particulière aux besoins spécifiques des personnes handicapées.

1. Aides à la mobilité

154. Les aides à la mobilité et l'assistance technique fournies en vertu du livre IX du Code social visent la plus grande autonomie possible et l'autodétermination des personnes handicapées. Des aides destinées à encourager la participation à la vie communautaire et culturelle sont aussi octroyées aux personnes handicapées sous la forme d'allocations afin d'assurer leur mobilité au quotidien. Celles-ci incluent les aides à la mobilité indispensables, notamment pour les personnes handicapées nécessitant une assistance vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

2. Transports publics locaux

155. S'agissant de l'ouverture à tous des transports publics, des progrès notables ont été réalisés ces dernières années grâce aux décisions prises par les autorités locales. Par exemple, de nombreuses municipalités n'acquièrent plus que des véhicules à plancher bas. En outre, des arrêts sont construits à des endroits facilement accessibles pour les personnes handicapées. Selon les règles de construction, les arrêts de bus et les quais des stations de métro et de tramway doivent pouvoir accueillir des véhicules à plancher bas et être signalés au sol pour les personnes aveugles ou malvoyantes (planches rainées, à nervures ou à picots). Ces règles sont fondées sur les plans de transports locaux établis par les Länder. Depuis 2002, les besoins des personnes handicapées doivent être pris en compte lors de l'établissement de ces plans.

156. Le transport gratuit des personnes gravement handicapées dont la mobilité dans la circulation routière est considérablement réduite, qui sont paralysées, aveugles ou sourdes, est un autre exemple de mesure prise pour favoriser l'usage des transports en commun par les personnes handicapées. Le coût de cette mesure est pris en charge par l'État fédéral et par les Länder (environ 440 millions d'euros en 2007).

3. Transport ferroviaire

157. Selon le règlement (EG) n° 1371/2007, les compagnies et les opérateurs ferroviaires doivent, en collaboration avec les associations concernées, adopter des règles régissant le transport des personnes handicapées et leur accès sans obstacle aux trains. Les compagnies doivent garantir l'accès des personnes handicapées aux gares, aux quais, aux véhicules et aux autres infrastructures. Elles doivent aussi faire tout leur possible pour offrir une assistance aux personnes handicapées lors de leur montée et de leur descente du train. En outre, elles doivent établir des programmes pour la conception des infrastructures et des véhicules ferroviaires en s'efforçant de garantir l'accessibilité la plus large possible (art. 2, al. 3 du Code de construction et d'opération ferroviaires). L'objectif prioritaire du programme de la compagnie Deutsche Bahn AG de juin 2005 est d'élargir progressivement l'accès aux transports ferroviaires en construisant de nouvelles infrastructures et en équipant adéquatement les gares ferroviaires fréquentées par au moins 1 000 voyageurs par jour, notamment en y installant des ascenseurs ou des rampes d'accès plus longues. Pour les gares ferroviaires fréquentées par moins de 1 000 voyageurs par jour, ces mesures peuvent aussi être appliquées si un besoin particulier existe du fait de l'environnement dans lequel se situe la gare, par exemple, en raison de la proximité d'une école ou d'une institution pour personnes handicapées⁴¹. Des représentants d'associations de personnes handicapées et de la compagnie Deutsche Bahn AG affinent actuellement le programme qui devrait être adopté au cours de l'année 2011. Avec la nouvelle génération de trains qui devraient être mis en circulation à partir de 2014, ce programme mise sur de nombreuses améliorations en termes d'accessibilité. Les Länder s'efforcent eux aussi de rendre les gares ferroviaires accessibles à tous grâce à leur Programme de modernisation des gares ferroviaires.

158. Après quelques réserves initiales, les compagnies ferroviaires privées ont pris conscience de leur responsabilité vis-à-vis des passagers handicapés et ont présenté leurs propres programmes pour la mise en place de véhicules accessibles à tous.

4. Transport routier

159. L'article 3 (al. 1) de la loi sur les autoroutes fédérales (*Fernstraßengesetz – FStrG*) dispose que les intérêts des personnes handicapées et des autres personnes à mobilité réduite sont pris en compte lors de la construction et de l'entretien des autoroutes fédérales en vue d'assurer l'accessibilité la plus large possible. Les lois sur le trafic routier adoptées par les Länder contiennent des dispositions analogues. Conformément aux conditions fixées dans la loi sur les autoroutes fédérales, les intérêts des personnes handicapées sont pris en compte de manière générale pour la construction, l'aménagement et l'agrandissement des autoroutes fédérales, sur la base de multiples règlements techniques qui sont sans cesse révisés pour intégrer les nouvelles informations en la matière. Par exemple, des places de stationnement réservées aux personnes handicapées, des allées et des toilettes accessibles à tous ont été aménagées dans les stations-service à l'échelle nationale. Les intérêts des personnes handicapées sont également pris en compte à l'échelle municipale, qui est décisive en matière d'accessibilité aux infrastructures routières, lors de la construction, de l'aménagement et de l'agrandissement d'infrastructures routières. Les municipalités reçoivent une aide financière pour les travaux de construction, d'aménagement ou d'agrandissement d'infrastructures routières si ceux-ci répondent aux critères requis en matière d'accessibilité. L'Association pour la recherche sur la route et les transports a établi

⁴¹ Cinquante-sept pour cent de ces gares ferroviaires sont accessibles à tous dans le sens où elles ne comportent pas d'escalier. En outre, un système de guidage à la fois visuel et tactile au sol a été mis en place pour aider les personnes malvoyantes à s'orienter. Sur les rampes d'accès de certaines gares ferroviaires, il y a déjà des prismes, des inscriptions en braille ou des cartes tactiles. La nouvelle génération des guichets de point d'information sont en outre équipés de boucles à induction pour amplifier le son à l'intention des personnes malentendantes.

des «Directives pour la conception de moyens de transport accessibles à tous» qui seront publiées en 2011. En outre, l'institut *Deutsches Institut für Normung* révisé actuellement la norme DIN 18024-1 sur la «Construction de bâtiments accessibles».

160. Étant donné que les exigences relatives à la conception de moyens de transport accessibles à tous dépendent de la nature du handicap, il est nécessaire de poursuivre les travaux de recherche. Des projets de recherche dans ce domaine ont ainsi été intégrés au programme de recherche du Gouvernement fédéral sur le transport en milieu urbain pour 2010 et 2011.

161. La catégorie des personnes autorisées à garer leur véhicule à moteur sur les places de stationnement réservées aux personnes handicapées a été élargie. Elle englobait jusqu'à présent les personnes très légèrement handicapées et les personnes aveugles. À l'avenir, elle regroupera aussi les victimes du Contergan (médicament thalidomide). Dans le cadre de l'aide à l'intégration définie au livre XII du Code social et conformément à la loi sur l'assistance aux victimes de guerre, les personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leur handicap, sont contraintes d'utiliser régulièrement un véhicule motorisé pour participer à la vie de la communauté peuvent recevoir une aide afin d'acquérir un véhicule adapté à leur handicap ou pour équiper un véhicule en fonction de leur handicap⁴².

5. Réglementation européenne

162. Au cours de ces dernières années, le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen ont adopté divers règlements dont certains constituent une réglementation uniforme sur les droits des passagers des lignes commerciales aériennes, ferroviaires, maritimes et fluviales et de bus et d'autocar.

163. Le règlement du 5 juillet 2006⁴³ relatif aux droits des personnes handicapées voyageant en avion interdit aux compagnies aériennes de refuser la réservation ou l'accès à bord d'une personne handicapée. Une dérogation à ce règlement est toutefois possible si le transport de la personne handicapée est impossible pour des raisons de sécurité prévues par la loi et légitimes. La personne à mobilité réduite doit être tenue informée par écrit de la raison pour laquelle la compagnie a refusé de la transporter ou lui a imposé d'être accompagnée d'une autre personne. Par ailleurs, depuis juillet 2008, les personnes à mobilité réduite bénéficient gratuitement d'une assistance dans les aéroports et à bord des avions.

164. Les personnes à mobilité réduite qui voyagent en avion ont maintenant également droit à une assistance gratuite au départ, à l'arrivée, à bord de l'avion et pendant les transits. Lorsqu'elles se déplacent sur de longues distances dans le cadre d'un voyage régulier en train, en navire ou en autobus, les personnes à mobilité réduite ont également droit à une assistance. Elles doivent toutefois prévenir à l'avance la compagnie de transport de l'assistance nécessaire. Les règlements relatifs au transport en navire et en autobus ont été adoptés en 2010 et en 2011 respectivement et, par conséquent, n'entreront pas en vigueur avant 2012 et 2013.

⁴² Les aides à l'acquisition d'un véhicule motorisé pour des raisons professionnelles sont octroyées conformément à l'ordonnance sur les aides à l'acquisition d'un véhicule motorisé (*Kraftfahrzeughilfe-Verordnung*).

⁴³ Règlement (CE) n° 1107/2006 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 concernant les droits des personnes handicapées et des personnes à mobilité réduite lorsqu'elles font des voyages aériens (Journal officiel de l'Union européenne L 204/1).

Article 21

Liberté d'expression et d'opinion et accès à l'information

165. Chacun en Allemagne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions oralement, par l'écrit ou par l'image (art. 5, par. 1 de la Loi fondamentale). En tant qu'expression directe de la personnalité humaine dans la société, le droit fondamental à la liberté d'opinion est l'un des plus importants de tous les droits de l'homme.

166. L'une des conditions préalables à l'exercice du droit à la libre expression d'opinions pour les personnes handicapées est l'accès à l'information. Pour garantir leur autodétermination et leur participation, il faut que l'information et les médias leur soient aussi accessibles que possible, ce qui veut dire qu'elles devraient être en mesure d'y avoir accès et d'en faire usage sans difficulté particulière et, par principe, sans aide extérieure. Obligation en est faite concrètement aux autorités de la Fédération dans trois ordonnances mettant en œuvre la loi sur l'égalité des chances pour les personnes handicapées⁴⁴. Les dispositions contenues dans lesdites ordonnances s'accompagnent de règlements comparables adoptés par les Länder pour les domaines relevant de leur compétence (voir la section relative à l'article 9).

167. La langue des signes allemande est reconnue comme une langue distincte. Dans les procédures administratives, les malentendants et les malvoyants ont le droit de communiquer avec les autorités fédérales au moyen de la langue des signes allemande ou par tout autre moyen technique de communication. Les dépenses y afférentes sont prises en charge par les autorités.

168. Les aveugles et les malvoyants concernés par une procédure administrative peuvent, pour assurer leur défense, se faire remettre des documents sous une forme adaptée à leur handicap. En l'occurrence, ce sont les possibilités de perception des intéressés qui dictent la forme que doivent prendre lesdits documents. Ainsi, ceux-ci seront fournis notamment sous la forme de documents écrits devant être lus à voix haute ou par l'entremise d'un moyen sonore, en braille, en gros caractères d'imprimerie, par des moyens électroniques ou autres. Les dépenses supplémentaires strictement liées au handicap ne sauraient être facturées aux intéressés. Ceci vaut également pour les procédures judiciaires.

169. L'ordonnance de la Fédération sur la technologie de l'information sans obstacle (BITV) et les ordonnances correspondantes des Länder garantissent aux personnes handicapées un accès sans obstacle aux pages Web. Le texte révisé de cette ordonnance – BITV 2.0 – sera adopté à l'été 2011.

170. Dans sa stratégie nationale de cybergouvernement, le Gouvernement fédéral a en outre souligné que les moyens de communication par voie électronique entre les citoyens et l'administration devaient être faciles à maîtriser et sans obstacle. L'intérêt que porte à la question le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales, qui est responsable des questions relatives aux personnes handicapées au sein du Gouvernement fédéral, se reflète dans sa propre «stratégie de cybergouvernement en matière de participation des personnes handicapées». Cette stratégie a pour but d'améliorer la participation autonome des personnes handicapées grâce aux techniques modernes d'information et de communication sans entrave. L'un des éléments majeurs de cette stratégie est la plate-forme Internet libre d'obstacle www.einfach-teilhaben.de du Ministère fédéral du travail et des affaires sociales,

⁴⁴ Ordonnance sur l'aide à la communication du 17 juillet 2002 (Journal officiel fédéral, part. I, p. 2650), modifiée par l'article 15 de la loi du 19 décembre 2007 (Journal officiel fédéral, part. I, p. 3024); ordonnance sur la consultation sans obstacle de documents au sein de l'Administration fédérale du 17 juillet 2002 (Journal officiel fédéral, part. I, p. 2652); ordonnance sur la technologie de l'information sans obstacle du 17 juillet 2002 (Journal officiel fédéral, part. I, p. 2654).

en ligne depuis juillet 2009, et qui offre un important volume d'informations et quantité de services sur le thème du handicap tout en permettant aux citoyens de participer activement à des thèmes choisis en vue de se forger une opinion sur le terrain politique. Cette même stratégie contribue en outre à garantir l'optimisation des procédures administratives, en particulier celles concernant l'administration sociale, et à faire en sorte qu'elles bénéficient de moyens électroniques si nécessaire.

171. Les Länder ont eux aussi développé des stratégies conviviales de cybergouvernement, moyennant quoi les personnes handicapées peuvent prendre contact avec les services administratifs depuis leur domicile⁴⁵.

172. Pour que la liberté d'obtenir des informations soit une réalité, le livre IX du Code social prévoit une aide visant à favoriser la participation à la vie communautaire et culturelle. C'est ainsi que les personnes handicapées peuvent notamment se voir offrir une aide pour participer à des manifestations et pour s'informer sur les manifestations et les événements culturels d'actualité. À cet égard, une prise en charge du coût des billets d'entrée, pour la personne handicapée et pour un aide-soignant, pourrait par exemple être envisagée.

173. De plus, conformément à l'Accord national sur la redevance de radio et télédiffusion (*Rundfunkgebührenstaatsvertrag*), les personnes handicapées peuvent, sous réserve de remplir certaines conditions, être exemptées du paiement de la redevance télévision. Avec la quinzième loi portant modification de l'Accord national sur la radio et télédiffusion (*Rundfunkänderungsstaatsvertrag*), les Länder, qui disposent de la compétence législative en la matière, sont convenus d'adopter une réforme structurelle du modèle de redevance pour la radio et télédiffusion concernant également les personnes handicapées. À l'avenir, les personnes handicapées qui sont suffisamment aisées verseront une redevance à taux réduit (un tiers). Cette redevance sert à améliorer le niveau d'accessibilité assuré par les sociétés de radio et télédiffusion des différents Länder, pour ce qui concerne à la fois la première chaîne (*Arbeitsgemeinschaft der öffentlich-rechtlichen Rundfunkanstalten der Bundesrepublik Deutschland – ARD*), la deuxième chaîne (*Zweites Deutsches Fernsehen – ZDF*) et le service radiophonique national *Deutschlandradio*. À l'heure actuelle, la loi portant modification de l'Accord national sur la radio et télédiffusion est encore en attente de ratification.

174. Il est envisagé, dans le cadre des efforts en matière d'accessibilité, en ce qui concerne le cinéma et la télévision, de fournir un apport d'informations en langue des signes allemande ou de favoriser l'apport d'informations pour les personnes ayant des difficultés d'apprentissage ou atteintes d'un handicap mental, entre autres au moyen du sous-titrage et de l'audiodescription. Il convient notamment de signaler que, ces dernières années, les sociétés publiques de télédiffusion, qui sont financées par la redevance, ont étoffé leur offre en termes d'audiodescription et de sous-titrage par le biais du vidéotexte, pour les films, les séries télévisées et les programmes diffusés en direct, et que cette offre ne cesse d'être enrichie. Les chaînes privées ont elles aussi rehaussé leurs services, mais dans une mesure nettement moindre. Les sociétés publiques de radio et télédiffusion et tous les opérateurs privés de stations radiophoniques nationales sont censés offrir de plus en plus de services totalement accessibles, s'ajoutant à leurs engagements existants, dans la mesure où leurs moyens techniques et financiers le leur permettent. C'est ce que prévoit l'Accord national sur la radio et télédiffusion (*Rundfunkstaatsvertrag*) depuis le 1^{er} juin 2009. Les Länder, qui ont une responsabilité en la matière en vertu de la loi sur la répartition des compétences, réexaminent la question à intervalles réguliers.

⁴⁵ Voir l'exemple du Bade-Wurtemberg: www.service-bw.de.

Article 22

Respect de la vie privée

175. La vie privée jouit d'une large protection garantie par la Loi fondamentale et par d'autres textes⁴⁶.

176. La protection de la vie privée des personnes physiques dans le traitement des données personnelles en Allemagne est garantie par la Directive européenne sur la protection des données⁴⁷ et par la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des données⁴⁸, la loi fédérale de protection des données, les lois correspondantes des Länder, et de nombreux autres textes traitant de la protection des données dans des domaines spécifiques.

177. Les données médicales font l'objet d'une protection spéciale (voir les articles 67 et suiv. du livre X et l'article 35 du livre I du Code social). Les dispositions concernant la protection des données ne contiennent aucune clause spéciale pour les personnes handicapées, même si celles-ci sont bien prises en compte, et n'entraînent aucune discrimination directe ou indirecte fondée sur le handicap.

178. S'agissant des personnes sous tutelle, la protection du courrier postal et des télécommunications est régie par le Code civil (art. 1896, par. 4). Le tuteur peut recevoir et ouvrir le courrier de la personne placée sous sa tutelle à la condition que le tribunal l'ait explicitement autorisé. Pour que cette autorisation soit donnée, il faut qu'un risque considérable pèse sur les intérêts majeurs de la personne sous tutelle.

Article 23

Respect du domicile et de la famille

179. Le mariage et la famille jouissent de la protection spéciale de l'État (art. 6, par. 1 de la Loi fondamentale). Cette liberté fondamentale garantit notamment celle de contracter mariage. Celle-ci est toutefois déniée aux personnes frappées d'incapacité. En dépit des réserves considérables que l'on peut émettre à propos de la capacité juridique des personnes handicapées dans certains domaines, il est cependant possible de reconnaître une capacité partielle pour la conclusion d'un mariage⁴⁹. Tel est par exemple le cas si la personne concernée est en mesure de comprendre l'essence du mariage et d'exercer librement sa volonté à cet égard.

⁴⁶ Protection de la vie privée, y compris le droit à l'autodétermination en matière d'information, donnant à toute personne, et par principe, le droit de décider par elle-même à quel moment et dans quelles limites des renseignements la concernant pourront être divulgués (art. 2, par. 1, lu conjointement avec l'article 1^{er}, paragraphe 1 de la Loi fondamentale); confidentialité de la correspondance, du courrier postal et des télécommunications (art. 10 de la Loi fondamentale); inviolabilité du logis (art. 13 de la Loi fondamentale).

Hors du cadre constitutionnel: protection de l'honneur (art. 185 et suiv. du Code pénal) et protection de la vie privée et du secret (art. 201 et suiv. du Code pénal).

⁴⁷ Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

⁴⁸ La Convention n° 108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, du 28 janvier 1981, garantit à l'Allemagne la protection de la confidentialité dans le traitement des données à caractère personnel.

⁴⁹ Ceci correspond à la jurisprudence constante (notamment un jugement rendu en 1996 par la juridiction régionale suprême de Bavière) selon laquelle la capacité juridique peut être restreinte à un ensemble limité de questions (ce qu'il est convenu d'appeler la capacité juridique partielle).

180. Pour exercer leur droit au mariage, au partenariat et à la sexualité, les personnes handicapées doivent pouvoir disposer, sur la sexualité, la procréation et la planification familiale, d'informations adaptées à leur âge qu'elles soient en mesure de comprendre. C'est pourquoi le Centre fédéral pour l'éducation en matière de santé a publié un numéro spécial de son périodique FORUM – Éducation sexuelle et planification familiale en 2010 sur le thème «sexualité et handicap». C'est par ce biais qu'a été commanditée l'étude sur la sexualité et le handicap chez les jeunes.

181. La famille est la communauté que constituent les parents et leurs enfants. Le mot «famille» s'entend de facto, étant entendu que certaines familles se composent de couples non mariés, avec ou sans enfants en commun, et de parents n'ayant qu'un seul enfant. En son article 6 (par. 2), la Loi fondamentale dispose que les soins aux enfants et leur éducation sont un droit naturel des parents et constituent un devoir qui leur incombe au premier chef. Hors du cadre constitutionnel, les dispositions du Code civil s'appliquent en tout premier lieu aux questions de droit civil se rapportant au mariage et à la famille. Dans les relations légales unissant enfants et parents, conformément aux dispositions contenues dans cette loi, c'est l'intérêt supérieur de l'enfant qui prime. En ce qui concerne les personnes de même sexe, c'est la loi sur le partenariat civil (*Lebenspartnerschaftsgesetz*) qui s'applique. Ces dispositions visent autant les personnes handicapées que les personnes sans handicap.

182. Plusieurs dispositions du livre IX du Code social traitent explicitement de la situation des enfants handicapés (art. 1, art. 4, par. 3, et art. 30) et consacrent l'obligation de respecter les besoins des enfants handicapés et de leur permettre, autant que possible, de grandir dans leur environnement familial. Les enfants doivent être associés à la planification et à la conception de l'assistance individuelle qui leur est due en fonction de leur âge et de leur niveau de développement. Ceci vaut également pour leurs parents. Les besoins spéciaux des parents comme des enfants doivent ici être pris en considération. Les dispositions spécifiques en la matière, et plus particulièrement le livre VIII du Code social – Aide à l'enfance et à la jeunesse – prévoient tout un ensemble d'avantages destinés à soutenir les familles qui comptent en leur sein un enfant handicapé et à permettre aux enfants handicapés de rester dans leur environnement social. Ceci vaut aussi pour les enfants handicapés dont les parents ne peuvent pas s'occuper eux-mêmes et ont donc recours à des structures spécialisées à cet effet.

183. Les mères et les pères qui travaillent et ont à leur charge des enfants handicapés se voient confrontés à un emploi du temps extraordinairement chargé. Le Gouvernement fédéral a l'intention d'examiner la possibilité de développer les dispositions existantes dans l'optique d'alléger ce fardeau et de les aider ainsi dans l'accomplissement de leurs tâches et dans l'accompagnement quotidien de leurs enfants.

184. Les mères et les pères eux-mêmes atteints d'un handicap doivent pouvoir vivre pleinement leur parenté tout en exerçant pleinement leurs responsabilités. Lorsqu'il s'agit de statuer sur les prestations et d'appliquer les conditions de participation, les besoins spéciaux des mères et des pères handicapés doivent être pris en considération dans l'exercice de l'autorité parentale, tout comme les besoins spéciaux des enfants handicapés⁵⁰.

185. L'octroi d'une assistance parentale aux mères et aux pères atteints d'un handicap n'est pas spécifiquement précisé dans la loi. Il en résulte parfois des difficultés sur le plan pratique. Le groupe de travail interconférence de la Conférence des ministres du travail et des affaires sociales (UAG V) examine actuellement la question du droit prévu par la loi à l'assistance parentale et de l'aide à apporter aux mères et aux pères handicapés dans l'exercice de l'autorité parentale. Le groupe de travail est parvenu à la conclusion

⁵⁰ Voir le paragraphe 1 de l'article 9 du livre IX du Code social.

provisoire que l'assistance parentale fait déjà l'objet de textes de loi. On s'interroge maintenant sur la possibilité de trouver une procédure permettant de surmonter ces difficultés dans la pratique, dans l'intérêt de toutes les parties concernées.

186. Dans certaines régions d'Allemagne, diverses formes d'auto-assistance à proximité des lieux de vie des intéressés, telles que des formules d'accompagnement, ont déjà été mises au point à l'intention de parents atteints d'une maladie mentale chronique. Le Gouvernement fédéral souligne le besoin de tels services de soutien dont l'intérêt réside dans la souplesse de la formule.

187. Le droit à des choix de vie autonomes s'applique également aux personnes âgées atteintes d'un handicap. Le Gouvernement fédéral soutient par conséquent l'idée de maintenir ces personnes dans leur propre logement et dans leur environnement social. En l'espèce, le logement social ne doit pas être compris seulement comme un logement exempt d'obstacles, mais comme un tout, comprenant le voisinage et les infrastructures, autrement dit un environnement social immédiat à caractère inclusif. Les services consultatifs axés sur l'aménagement des locaux pour tenir compte de l'âge des occupants sont en expansion; des réseaux s'activent de plus en plus dans ce sens et ont tendance à se professionnaliser. Quant aux programmes existants, ils sont maintenus. Les réseaux et les services qui déploient leurs efforts dans ce domaine peuvent favoriser à la fois l'indépendance des personnes concernées et leur participation à la vie de la société.

Article 24

Éducation

188. En Allemagne, la scolarité est gratuite pour l'ensemble des enfants et des mineurs, qui bénéficient en outre de mesures appropriées de promotion et de soutien. L'obligation de fréquenter l'école et la gratuité de l'enseignement, qui s'appliquent sur tout le territoire national, concernent l'ensemble des enfants et des mineurs, handicapés ou non⁵¹.

189. L'éducation relève de la compétence des Länder, qui font différents choix d'organisation et d'approche dans le soutien pédagogique des enfants et des mineurs handicapés. Toutefois, l'ambition du Gouvernement fédéral est de faire que la norme, en Allemagne, soit un système éducatif inclusif. Son souhait est que les jardins d'enfants et les crèches, les écoles et les établissements d'enseignement supérieur et de formation continue acceptent d'emblée et promeuvent tous les élèves dans le respect de leur spécificité et de leurs besoins propres.

190. Les écoles spéciales jouent un rôle particulier dans le système éducatif allemand. Elles ont pour but de fournir une éducation, des conseils et un soutien répondant à des besoins spécifiques. Il peut s'agir de lieux d'enseignement offrant un programme éducatif distinct ou de centres d'excellence offrant des services pédagogiques spéciaux aux établissements d'enseignement général.

191. La formation des enseignants leur permet d'acquérir des aptitudes spéciales et de se spécialiser dans les établissements d'enseignement supérieur et aussi de se former aux aspects pratiques. En raison de la multitude des tâches et des types d'action concernés, les enseignants collaborent avec divers groupes professionnels, dont des pédagogues sociaux, des psychologues scolaires, des enseignants-conseils, des personnels assurant des soins de longue durée, d'autres agents d'aide sociale et des thérapeutes.

⁵¹ S'agissant de l'apprentissage précoce dans les écoles maternelles, on se reportera à la section relative à l'article 7.

192. Les «Recommandations de la Conférence des ministres de la culture et de l'éducation concernant le soutien pédagogique dans les écoles de la République fédérale d'Allemagne», qui datent de 1994⁵², sont en cours de révision. Elles sont à la base des activités menées au niveau des Länder aux fins du soutien pédagogique⁵³. Ce document est essentiellement centré sur l'inclusion des enfants et des mineurs handicapés dans le système éducatif des établissements d'enseignement général⁵⁴. Le Conseil allemand du handicap⁵⁵ préconise d'engager pleinement et rapidement les mesures nécessaires en matière scolaire pour une éducation plus inclusive. Le Conseil a également l'intention de lancer un débat d'importance sur une éducation inclusive de qualité.

193. À l'échelle des Länder, l'ensemble des lois sur l'enseignement disposent déjà que les élèves handicapés doivent être mêlés aux autres élèves dans les classes. C'est ainsi que, durant l'année scolaire 2009/10, environ un cinquième des élèves (20,1 %) ayant des besoins éducatifs spéciaux ont reçu un enseignement dans un établissement d'enseignement général. Le but est d'augmenter cette proportion. Les Länder sont convenus de dresser le bilan de l'action éducative afin de définir les mesures à prendre pour faire avancer les choses, de veiller à l'harmonisation des mesures prises et de mettre au point les dispositions légales requises pour renforcer le caractère inclusif du système éducatif dans les établissements d'enseignement général (établissements classiques et écoles spéciales) et dans les écoles de formation professionnelle.

194. Les Länder ont notamment entrepris de mettre au point des concepts généraux pour veiller à ce que l'organisation scolaire, les lignes directrices, les plans d'éducation et d'enseignement, la pédagogie, sans oublier la formation des enseignants, s'inscrivent dans une perspective de nature à favoriser, dans les établissements d'enseignement général, l'instauration d'un environnement éducatif propice au développement optimal de tous les enfants et mineurs, handicapés comme non handicapés. Cela se fait notamment en coordination avec la société civile. Les projets modèles, les essais scolaires, les écoles pilotes et les réformes correspondantes dans les lois des Länder sur l'enseignement sont autant d'initiatives qui tendent vers ce but. En reconnaissance d'excellents modèles reflétant les meilleures pratiques en la matière, le Commissaire du Gouvernement fédéral en charge du handicap a décerné à l'automne 2010, pour la seconde fois, le «prix Jakob Muth des écoles à caractère inclusif», créé par son prédécesseur en coopération avec la Fondation Bertelsmann et le Comité allemand pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Une directive à l'usage des parents, élaborée par le Commissaire sur le thème de l'enseignement commun, donne aussi des informations sur les mesures mises en œuvre dans les différents Länder pour permettre aux enfants et aux mineurs ayant des besoins particuliers en matière d'enseignement de fréquenter les écoles d'enseignement général.

195. Les établissements d'enseignement général, tout comme les établissements qui dispensent une formation professionnelle et les établissements d'enseignement supérieur, se heurtent à des difficultés particulières quand vient le moment de passer du monde de l'enseignement à celui du travail. Compte tenu de leur relation directe avec le monde

⁵² Résolution de la Conférence des ministres de l'éducation et de la culture du 6 mai 1994.

⁵³ Les recommandations relatives au soutien axé sur l'apprentissage, la langue, le développement mental, la vue, l'ouïe, le développement physique et mental, le développement émotionnel et social, ainsi qu'à l'éducation des enfants autistes et des élèves atteints d'une maladie chronique revêtent elles aussi un intérêt primordial du point de vue de l'éducation ciblant des besoins spéciaux.

⁵⁴ Les établissements d'enseignement général englobent ceux pratiquant un enseignement de type classique et ceux voués à la formation professionnelle, à l'exclusion des écoles et des centres de soutien.

⁵⁵ L'ensemble des grandes organisations réunissant les personnes handicapées ou atteintes d'une maladie chronique ont formé une alliance pour jouer un rôle actif au sein du Conseil allemand du handicap (DBR).

du travail, ceci vaut tout spécialement pour les établissements de formation professionnelle. L'entrée dans le monde du travail est aussi intensivement préparée par le biais des séances d'orientation dispensées à un stade précoce, soit dès le niveau secondaire, et des formules de soutien individuel et d'encadrement mises en place en coopération avec les établissements de formation professionnelle, l'Agence nationale pour l'emploi, les services d'intégration spécialisés et d'autres partenaires. On s'efforce actuellement d'établir des codes devant servir de modèle de formation pour les personnes dont la formation à un type de métier reconnu n'est pas prise en compte en raison de la nature et de la gravité de leur handicap.

196. Une autre tâche restant à accomplir est celle consistant à s'assurer du professionnalisme de l'enseignement spécialisé. L'avènement de l'éducation inclusive renforce d'ailleurs la coopération entre l'enseignement général et l'enseignement spécialisé. Un des objectifs à atteindre est de préparer et de continuer de former des enseignants, dans tous les types d'établissement, aux différentes phases de formation devant leur permettre d'enseigner à l'ensemble des élèves de telle manière qu'ils acquièrent les aptitudes requises pour s'adapter à différentes formes d'enseignement et aux attentes en termes de résultats à obtenir. Des concepts correspondants existent dans un grand nombre de Länder qui les mettent à l'essai et les développent.

197. Par souci de hâter la réalisation des objectifs susmentionnés, un effort est fait pour tenter de préciser davantage le contenu des recommandations de la Conférence des ministres de la culture et de l'éducation à propos de la promotion de l'enseignement spécialisé dans les écoles. Pour renforcer l'éducation inclusive, les aspects suivants, entre autres, revêtent une importance particulière:

- a) Information du grand public dans le sens d'une prise de conscience accrue, guidée par les concepts de participation et d'autodétermination (types de solution englobant notamment les publications, les conférences d'éducation régionales et les plans d'action);
- b) Efforts déployés pour combattre les comportements et les idées inhibants («barrières mentales») (types de solution englobant notamment l'information et une formation renforcée des experts, des parents et des élèves, en coopération avec les établissements de perfectionnement des enseignants, une bonne circulation de l'information et des échanges entre les ministères et la société civile);
- c) Effort accru de mise en réseau en vue de la répartition des dépenses scolaires et extrascolaires entre les unités et les agences, surtout en ce qui concerne l'aide sociale et l'aide à la jeunesse;
- d) Acquisition, par les enseignants de tous les types d'établissement, de compétences orientées vers les besoins, s'agissant en particulier de l'hétérogénéité et de la coopération collégiale; engagement des enseignants de tous les types d'établissement grâce à un système de conseil et de soutien;
- e) Coopération renforcée avec les parents (types de solution englobant notamment des discussions avec les parents, les partenaires du système éducatif, les commissions de soutien et les conférences du secteur éducatif);
- f) Soutien renforcé dans les établissements d'enseignement général et les établissements de formation professionnelle en termes d'échelons et de grades (types de solution englobant notamment le paysage éducatif régional, les écoles prioritaires et les écoles ouvertes);
- g) Utilisation efficace des structures existantes pour une meilleure éducation scolaire des élèves handicapés;
- h) Renforcement des droits des parents.

198. La Conférence des ministres de la culture et de l'éducation a publié en mars 2010 un document intitulé «*Sonderpädagogische Förderung in Schulen 1999 bis 2008*» (Soutien pédagogique dans les écoles de 1999 à 2008), publication qui a depuis lors été mise à jour tous les deux ans⁵⁶. Des enquêtes spéciales se poursuivent dans le contexte de la Table ronde sur l'éducation nationale⁵⁷ à propos des élèves qui ont un besoin accru d'éducation.

199. En raison également de l'importance attachée à l'échange de vues à l'échelle internationale sur les questions relatives à l'éducation inclusive, la Fédération et les Länder continueront de soutenir l'Agence européenne pour le développement de l'éducation des personnes ayant des besoins particuliers.

200. Depuis quelques années, les conditions se sont considérablement améliorées pour les étudiants handicapés. Les établissements d'enseignement supérieur et les associations d'étudiants ont fait porter leurs efforts sur l'aménagement de structures sans obstacle, et mis sur pied des services consultatifs spéciaux ainsi qu'un système de compensation tenant compte des désavantages que cause le handicap. Les règlements correspondants établis dans la loi-cadre sur l'enseignement supérieur (*Hochschulrahmengesetz – HRG*) – qui disposent que les établissements d'enseignement supérieur s'assurent que les étudiants handicapés ne sont pas désavantagés dans leurs études, qu'ils peuvent répondre aux offres de tels établissements autant que possible sans aide extérieure, et que leurs intérêts spécifiques sont pris en compte dans les règlements régissant les examens – sont désormais largement intégrés dans la législation des Länder. Le Gouvernement fédéral soutient les efforts de ces derniers comme ceux des établissements d'enseignement supérieur et souhaite ainsi accroître le nombre d'étudiants handicapés grâce à une offre accrue de services libres d'entraves.

201. Parallèlement, du fait de l'autonomie croissante des établissements d'enseignement supérieur, les étudiants handicapés se heurtent désormais à de nouveaux types d'obstacles qui doivent également être levés. Il s'agit notamment de l'inscription aux études (par exemple les règlements relatifs aux choix individuels) et de la conception des études (notamment les règles relatives au déroulement des études et aux codes concernant les examens).

202. Avec la recommandation intitulée «Un enseignement supérieur accessible à tous», qui a été adoptée à l'unanimité, les établissements d'enseignement supérieur ont entrepris en avril 2009 de prendre des mesures visant à offrir des chances égales aux étudiants atteints d'un handicap ou d'une maladie chronique.

203. Sur la base de la recommandation de la Conférence des ministres de la culture et de l'éducation de 1982 (*KMK-Empfehlung «Verbesserung der Ausbildung für Behinderte im Hochschulbereich» vom 25.06.1982*), le Gouvernement fédéral veille à promouvoir l'Agence d'information et de conseil sur les études et le handicap (IBS), au sein de l'Association nationale allemande pour les affaires estudiantines, en tant que centre d'excellence pour les étudiants handicapés ou atteints d'une maladie chronique (avec une dotation annuelle d'environ 360 000 euros).

204. De plus, le Gouvernement fédéral s'attache à promouvoir le projet de recherche intitulé «Pour un enseignement supérieur exempt de discrimination», qui a pour objectif de recenser les structures et les mécanismes par lesquels les personnes handicapées, notamment, se trouvent désavantagées dans les établissements d'enseignement supérieur.

⁵⁶ Voir <http://www.kmk.org/statistik/schule/statistiken/sonderpaedagogische-foerderung-in-schulen.html>.

⁵⁷ Avec les données transversales issues de la Table ronde sur l'éducation nationale concernant le développement des aptitudes, des données ont été recueillies de bout en bout à propos des processus éducatifs, des décisions prises en matière éducative et des bénéfices de l'enseignement dans un contexte tant formel que non formel et informel.

Les résultats seront publiés en 2011 dans un manuel destiné auxdits établissements. Afin d'améliorer les données disponibles à cet effet, le Gouvernement fédéral assure, en 2011/12, le financement d'une enquête globale de l'Association nationale allemande pour les affaires estudiantines sur la situation des étudiants inscrits dans une formation du niveau de la licence ou de la maîtrise et qui sont atteints d'un handicap ou d'une maladie chronique.

205. Les étudiantes handicapées courent un risque considérable d'être tout à la fois désavantagées du fait de leur sexe et de leur handicap. Le projet d'accompagnement des étudiantes handicapées qu'a entrepris de conduire l'association Hildegardis et qui est unique en Europe (la troisième et dernière phase se tiendra en 2011) bénéficie d'un financement de la Fondation Contergan et du soutien du Ministère fédéral des affaires familiales, des personnes âgées, des femmes et de la jeunesse, par le biais du financement de modules individuels (par exemple des conférences).

Article 25

Santé

206. En République fédérale, la protection de la santé est du ressort des autorités fédérales, régionales et locales, ainsi que de l'assurance maladie et de l'assurance dépendance. Une grande partie de son assise juridique est énoncée dans le Code social, notamment ses livres V (Assurance maladie obligatoire) et XI (Assurance sociale dépendance), et dans la législation relative aux services de santé de chaque Land.

207. L'assurance maladie obligatoire joue un rôle fondamental dans le système de protection de la santé. Elle permet à tous les assurés de bénéficier d'un traitement médical à jour des connaissances médicales et tenant compte des progrès de la médecine. Cela vaut également pour les personnes handicapées. Dans le livre V du Code social figure une disposition qui exige expressément que soient pris en compte les intérêts des personnes handicapées (art. 2a du livre V du Code social).

208. En application des dispositions du livre V du Code social, les assurés ont droit aux prestations nécessaires, en particulier pour la réadaptation médicale, afin d'éviter, atténuer ou compenser un handicap ou la nécessité de soins de longue durée. Des prestations sont également prévues en matière de dépistage précoce des maladies chez l'adulte, ainsi qu'en matière de diagnostic et de prise en charge précoces du handicap ou du risque de handicap chez l'enfant. Conformément aux dispositions du livre VI du Code social, l'assurance retraite obligatoire fournit également des prestations de réadaptation médicale aux enfants et aux jeunes en vue de parer à un risque important pour leur santé ou de rétablir ou améliorer leur santé lorsque celle-ci est déjà détériorée.

209. La Commission fédérale commune⁵⁸ améliore en permanence les examens de dépistage précoce à l'intention des enfants et des jeunes. Depuis avril 2005, le dépistage néonatal a été élargi et cible désormais 12 maladies. Depuis le 1^{er} janvier 2009, un dépistage obligatoire des troubles auditifs chez le nouveau-né a lieu dans le cadre de l'assurance maladie obligatoire. Un examen supplémentaire pour les enfants âgés de 3 ans a été mis en place en juillet 2008. Le niveau élevé des prestations en matière de soins de santé pour les personnes handicapées sera maintenu et amélioré de manière ciblée,

⁵⁸ La Commission fédérale commune est l'organe décisionnel suprême de l'union indépendante conjointe des médecins, dentistes, psychothérapeutes, hôpitaux et caisses d'assurance maladie d'Allemagne. Elle établit sous forme de directives la liste des prestations fournies au titre de l'assurance maladie obligatoire à plus de 70 millions d'assurés, et détermine donc quelles prestations de santé sont remboursées.

en particulier en ce qui concerne la fourniture de médicaments et appareils médicaux de haute qualité. Dans ce domaine, le Gouvernement fédéral examinera des propositions relatives à l'amélioration de la fourniture de médicaments et d'appareils médicaux, en particulier les appareils auditifs pour les personnes handicapées.

210. L'accessibilité géographique de soins ambulatoires médicaux et dentaires, y compris dans les zones rurales, est assurée par des règlements visant à garantir la présence de médecins conventionnés sur l'ensemble du territoire (art. 99 et suiv. du livre V du Code social) et par des directives relatives à la planification des besoins publiées à cet effet. En outre, de nouvelles mesures sont entrées en vigueur et d'autres sont prévues (projet de loi relatif aux soins de santé (*Versorgungsgesetz*)) en vue de maintenir et améliorer les soins médicaux et dentaires dans les zones rurales.

211. Le service de santé publique est chargé de tâches essentielles dans le domaine de la prévention, de la promotion de la santé, de la protection de la santé des consommateurs et de la veille sanitaire dans le cadre des lois fédérales (par exemple la loi de lutte contre les maladies infectieuses) et de la législation particulière à chaque Land. En ce qui concerne les enfants handicapés ou atteints d'une maladie chronique, le service de santé publique joue souvent un rôle important de médiation et d'orientation dans le réseau des services de consultation et de soins. Il conseille et aide les personnes nécessitant des soins spéciaux dans le cadre de l'aide médicale. En outre, les services de santé prennent en charge à titre subsidiaire de nombreux soins médicaux pour certains groupes de population, parmi lesquels, souvent, des personnes handicapées.

212. Les associations de personnes handicapées dénoncent le fait que l'accès sans entrave (par exemple pour les personnes en fauteuil roulant) aux cabinets médicaux et autres établissements de santé ne soit pas toujours une réalité⁵⁹. Une enquête menée dans le Land de Brandebourg a révélé qu'environ 20 % des cabinets médicaux étaient accessibles sans obstacle. L'objectif du Gouvernement fédéral est de permettre à toutes les personnes handicapées d'accéder sans obstacle aux établissements de santé partout où cela est possible. Il faut tenir compte du point de vue des femmes et des hommes handicapés et de leurs besoins particuliers – en matière tant de maladies et de manière de les traiter que d'assistance et de communication. En collaboration avec les Länder et la profession médicale, le Gouvernement fédéral a l'intention d'élaborer un projet global de cabinets médicaux et cliniques accessibles sans obstacle. L'objectif est de rendre un nombre suffisant de cabinets médicaux accessibles sans obstacle dans les dix prochaines années. Des aides appropriées, par exemple des directives à l'intention des médecins et des hôpitaux, seront élaborées à cette fin.

213. En vue d'assurer l'accès à l'assurance maladie privée, l'article 19 de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination énumère les motifs de pénalité interdits dans les contrats d'assurance privés, parmi lesquels l'existence d'un handicap. Une différence de traitement en raison d'un handicap n'est autorisée que si elle repose sur des principes de calcul adaptés aux risques, notamment une évaluation actuarielle du risque effectuée à partir d'enquêtes statistiques. Depuis le 1^{er} janvier 2009, les personnes handicapées qui doivent souscrire une assurance privée ont la possibilité de souscrire une assurance maladie privée au tarif dit de base, qui ne permet ni l'exclusion de certaines prestations ni la perception de suppléments pour risque aggravé. La nature, la portée et le montant des prestations doivent être comparables à ceux de l'assurance maladie obligatoire.

⁵⁹ On trouvera des renseignements sur l'accessibilité des cabinets médicaux et autres établissements de soins de santé notamment par l'intermédiaire du portail Internet www.einfach-teilhaben.de.

214. Les personnes dépendantes, dont un grand nombre sont des personnes handicapées, ont droit à des soins de bonne qualité. La directive relative à l'assurance dépendance inscrite dans le livre XI du Code social prévoit des soins de longue durée dispensés dans la dignité en vue de faciliter une vie aussi indépendante que possible, ce qui est également propice à une participation autonome à la vie de la société.

215. Dans le cadre de la réforme des soins de longue durée menée en 2008 ont été prises des mesures visant notamment à améliorer sur les plans qualitatif et structurel les soins de longue durée. Il convient ici de signaler que certaines prestations ont été améliorées en privilégiant les soins ambulatoires par rapport à l'hospitalisation de longue durée, et que divers ajustements structurels ont permis d'adapter mieux encore l'assurance dépendance aux besoins des personnes concernées. Ont en outre été adoptées des mesures visant à améliorer la qualité des soins de longue durée, réduire les défauts de qualité constatés et assurer la transparence desdits soins. Par ailleurs, l'élaboration et la mise à jour de normes scientifiques en matière de soins de longue durée, appelées à jouer un rôle majeur dans la garantie de qualité des soins, ont été inscrites dans la loi. Le principe a été établi, dans les cas où les prestations de l'assurance dépendance ne sont pas suffisantes, du droit à une aide supplémentaire pour des soins de longue durée, conformément aux articles 61 à 66 du livre XII du Code social concernant les institutions d'aide sociale.

216. L'expression «besoin de soins de longue durée» fait l'objet de critiques fréquentes en raison de son étroitesse et de la limitation à certaines tâches qu'elle implique. Le Gouvernement fédéral a entrepris d'examiner la question, dans l'objectif de définir des soins de longue durée abordables, adaptés, définis par le patient lui-même et axés sur les résultats.

217. En vue de mieux soutenir les parents qui dispensent des soins, le Gouvernement fédéral cherche à rendre plus facile de concilier activité professionnelle et fourniture à domicile de soins de longue durée. C'est ainsi que le Cabinet fédéral a adopté, le 23 mars 2011, un projet de loi relatif à la conciliation entre soins de longue durée et emploi, dont l'élément principal est la loi relative au congé familial pour soins de longue durée (*Familienpflegezeitgesetz*). Cette loi améliore le cadre de la fourniture à domicile de soins de longue durée par des proches du patient occupant un emploi, en permettant à l'employeur et au salarié de convenir contractuellement que le salarié travaille un nombre d'heures réduit pendant une période pouvant aller jusqu'à deux ans (congé familial pour soins de longue durée) aux fins de dispenser à un parent proche des soins de longue durée. Durant cette période, le salarié reçoit à titre d'avance un complément de rémunération salariale représentant la moitié de la différence entre sa rémunération antérieure et celle découlant de la réduction de son temps de travail. L'employeur peut refinancer ce complément de rémunération grâce à un prêt sans intérêt de l'Office fédéral des devoirs de la famille et de la société civile. Après le congé familial pour soins de longue durée, le salarié revient au nombre initial d'heures travaillées, mais continue de percevoir une rémunération réduite pendant deux ans, jusqu'à ce qu'il ait compensé l'avance sur salaire accordée par l'employeur au cours de la phase de soins de longue durée. Les parents qui dispensent des soins de longue durée sont ainsi en mesure de conserver leurs moyens de subsistance et d'éviter des interruptions de carrière professionnelle.

218. Le droit à l'autodétermination, le droit à un traitement médical approfondi, le droit à l'éducation dans le cadre des soins de santé, le droit de choisir librement son médecin et son établissement hospitalier et d'autres droits des patients (notamment les patients handicapés) ne font l'objet ni d'une réglementation ni d'une codification particulières. Ils ont notamment pour fondement juridique le droit de la santé, le droit social et le droit civil, ce qui fait qu'il est souvent difficile pour les patients, en particulier les patients handicapés, de faire valoir leurs droits. Les médecins et le personnel médical ont par ailleurs besoin de connaître précisément les obligations qui leur incombent juridiquement. Les ministères

fédéraux de la santé et de la justice, en collaboration avec le Commissaire du Gouvernement fédéral pour les droits des patients, ont présenté en mars 2011 un document fondamental sur les droits des patients en Allemagne, qui servira à élaborer une loi relative aux droits des patients (*Patientenrechtegesetz*) visant à rendre plus claire pour les patients leur situation juridique et à améliorer le respect de leurs droits dans la pratique. En outre, il est prévu que la future loi renforce les droits des patients, par exemple en ce qui concerne la transition entre l'hospitalisation et les soins ambulatoires ou d'éventuelles erreurs de traitement. Cette réglementation bénéficiera également aux personnes handicapées.

Article 26

Adaptation et réadaptation

219. Le livre IX du Code social constitue le fondement de la législation allemande relative à la réadaptation et à la participation. Il vise à promouvoir l'autodétermination des personnes handicapées ou présentant un risque de handicap et leur égale participation à la vie de la société, ainsi qu'à leur éviter de subir des préjudices. Il énonce des principes fondamentaux et des dispositions procédurales et décrit les prestations en matière de réadaptation médicale et de participation à la vie professionnelle et à la vie de la communauté, ainsi qu'en matière de garantie de soins et d'autres prestations complémentaires. En Allemagne, les prestations en matière de réadaptation et de participation sont du ressort de diverses branches de la sécurité sociale et sont réglementées par la loi relative à l'indemnisation sociale. Les dispositions juridiques qui s'appliquent aux divers services de réadaptation établissent les compétences de ces derniers ainsi que les conditions préalables à l'obtention de prestations. Les dispositions du livre IX du Code social s'appliquent directement, sauf dans les cas où une disposition dérogatoire est prévue dans un autre livre. Dans le cadre des tâches qui leur sont assignées et de la réglementation régissant les prestations, les services de réadaptation s'efforcent d'éviter la survenance d'un handicap ou d'une maladie chronique. Lorsque le handicap est déjà présent, il faut le surmonter ou en atténuer les conséquences. La loi prévoit également une obligation d'informer et d'aider les personnes handicapées sur les services offerts par les divers prestataires, ce dont sont chargés environ 500 centres de services communs. Il est cependant peu fait appel à ces centres, étant donné que de nombreux problèmes peuvent être réglés dans les services d'information et de conseil des institutions et des organismes prestataires, mais aussi parce que la coopération supra-institutionnelle entre les sociétés d'assurances sociales des centres de services communs ne fonctionne pas toujours parfaitement.

220. Les prestations en matière de participation visent entre autres à promouvoir le développement personnel de manière globale et à faciliter la participation à la vie de la société, ainsi qu'une existence aussi indépendante et autonome que possible. Les décisions concernant les prestations et leur mise en œuvre sont prises en faisant droit aux demandes légitimes. Tout en tenant compte des intérêts des bénéficiaires et des particularités de chaque cas, le livre IX du Code social obéit au principe consistant à fournir des prestations ambulatoires de préférence à des prestations hospitalières.

221. Le Gouvernement fédéral s'efforce de préciser le droit à la réadaptation en veillant à ne laisser personne de côté et à trouver des solutions aux problèmes de mise en œuvre, en particulier par le moyen du budget personnel supra-institutionnel (voir la section relative à l'article 19) des services de conseil supra-institutionnels et de la prise en charge précoce des enfants handicapés (voir la section relative à l'article 7). Dans ce contexte est également en cours d'examen une procédure uniforme complète qui permettrait de planifier la participation en définissant les besoins de la personne concernée de manière globale et au niveau supra-institutionnel. Dans le même temps, la présentation de rapports au titre de

la loi relative aux handicaps graves et de la loi relative à l'indemnisation sociale a également été adaptée en fonction de l'état actuel de la médecine factuelle et en tenant compte du modèle biopsychosocial de la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé. En outre, en utilisant les technologies de l'information et des communications, le Gouvernement fédéral tentera d'atténuer et de résoudre les problèmes d'interface posés par le livre IX du Code social, en particulier s'agissant des centres de services communs et du budget personnel.

222. Une préoccupation majeure du Gouvernement fédéral est de veiller à ce que toutes les personnes handicapées aient accès sans obstacle à tous les services de réadaptation. À cette fin, il commandera une enquête sur la situation réelle.

223. D'autres objectifs centraux du Gouvernement fédéral sont l'autodétermination et l'égalité participation des personnes handicapées, notamment dans le domaine de la participation à la vie de la communauté. Dans le cadre des travaux du groupe de travail «Améliorer l'aide à l'intégration des personnes handicapées» de la Conférence des ministres du travail et des affaires sociales de la République fédérale et des Länder, la réorientation de l'aide à l'intégration des personnes handicapées, jusqu'ici largement tournée vers les institutions, vers des prestations favorisant la participation axées sur les personnes est à l'étude.

Article 27

Travail et emploi

224. La participation à la vie professionnelle est un aspect essentiel de la politique allemande à l'égard des personnes handicapées. Trouver du travail et un emploi et conserver son aptitude à l'emploi sont des conditions préalables essentielles à la participation réussie des personnes handicapées à la vie de la société. L'État a pris des dispositions aux niveaux législatif et infralégislatif pour réglementer cette participation. Ainsi, les dispositions de l'ordonnance relative aux lieux de travail fixent aux employeurs l'objectif de rendre les lieux de travail accessibles sans obstacle lorsqu'y sont employées des personnes handicapées. Cette ordonnance est concrétisée par la réglementation relative aux lieux de travail, établie par les comités d'entreprise, qui définit les règles en vigueur. La publication de la réglementation sur l'accessibilité des lieux de travail est attendue au printemps 2012. Les employeurs peuvent demander des subventions auprès des bureaux pour l'intégration des Länder (art. 102 du livre IX du Code social) afin d'aménager les lieux de travail de façon à y permettre un accès sans obstacle et pour fournir une assistance à un salarié handicapé. La loi prévoit en outre diverses prestations visant à compenser le handicap, dont l'allocation d'intégration et l'indemnité de période d'essai ou de stage, que peuvent recevoir les employeurs qui emploient des personnes handicapées (art. 34 du livre IX du Code social). La promotion de la participation des personnes handicapées au marché du travail est également favorisée par le système de l'obligation d'emploi assortie d'un prélèvement compensatoire, qui est en vigueur depuis déjà longtemps⁶⁰.

225. Pour améliorer leur mobilité, les salariés gravement handicapés peuvent eux-mêmes bénéficier, sous certaines conditions, d'une allocation pour l'acquisition d'un véhicule à moteur, du remboursement de leurs frais de transport s'ils font appel au covoiturage, ou de la gratuité des transports publics. S'ils utilisent une voiture de tourisme, ils peuvent demander une réduction d'impôt proportionnelle à la gravité de leur handicap.

⁶⁰ Les entreprises qui emploient 20 salariés ou plus doivent réserver 5 % de leurs postes aux personnes atteintes d'une incapacité lourde ou aux personnes présentant des handicaps équivalents (quota d'emploi). À défaut de respecter cette obligation, elles doivent acquitter un prélèvement compensatoire à taux progressif.

226. Les personnes gravement handicapées bénéficient en outre d'une protection spéciale contre le licenciement (art. 85 et suiv. du livre IX du Code social) faisant obligation à l'employeur d'obtenir l'accord préalable du bureau pour l'intégration en cas de licenciement. Le bureau pour l'intégration examine tous les types d'assistance susceptibles d'assurer la continuité de l'emploi et donne son accord au licenciement lorsque, après avoir examiné les intérêts des deux parties, il apparaît que continuer d'employer la personne gravement handicapée est impossible ou inacceptable.

227. La stabilité de leur emploi est particulièrement importante pour les employés handicapés. La gestion de l'intégration dans l'entreprise⁶¹, mise en place le 1^{er} mai 2004 par le livre IX du Code social, fait droit à cette nécessité. Si un employé – qu'il soit handicapé ou non – est dans l'incapacité de travailler pendant plus de six semaines au cours de l'année, l'employeur doit déterminer, avec le consentement de la personne concernée, quelle est la meilleure manière de surmonter cette incapacité de travail et quelles prestations et quelle assistance sont nécessaires. Le Gouvernement fédéral appuie également la mise en œuvre de la gestion de l'intégration dans l'entreprise dans les petites et moyennes entreprises en promouvant divers projets expérimentaux.

228. Les dispositifs susmentionnés ont eu des effets positifs et ont contribué à augmenter le taux d'emploi de personnes handicapées, qui est passé de 4,0 % en 2003 à 4,5 % en 2009. Les employeurs publics sont particulièrement conscients de leur obligation d'employer des personnes gravement handicapées. Dans leur secteur, ce taux est passé de 5,4 % en 2003 à 6,3 % en 2009.

229. Malgré l'ensemble des mesures visant à compenser leur handicap, les personnes handicapées éprouvent souvent plus de difficultés que les autres à trouver un emploi et à le conserver. C'est ce que montre l'augmentation du chômage des personnes gravement handicapées au cours de ces dernières années. Durant cette période, les effets de la crise économique et financière ont considérablement influencé l'évolution du marché du travail. En 2009, le taux de chômage des personnes gravement handicapées a moins augmenté que le taux de chômage total en moyenne annuelle et la proportion des chômeurs gravement handicapés a légèrement diminué, mais au cours de ces trois dernières années le taux de chômage des personnes gravement handicapées a évolué de manière plus défavorable que celui de l'ensemble de la population active.

230. Des efforts supplémentaires sont donc nécessaires afin d'améliorer la participation des personnes handicapées au marché du travail, d'autant que cela correspond à une demande des associations de personnes handicapées. C'est pourquoi le Gouvernement fédéral a lancé des initiatives et programmes visant à améliorer la participation des personnes handicapées à la formation et au travail:

a) Dans le cadre de l'Initiative contre l'exclusion, le Gouvernement fédéral fournira 100 millions d'euros supplémentaires pour promouvoir la formation et l'emploi des personnes gravement handicapées, qui seront affectés, en collaboration avec les Länder, l'industrie et les institutions prestataires, au financement des mesures suivantes:

i) Au cours des quatre prochaines années, 4 000 emplois supplémentaires devraient être créés à l'intention de personnes gravement handicapées âgées de plus de 50 ans, pour un coût de 10 000 euros par emploi créé, soit une dépense totale de 40 millions d'euros;

ii) Jusqu'en 2013, une mesure en faveur de l'éducation, d'un coût total de 40 millions d'euros, devrait faciliter la transition de l'école au travail pour un maximum de 10 000 élèves ayant des besoins spéciaux, notamment grâce au

⁶¹ Par. 2 de l'article 84 du livre IX du Code social.

financement de conférences sur les carrières, à l'organisation et à l'évaluation de stages (principalement sur le marché général du travail) et à la formation de réseaux comprenant les parents et les enseignants ainsi que les institutions et entreprises susceptibles de voir leurs dépenses remboursées;

iii) Au cours des cinq prochaines années, 1 300 stages de formation dans des métiers reconnus seront créés sur le marché général du travail à l'intention de jeunes gravement handicapés, pour un montant total de 15 millions d'euros. Sous certaines conditions, les employeurs pourront recevoir jusqu'à 10 000 euros pour la création d'un emploi-formation;

iv) D'ici à 2013, les capacités en matière de conseil des chambres de commerce et d'industrie, d'artisanat et d'agriculture sur les questions liées à la lutte contre l'exclusion devraient être renforcées, pour un coût total de 5 millions d'euros (aide plafonnée à 100 000 euros par chambre). Ces conseils ciblés devraient permettre d'augmenter le nombre d'emplois et de stages de formation créés à l'intention des personnes gravement handicapées;

b) Les initiatives et programmes du Gouvernement fédéral visant à accroître les possibilités de formation en entreprise, par exemple le programme fédéral Job4000 et l'initiative Emploi sans obstacle, seront mis en œuvre et menés à bien comme prévu.

231. Le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales mène depuis 2004 l'initiative Emploi sans obstacle en collaboration avec les employeurs, les syndicats, les associations et organisations de personnes handicapées, l'Office fédéral pour l'emploi, les bureaux pour l'intégration, les organismes, services et institutions de réadaptation, le Conseil consultatif pour la participation des personnes handicapées et d'autres organisations. Le but de cette initiative est d'améliorer les chances des personnes handicapées et gravement handicapées de participer à la vie professionnelle et d'assurer de manière durable leur employabilité en mettant en place la gestion de l'intégration dans l'entreprise. L'initiative doit se terminer en juillet 2011.

232. Le programme Job4000, qui a été entrepris en se fondant sur l'expérience acquise au cours de l'exécution des projets et activités de l'initiative Job et qui se déroulera de 2007 à 2013, devrait notamment créer des emplois et des stages de formation à l'intention de personnes handicapées⁶². Ce programme concernant le marché du travail bénéficiera également d'une participation financière des Länder.

233. En outre, le Gouvernement fédéral promeut plusieurs projets visant à améliorer la participation à la vie active des personnes atteintes d'un handicap particulièrement grave (notamment les personnes aveugles et malvoyantes ainsi que les personnes sourdes et malentendantes):

a) Dans le cadre du projet triennal Leibniz de la Bibliothèque centrale allemande pour les aveugles, à Leipzig, est en cours d'élaboration une procédure informatique de transferts individuels qui devrait améliorer considérablement la mise à la disposition des personnes aveugles et malvoyantes d'ouvrages spécialisés et documentaires dans les écoles, les établissements d'enseignement supérieur et les établissements de formation ainsi que sur les lieux de travail. Cela devrait favoriser la participation des personnes aveugles et malvoyantes non seulement dans le domaine culturel mais surtout dans les domaines éducatif et professionnel;

b) Le projet triennal «Déficience auditive et accessibilité» de DIAS GmbH a pour objectif d'améliorer les possibilités d'emploi des personnes ayant des difficultés d'audition et de sauvegarder leurs emplois. Afin de lever les obstacles s'opposant à l'accès

⁶² Jusqu'en 2010, ce programme a notamment permis de créer 2 055 emplois et 552 stages de formation.

des personnes ayant une déficience auditive à la vie active, des normes et procédures générales sont en cours d'élaboration en vue de réunir les institutions concernées et de faciliter l'échange d'expériences et de compétences. En outre, des idées et outils seront élaborés afin d'améliorer au quotidien l'accessibilité des personnes malentendantes à la vie professionnelle.

234. Les Länder participent également à un grand nombre de projets et programmes relatifs à l'intégration des personnes handicapées au marché du travail.

Tableau 2

Programmes visant à intégrer les personnes handicapées au marché du travail

<i>Land</i>	<i>Programmes</i>
Bade-Wurtemberg	Le programme Action 1000 qui, au 31 décembre 2009, avait permis de créer 1 250 emplois pour des jeunes atteints d'une déficience mentale, a été prolongé par le programme Action 1000 plus.
Basse-Saxe	Onzième programme spécial visant à encourager les employeurs à recruter des personnes gravement handicapées, avec la participation des bureaux de placement, des centres pour l'emploi et des institutions municipales agréées.
Bavière	Le programme spécial «Chacun sa chance» promeut des projets d'intégration et des services d'intégration spécialisés afin de permettre à des personnes gravement handicapées de trouver du travail.
Berlin	Le programme relatif au marché du travail «Personnes gravement handicapées – Campagne pour l'emploi Berlin 2010» appuie la création d'emplois et de stages de formation et facilite le passage de l'école à l'emploi et de l'atelier pour personnes handicapées au marché du travail général.
Brandebourg	Le projet expérimental «De l'école à l'emploi» a été élargi, à partir de l'année scolaire 2011/12, à tous les élèves ayant besoin d'une prise en charge éducative spécialisée (en matière de développement mental ou physico-moteur, de vue et d'audition). L'objectif est de créer des solutions de rechange à l'emploi en atelier pour personnes handicapées ainsi qu'à la formation hors entreprise en élargissant la gestion de la transition entre l'école et l'emploi.
Brême	Le programme PLUS relatif au marché du travail offre des possibilités de prise en charge visant à établir des relations de travail temporaire qui permettent un accès initial à l'emploi, sous condition de souscription à l'assurance sociale obligatoire.
Hambourg	Projet «PICO – Mentorat individuel pour personnes atteintes d'une maladie mentale».

<i>Land</i>	<i>Programmes</i>
Hesse	Le programme spécial de promotion de la participation des personnes gravement handicapées à la vie professionnelle sur le marché du travail général s'est terminé en juin 2010. En raison de son grand succès, il a été repris et élargi du 1 ^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2012.
Mecklenbourg-Poméranie occidentale	Projet expérimental «Promouvoir l'intégration dans les entreprises et la gestion de l'intégration sociale pour personnes gravement handicapées/Tous égaux dans l'artisanat dans le Mecklenbourg-Poméranie occidentale».
Rhénanie-du-Nord-Westphalie	Dans le cadre du programme «Allez l'intégration!» mené par le Land de 2008 à 2011 en collaboration avec les associations agricoles, 1 183 emplois destinés à des personnes handicapées et soumis à l'assurance sociale obligatoire ont été subventionnés dans des entreprises d'insertion. Le programme se poursuit avec l'objectif de créer quelque 250 emplois supplémentaires par an.
Rhénanie-Palatinat	Grâce à des programmes spéciaux menés par le Land en vue de réduire le taux de chômage des personnes gravement handicapées, plus de 4 000 personnes relevant de cette catégorie de la population ont trouvé un emploi sur le marché du travail général au cours des dernières années.
Sarre	Programme de participation mené par le Land en vue de l'intégration des personnes atteintes d'un handicap particulièrement grave ayant déjà participé à un atelier agréé pour personnes handicapées dans le cadre d'un programme de formation professionnelle dans le domaine concerné ou qui ont été employées dans ledit domaine sur le marché du travail général.
Saxe	Programme expérimental SUPPORT d'Alliance Emploi + Handicap, qui coordonne les prestations favorisant l'intégration des personnes handicapées dans les petites et moyennes entreprises et propose leurs services aux entreprises en servant de guichet unique.
Saxe-Anhalt	Programme de démarrage d'entreprises à l'intention des personnes handicapées, visant à les aider à devenir travailleurs indépendants.
Schleswig-Holstein	Projet expérimental «De l'école à l'emploi» à l'intention des élèves des centres de développement mental et physique visant à leur permettre de prendre un bon départ dans la vie active en fonction de leurs compétences personnelles.
Thuringe	Projet INTEGRA 2010 offrant aux jeunes défavorisés et aux jeunes ayant des difficultés d'apprentissage en formation initiale la possibilité d'obtenir un diplôme, au cours de leur formation, à l'occasion d'un séjour à l'étranger en rapport avec leur future profession.

235. Pour être en mesure de s'imposer sur le marché du travail, les personnes handicapées, comme les autres, doivent suivre une formation professionnelle. Afin d'améliorer la situation en matière de formation, les associations de personnes handicapées demandent aux salariés de participer bénévolement à une campagne de formation en faveur des jeunes handicapés. En signant le Pacte national pour la formation et les jeunes ouvriers spécialisés (qui a été prolongé jusqu'en 2014), les associations nationales de l'industrie allemande et le Gouvernement fédéral ont voulu exploiter toutes les possibilités de formation, et cherchent également à aider et prendre en charge individuellement les jeunes (gravement) handicapés. En collaboration avec les Länder et les industriels, le Gouvernement fédéral s'efforce d'améliorer la participation des jeunes handicapés à la formation en entreprise.

236. Un succès dont il convient de se féliciter en matière de formation est que 99 % des personnes enregistrées auprès de l'Office fédéral pour l'emploi ayant demandé un stage de formation ont trouvé une formation, un emploi rémunéré ou une autre solution leur permettant de renforcer leurs compétences⁶³. Chaque fois que cela est possible, et en tenant compte de leur droit d'exprimer un souhait et de choisir, les personnes handicapées doivent être intégrées dans la vie active et dans la société plutôt que prises en charge en institution. Cela est particulièrement important pour les jeunes handicapés, si l'on veut éviter qu'ils se retrouvent socialement isolés dès le départ. Il est donc préférable pour tous les jeunes de suivre une formation en entreprise à proximité de leur domicile, ce que favorisent les offices pour l'emploi et les institutions chargées des prestations de sécurité sociale de base qui versent une allocation appropriée aux demandeurs d'emploi.

237. À l'intention des personnes pour lesquelles il n'est pas possible d'envisager une formation, même avec l'ensemble des aides disponibles pour compenser leur handicap, le Gouvernement fédéral a mis au point, à partir du 1^{er} janvier 2009, une nouvelle forme d'aide sous forme d'«emploi aidé»⁶⁴. Les emplois aidés ouvrent aux personnes ayant des besoins spéciaux de nouvelles possibilités d'emploi en entreprise en fonction de leurs aptitudes et de leurs penchants. Conformément au principe «placement d'abord, formation ensuite», ils sont formés et aidés sur leur lieu de travail aussi longtemps que nécessaire, jusqu'à ce qu'un contrat de travail puisse être conclu. Si nécessaire, ils reçoivent ensuite un accompagnement professionnel supplémentaire sur leur lieu de travail de la part des bureaux pour l'intégration.

238. L'initiative RehaFutur, lancée en 2007 par le Gouvernement fédéral, est destinée à assurer solidement l'avenir de la réadaptation professionnelle. Outre les programmes à court terme, qui visent notamment à stabiliser directement la situation financière des agences de promotion professionnelle, l'ensemble des activités a notamment pour objectif de les stabiliser à moyen et à long terme et de garantir l'avenir du système de réadaptation professionnelle. Un des principaux objectifs est d'augmenter l'efficacité de tous les programmes.

239. Il existe actuellement en Allemagne environ 700 ateliers pour personnes handicapées, qui offrent des possibilités d'emploi à des personnes qui, en raison de la nature ou de la gravité de leur handicap, ne peuvent pas (encore) être employées sur le marché du travail général. Environ 280 000 personnes handicapées y sont employées. Les ateliers pour personnes handicapées agréés sont prioritaires lors de l'attribution des marchés publics (art. 141 du livre IX du Code social).

⁶³ Renseignements fournis par l'Office fédéral pour l'emploi pour l'année 2008-2009.

⁶⁴ Loi mettant en place les emplois aidés (*Gesetz zur Einführung unterstützter Beschäftigung*) du 22 décembre 2008, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2009 (Journal officiel fédéral (*Bundesgesetzblatt*), Partie I, p. 2959).

240. Dans le cadre du groupe de travail «Améliorer l'aide à l'intégration des personnes handicapées» de la Conférence des ministres du travail et des affaires sociales de la République fédérale et des Länder, le Gouvernement fédéral s'emploie à renforcer le plus possible une stratégie axée sur la personne. Par conséquent, lors de la réorientation de la loi relative aux ateliers, il conviendra de faire en sorte que l'aide nécessaire à une personne handicapée soit déterminée au niveau individuel et fournie soit dans un atelier soit par un autre prestataire de qualité équivalente. Les personnes handicapées travaillant dans des ateliers participent par l'intermédiaire de conseils d'atelier à la résolution des problèmes qui touchent leurs intérêts. Le décret relatif à la participation à ces ateliers est en vigueur depuis dix ans (à ce sujet, voir également la section relative à l'article 6).

241. La discrimination à l'égard des personnes handicapées doit être rejetée et combattue sous toutes ses formes. Les autorités fédérales et celles des Länder sont d'accord sur ce point. Les personnes handicapées sont protégées dans leur vie professionnelle contre la discrimination fondée sur le handicap (art. 7, lu conjointement avec l'article premier de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination), ce qui vise aussi bien les préjudices directs et indirects que le harcèlement. Cette protection s'applique dès le stade des offres d'emploi et de la sélection des candidats. Les employeurs sont en outre tenus de mettre en place les mesures nécessaires pour assurer la protection contre toutes les formes de discrimination. En cas de violation, l'employeur est tenu d'indemniser la victime pour le préjudice ainsi causé (art. 15 de la loi générale relative à la lutte contre la discrimination).

Article 28

Niveau de vie adéquat et protection sociale

242. En Allemagne, toute personne ne pouvant pas subvenir à ses besoins, par elle-même ou grâce à des prestations de base, et ayant besoin d'une assistante, a droit à des avantages sociaux adaptés à ses besoins, qui sont financés sur fonds public.

243. Des prestations sociales sont versées conformément au livre XII du Code social à toutes les personnes ayant besoin d'aide qui ne sont pas à même de gagner leur vie, afin qu'elles puissent vivre dans des conditions de dignité. L'aide à la subsistance couvre notamment les frais de subsistance (besoins standards) et le coût d'un logement approprié, y compris les frais de chauffage. En outre, si les prestations de base ne couvrent pas les besoins spécifiques d'une personne, celle-ci peut bénéficier de prestations supplémentaires.

244. Les personnes, âgées de 18 à 65 ans, qui ont complètement perdu leur capacité de gain de manière permanente, suite à une maladie ou en raison d'un handicap, ont droit à des prestations de vieillesse ou d'invalidité conformément au livre XII du Code social. Le montant et l'étendue des prestations correspondent à l'aide à la subsistance. Contrairement à l'aide à la subsistance, les prestations de base ne prennent pas en compte les revenus des enfants ou des parents des requérants si le revenu total de la famille n'excède pas 100 000 euros par an, ce qui représente un élément essentiel de ce système.

245. Conformément au livre II du Code social, dans le cadre du schéma «Prestations chômage II», les personnes ayant une activité rémunérée qui ont besoin d'aide, c'est-à-dire les personnes qui exercent une telle activité au moins trois heures par jour dans les conditions normales du marché du travail, reçoivent des prestations pour couvrir leurs frais de subsistance.

246. Des prestations sociales peuvent également être allouées dans le cadre d'un régime complémentaire, sous certaines conditions et si cela est nécessaire, par exemple à la suite d'une maladie, en raison d'un handicap ou si une personne a besoin de soins à long terme. L'aide à l'insertion des personnes handicapées, l'aide aux soins de longue durée et l'aide aux soins de santé, en sont de bons exemples. Il est également possible de recevoir une assistance à long terme et une aide à l'insertion dans le cadre des prestations sociales de base, versées aux demandeurs d'emploi, conformément aux dispositions du livre II du Code social.

247. En outre, la loi fédérale sur l'assistance aux victimes de guerre prévoit des allocations sociales à titre d'indemnités, versées aux personnes qui ont besoin d'aide. Parmi les prestations offertes figurent une assistance individuelle, une assistance ponctuelle en cas de circonstances particulières, une assistance à long terme, une assistance supplémentaire pour garantir le niveau de subsistance et une assistance aux personnes âgées. Ces prestations sont accordées en fonction du revenu et des actifs, à moins que le besoin ne découle d'un dommage.

248. La loi sur les allocations de logement (*Wohngeldgesetz*) prévoit le versement d'une allocation pour aider un ménage à vivre dans un logement convenable. Elle peut prendre la forme d'une contribution au financement du loyer ou d'une prime pour le propriétaire occupant. Les personnes handicapées peuvent également bénéficier d'une allocation logement. Pour faire face à leurs besoins accrus dans ce domaine, les personnes atteintes d'un handicap grave peuvent, sous certaines conditions, demander une aide supplémentaire qui s'ajoute au montant de l'allocation logement.

249. Les personnes handicapées dont les revenus générés par une activité rémunérée sont si réduits qu'ils tombent sous la limite prévue par la loi sur les pensions peuvent bénéficier d'une allocation pour diminution de la capacité de gain, payable au titre du régime d'assurance retraite. Cette allocation est versée, indépendamment de l'âge, aux personnes qui, pour des raisons de santé, ne sont plus en mesure d'exercer une activité professionnelle lucrative pendant au moins six heures par jour (incapacité partielle) ou trois heures par jour (incapacité totale) dans les conditions du marché de l'emploi général. Le bénéficiaire de l'allocation doit justifier de cinq ans d'affiliation, dont trois ans de cotisations obligatoires au cours des cinq années précédant la réalisation du risque. Des exceptions sont prévues.

250. Les personnes âgées gravement handicapées qui justifient d'une période de 35 ans d'affiliation peuvent bénéficier d'une pension anticipée à taux plein à partir de l'âge de 63 ans, conformément à la loi sur les pensions. À partir de 2012, la limite d'âge pour bénéficier d'une pension à taux plein dans le cadre du régime des prestations de vieillesse pour les personnes gravement handicapées, passera progressivement de 63 à 65 ans. La limite d'âge pour prétendre à une pension de retraite anticipée à taux réduit sera relevée de 60 à 62 ans. Toutefois, la situation des personnes gravement handicapées fera l'objet d'une attention particulière à l'avenir: alors que l'âge minimum pour bénéficier d'une pension de retraite à taux plein doit être relevé à 67 ans, pour le reste de la population les personnes gravement handicapées verront cette limite fixée à 65 ans. L'écart de deux ans qui existait précédemment sera ainsi conservé.

251. Pour s'assurer un niveau de vie décent à la retraite, il est indispensable de compléter les prestations perçues au titre du régime d'assurance retraite obligatoire par des pensions au titre des régimes professionnels et privés. Le Gouvernement fédéral favorise donc précisément ce système depuis 2002. Les dispositions de la loi sur les régimes professionnels de retraite (*Betriebsrentengesetz*) et les règlements relatifs à la politique de l'État dans le domaine de la promotion des retraites complémentaires s'appliquent en conséquence aux personnes handicapées qui remplissent les conditions préalables à d'autres égards. Il n'existe pas de discrimination fondée sur les caractéristiques du handicap.

Article 29

Participation à la vie politique et à la vie publique

252. Conformément au principe constitutionnel s'appliquant aux élections générales, les personnes handicapées ont naturellement le droit de voter, mais également de se présenter aux élections au Bundestag et au Landtag, ainsi qu'aux élections municipales (art. 38 et 28 de la Loi fondamentale). Cela vaut également pour les élections européennes (art. 1 de la loi

relative aux élections au Parlement européen – *Europawahlgesetz*). Cependant, les personnes placées sous tutelle complète et non provisoire (art. 12 de la loi relative au régime de tutelle) ou les personnes ayant commis une infraction internées en hôpital psychiatrique, sur ordre du tribunal, (art. 63 du Code pénal) après avoir été jugées non coupables pour cause d'aliénation mentale (art. 20 du Code pénal) (art. 13 de la loi sur les élections fédérales – *BWahlG*) sont déchues du droit de vote et ne peuvent donc pas exercer un mandat électoral.

253. La loi sur les élections fédérales, en étant très précise et spécifique quant aux conditions d'exclusion (seule une tutelle complète ordonnée par une décision judiciaire peut entraîner une exclusion du droit de vote; une tutelle partielle n'est pas un motif d'exclusion du suffrage), permet de maintenir le nombre des personnes concernées aussi réduit que possible. Ses dispositions ne touchent que ceux qui sont incapables de prendre eux-mêmes et en toute conscience des décisions en matière de vote.

254. En outre, les lois électorales, aussi bien à l'échelon national qu'à celui des Länder, contiennent un certain nombre de dispositions qui facilitent la participation des personnes handicapées aux élections. Par exemple:

- a) Les bureaux de vote sont sélectionnés et équipés de manière à en garantir l'accès à tous les votants, notamment aux personnes handicapées;
- b) Les bureaux de vote sans obstacle pour les personnes handicapées sont indiqués aux électeurs;
- c) Les électeurs qui sont dans l'incapacité de remplir leur bulletin de vote, de le plier ou de le glisser dans l'urne, peuvent être assistés d'un tiers;
- d) Les aveugles et les malvoyants peuvent remplir leur bulletin de vote à l'aide d'un stencil;
- e) Des bureaux de vote spéciaux sont aménagés dans les hôpitaux, les maisons de retraite et les maisons de soins infirmiers, ainsi que dans des établissements similaires où le nombre d'électeurs est élevé;
- f) Les diverses informations sur les élections publiées sur Internet doivent être accessibles sans entrave.

255. Le Gouvernement fédéral prévoit pour sa part d'étudier la participation active et passive des personnes atteintes d'un handicap mental ou psychique aux élections et formulera des recommandations en vue d'améliorer la situation dans ce domaine.

256. Toutes les personnes vivant en Allemagne ont le droit de créer des associations et des sociétés⁶⁵. La liberté d'association comporte deux aspects, l'un positif et l'autre négatif. Elle s'applique indifféremment à toutes les personnes handicapées ou non. Sous son aspect positif, elle établit le droit de créer des associations et d'y jouer un rôle actif. Sous son aspect négatif, elle garantit le droit de ne pas créer d'association, de ne pas adhérer aux associations existantes ou de les quitter.

257. Recevoir de l'aide et avoir la possibilité d'aider sont également des droits dont disposent les citoyens allemands, qu'ils soient handicapés ou non. L'engagement de service civique permet de faire l'expérience de la reconnaissance, ainsi que de participer à la vie sociale et à la vie politique. Les personnes handicapées s'impliquent dans des activités extrêmement variées. Elles sont naturellement bénéficiaires de l'action déterminée que

⁶⁵ Le paragraphe 1 de l'article 9 de la Loi fondamentale garantit la liberté d'association à tous les Allemands, tandis que l'article 1 de la loi sur les associations (*Vereinsgesetz*) garantit cette même liberté aux ressortissants étrangers.

mène l'État, tout comme les personnes valides. La participation des personnes handicapées à la Stratégie nationale d'engagement, élaborée par le Gouvernement fédéral, mérite d'être mentionnée et reconnue de manière explicite. En principe, des activités existent dans tous les domaines d'action. En outre, les systèmes de parrainage et divers modèles de mentorat offrent à chacun la possibilité de s'engager dans des conditions adaptées à ses propres besoins.

Article 30

Participation à la vie culturelle et récréative, aux loisirs et aux sports

258. En tant que membre de la communauté internationale, l'Allemagne s'est engagée à respecter le droit de chacun de participer à la vie culturelle. Les ministres et les sénateurs des Länder, chargés de la culture, considèrent que l'accès de chacun à la culture est une question importante de par sa nature, considération qui trouve son écho dans nombre de recommandations de la Conférence des ministres de la culture et de l'éducation. En septembre 2004, celle-ci a appelé à élargir l'offre de la culture mobile, fournie par les médias, aux personnes à mobilité réduite.

259. Garantir l'accès des personnes handicapées aux services de diffusion médiatique est l'une des conditions indispensables à leur participation à la vie culturelle. Les personnes malentendantes peuvent profiter de ces services, combinés à la langue des signes allemande qui est reconnue officiellement. Les Länder accordent une grande importance aux arrangements et aux dispositifs permettant aux personnes malentendantes de profiter des programmes télévisuels. Les entreprises de télédiffusion ont tout spécialement augmenté le nombre de programmes sous-titrés au cours de ces dernières années. En comparaison, l'interprétation en langue des signes est utilisée plus rarement, mais on y recourt de plus en plus. Un certain nombre d'émissions d'informations et de programmes traitant d'événements spécifiques (comme des célébrations ou des élections au Bundestag) sont diffusés avec une interprétation en langue des signes allemande. Vient s'y ajouter un nombre croissant de services tels que la retransmission vidéo avec interprétation en langue des signes (voir par. 21).

260. Les associations de personnes handicapées regrettent que de nombreux programmes diffusés par les chaînes privées ne soient pas sous-titrés. Ces chaînes ainsi que les organismes de contrôle doivent s'efforcer d'améliorer l'accès des personnes handicapées à l'audiovisuel. En 2000, ProSieben fut la première chaîne privée à mettre en place un service de sous-titrage systématique et Kabel eins propose des sous-titres depuis 2002. En 2010, plus de 220 films et deux séries américaines ont été diffusés avec des sous-titres sur ces deux chaînes. La chaîne privée RTL a annoncé en 2010 qu'elle ferait en sorte que ses programmes puissent être suivis par des personnes malentendantes. Depuis décembre 2010, elle diffuse des films sous-titrés, notamment le soir, aux heures de grande écoute. Elle a l'intention d'étendre ce service. Il est primordial que chacun puisse s'informer grâce à la télévision.

261. Le Gouvernement fédéral continuera à promouvoir auprès de toutes les chaînes de télévision, et tout particulièrement auprès des prestataires privés l'utilisation des formats accessibles à tous.

262. La loi sur la promotion du cinéma (*Filmförderungsgesetz*) prévoit des conditions de promotion plus souples pour les films en audiodescription pour les malvoyants et avec sous-titrage spécifique pour les malentendants. L'objectif est d'inciter à la création de versions accessibles à tous pour les films projetés dans les cinémas. En vue de la prochaine révision de la loi sur la promotion du cinéma, le Gouvernement fédéral s'attachera tout particulièrement à déterminer si l'assouplissement des conditions de promotion des films

adaptés aux personnes handicapées a permis d'augmenter la disponibilité des films en audiodescription et avec sous-titrage spécifique projetés dans les cinémas allemands. Si tel n'était pas le cas, le Gouvernement fédéral tenterait de trouver un arrangement pour répondre au mieux aux besoins des spectateurs atteints d'un handicap visuel ou auditif. Cette question sera examinée dans le cadre de la réforme.

263. L'art et la culture doivent être accessibles aux personnes handicapées. L'objectif est de supprimer les restrictions auxquelles les personnes handicapées se heurtent dans le domaine du développement culturel et artistique, pour leur permettre de profiter du patrimoine culturel et des œuvres d'art. Les bâtiments utilisés à des fins culturelles ne sont pas tous sans obstacle et accessibles à tous sur un pied d'égalité.⁶⁶ Les associations de personnes handicapées le font observer aussi. Cependant, les Länder s'efforcent dans la mesure du possible, de lever les obstacles qui existent dans les établissements culturels, notamment dans des bâtiments historiques.

264. Afin de permettre aux personnes handicapées de profiter de manifestations culturelles, telles que des représentations théâtrales ou des visites de musées, le livre IX du Code social prévoit une aide pour la participation à la vie sociale et culturelle. Les personnes handicapées peuvent ainsi bénéficier, entre autre, d'un dispositif d'information sur les événements en cours ou les manifestations culturelles.

265. Les Länder attachent une grande importance à la promotion du sport. Quant à la Fédération, elle entre en action dans le cadre de projets représentant le pays dans son ensemble et lorsqu'il s'agit de promouvoir le sport de haut niveau. Depuis 2005, le programme pour le sport de haut niveau prévoit l'égalité de traitement pour tous les athlètes, qu'ils soient handicapés ou non. La Fédération et les Länder subventionnent la promotion de la participation des personnes handicapées à un large éventail de disciplines sportives et de services liés au sport. Des aides sont notamment allouées à la Fédération allemande du sport pour personnes handicapées, à l'Association sportive des sourds d'Allemagne, à la Fédération échiquienne pour les aveugles d'Allemagne et au Comité paralympique allemand, qui organisent des activités sportives de haut niveau, de niveau amateur et de réadaptation pour les personnes handicapées. Au total, entre 2010 et 2013, la Fédération a mobilisé plus de 20 millions d'euros au bénéfice de ces activités. L'accès aux installations sportives et aux différentes formes de participation aux sports de haut niveau, de niveau amateur et de réadaptation, est possible grâce aux allocations spécifiques, ainsi qu'aux règlements qui servent de toile de fond. Le Gouvernement fédéral entend donc continuer à soutenir le personnel d'encadrement des sportifs de haut niveau, à appuyer la mise en œuvre des plans annuels et à prendre en charge les frais d'organisation des grands événements nationaux et internationaux, qui auront lieu en Allemagne dans les associations sportives de personnes handicapées. Il organisera également de nouvelles compétitions pour les enfants et adolescents handicapés. La deuxième initiative pilote «Les jeunes s'entraînent pour les Jeux paralympiques» sera lancée à Berlin en 2011.

266. L'accès aux activités touristiques et aux services offerts dans ce domaine est un élément essentiel de la participation des personnes handicapées à la vie sociale. Pour les intéressés, il ne s'agit pas uniquement d'obtenir des informations, de se rendre à l'endroit souhaité et de se loger, mais également de prendre part aux loisirs proposés sur place et de gérer le quotidien sur le lieu de villégiature. C'est pourquoi il est nécessaire qu'une collaboration se mette en place entre tous les acteurs du secteur du tourisme, en particulier les Länder et les régions.

⁶⁶ Par exemple, l'Institut de promotion du film a publié en 2009, une étude sur l'aménagement des cinémas en Allemagne. Sur l'ensemble des cinémas ayant participé à l'étude, 84 % étaient accessibles. En outre, 6 % pouvaient mettre des aides auditives à disposition des malentendants.

267. En ce qui concerne le tourisme sans obstacle, l'Agence nationale de coordination du tourisme pour tous (NatKo) joue un rôle central. Elle se met à disposition des opérateurs de voyage, des compagnies de transport, des agences de tourisme régionales, des hôteliers et des autres prestataires de services touristiques pour les aider à bâtir un environnement sans obstacle. Ses activités sont appuyées par le Gouvernement fédéral. Par exemple, dans le cadre d'une formation à l'échelle nationale, organisée par l'Association des hôteliers d'Allemagne et l'Agence nationale de coordination, les hôteliers, les restaurateurs et les fournisseurs de services touristiques ont été formés à la manière de prendre correctement en charge les personnes handicapées et à mobilité réduite.

268. Le Gouvernement fédéral a examiné deux études⁶⁷ sur l'impact économique du tourisme sans obstacle pour tous en Allemagne, dont il a tiré des facteurs de réussite et des programmes performants. Un groupe de travail sur les destinations touristiques sans obstacle en Allemagne a été créé dans ce contexte pour développer les offres à l'intention des voyageurs handicapés dans les régions⁶⁸.

Article 31 **Statistiques et collecte des données**

269. Les données statistiques sur la population et le marché du travail, ainsi que sur la situation des ménages en matière de logement, sont collectées par l'Office fédéral de statistique et les bureaux de statistiques des Länder, selon les modalités fixées par la loi sur le microrecensement de 2005 (*Mikrozensusgesetz*). Le microrecensement est un échantillon universel qui fournit des informations détaillées sur la situation économique et sociale de la population, ainsi que sur les questions relatives à l'emploi rémunéré, au marché du travail et à la formation. Ces données permettent de juger de l'efficacité des obligations et des règlements en vigueur, d'identifier les problèmes et d'apporter des modifications en cas de besoin. Des questions relatives au handicap et à la santé, à la participation des personnes handicapées, ainsi qu'à leur formation et à leurs revenus, sont aussi régulièrement posées dans le cadre de microrecensements. En principe, les personnes interrogées sont libres de répondre ou non. Cependant, les informations sur ces questions sont, en règle générale, collectées en quantité suffisante pour permettre d'évaluer la situation et d'effectuer des estimations supplémentaires. Ainsi, grâce aux données recueillies lors du microrecensement de 2005, il a été possible d'évaluer les désavantages éventuels auxquels étaient confrontées les femmes handicapées en Allemagne⁶⁹.

270. Le rapport sur la situation des personnes handicapées qui est établi par le Gouvernement fédéral à chaque législature, ne suscitait par le passé que peu d'intérêt de la part de l'opinion publique et essuyait les critiques des associations de personnes handicapées qui lui reprochaient de ne pas faire autorité, en raison notamment de l'absence d'une politique d'évaluation basée sur des indicateurs. Les critiques ont conduit à modifier la manière d'établir le rapport sur le handicap pour privilégier une méthode basée sur des indicateurs. Il est à noter que le lien avec les domaines couverts par le Plan d'action

⁶⁷ *Ökonomische Impulse eines barrierefreien Tourismus für alle*, Ministère fédéral de l'économie et de la technologie, décembre 2003; *Barrierefreier Tourismus für Alle in Deutschland – Erfolgsfaktoren und Maßnahmen zur Qualitätssteigerung*, Ministère fédéral de l'économie et de la technologie, août 2008.

⁶⁸ Voir www.barrierefreie-reiseziele.de.

⁶⁹ Parmi d'autres statistiques disponibles: statistiques sur les personnes souffrant d'un handicap grave, statistiques sur le chômage, statistiques de l'Office fédéral de statistique sur l'emploi des personnes handicapées et statistiques sur l'état de santé des victimes de guerre. En outre, l'Enquête socioéconomique qui se penche sur des aspects tels que les revenus, la protection sociale et la participation à la vie sociale des personnes handicapées, peut constituer une source de données fondamentale.

national est très important à cet égard. L'objectif est d'apporter les modifications finales d'ici à fin 2012 et de lancer la mise en œuvre et l'introduction progressive de la nouvelle méthode. Plus particulièrement, cela permettra:

- a) D'améliorer sensiblement les données fournies;
- b) D'effectuer des comparaisons grâce à des indicateurs clairement définis;
- c) D'évaluer les politiques en matière de handicap;
- d) D'établir le rapport de manière plus indépendante.

271. Le Gouvernement fédéral a en outre lancé une évaluation des aides pour la participation des personnes handicapées à la vie professionnelle dans le cadre de recherches sectorielles prévues par les livres III et II du Code social. Actuellement, parmi d'autres mesures, les bases de données nécessaires sont mises en place, des analyses descriptives sont effectuées et la faisabilité des analyses de causalité est examinée. L'objectif est d'obtenir des informations représentatives sur l'efficacité et l'efficience de ces aides d'ici à 2015. Les améliorations qu'il serait éventuellement nécessaire d'apporter à la mise en œuvre pratique et au cadre juridique restent donc encore à identifier.

Article 32

Coopération internationale

272. Un milliard de personnes handicapées vivent dans le monde, dont environ 190 millions sont atteintes d'un handicap grave. Parmi ces personnes, seulement 1 à 2 % ont accès aux mesures médicales de réadaptation ou à l'éducation. Quatre-vingt pour cent des personnes handicapées vivent dans les pays en développement. La politique de développement menée par l'Allemagne vise à promouvoir l'intégration des droits des personnes handicapées dans les projets de développement, que ce soit dans un cadre bilatéral ou en coopération avec les organisations internationales, les organisations non gouvernementales ou les associations de personnes handicapées⁷⁰. Par exemple, au cours de ces vingt dernières années plus de 80 projets ciblant, directement ou indirectement, les personnes handicapées ont été promus dans 40 pays, pour un budget total de plus de 70 millions d'euros.

273. En soutenant les institutions indépendantes qui œuvrent en faveur des droits de l'homme à l'échelle nationale et régionale, telles que les commissions des droits de l'homme et les bureaux de médiateurs, le Gouvernement fédéral s'emploie à ce que l'application de la Convention soit surveillée dans les pays partenaires et à ce que les États qui ne s'acquittent pas de leurs obligations soient rappelés à l'ordre de manière constructive.

274. Pour se donner les moyens de relever les défis que pose la Convention dans le domaine de la coopération pour le développement, l'Allemagne a commandé une étude sur l'application de la Convention dans le cadre de sa politique d'aide au développement. Conformément aux recommandations formulées dans l'étude, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques a fourni des ressources financières et humaines supplémentaires afin d'améliorer, dans les prochaines années, l'intégration des personnes handicapées dans ce domaine. L'objectif est de prendre davantage en considération les intérêts des personnes handicapées dans les concepts et les stratégies liés à la politique de développement et d'élaborer des projets toujours plus participatifs dans les pays partenaires.

⁷⁰ À ce sujet, voir: *Behinderung und Entwicklung, Beitrag zur Stärkung der Belange von Menschen mit Behinderungen in der deutschen Entwicklungszusammenarbeit*, Agence allemande de coopération internationale, éd. Eschborn, novembre 2006; et *Entwicklungspolitischer Aktionsplan für Menschenrechte 2008 bis 2010*, Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques, Berlin, mars 2008.

275. Parmi les programmes concrets d'aide au développement expressément consacrés au handicap figurent notamment un projet sectoriel, intitulé «Personnes handicapées», réalisé par l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) et commandé par le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques, ainsi qu'une table ronde sur l'intégration des personnes handicapées à la coopération pour le développement, organisée en 2010 sous l'égide du même ministère. Une stratégie d'intégration des personnes handicapées sera élaborée en 2011-2012 par le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques. Elle s'appuiera sur l'expérience des donateurs internationaux et des organisations du système des Nations Unies en vue de favoriser une approche durable et de trouver des solutions aux problèmes existants.

276. Le soutien accordé aux organisations d'autoreprésentation et à leur participation active à l'élaboration de stratégies nationales de réduction de la pauvreté au Cambodge, au Viet Nam et en République-Unie de Tanzanie, constitue un exemple de mise en œuvre de projets participatifs dans les pays partenaires. Ces initiatives témoignent du succès considérable obtenu ces dernières années en matière de renforcement institutionnel des organisations d'autoreprésentation. Les gouvernements partenaires commencent à approcher le handicap sous l'angle des droits de l'homme.

277. Au Chili, grâce à un fonds consacré aux réformes, le Gouvernement fédéral a permis d'élaborer et de mettre en place des programmes d'enseignement préscolaire ouvert à tous dans le cadre de réformes de la politique sociale. Plus de 2 200 enfants handicapés, issus de familles particulièrement démunies, ont ainsi été admis dans des garderies classiques. Il convient également de citer l'action menée à l'appui de l'application de la Convention au Bangladesh, ainsi que de l'intégration des personnes malvoyantes à la formation professionnelle en Ouzbékistan.

278. En Haïti, le Gouvernement fédéral tient particulièrement compte des intérêts des personnes handicapées lorsqu'il réalise des projets d'intervention d'urgence et d'assistance temporaire, axés sur le développement. Les logements d'urgence et de transition financés par l'Allemagne sont conçus en tenant compte des besoins des personnes handicapées et peuvent être construits de manière à être accessibles à tous si besoin. L'expertise des organisations de la société civile présentes en Haïti est notamment mise à contribution dans le cadre du projet intitulé «Prévention des catastrophes, reconstruction et stabilisation des moyens de subsistance des populations, eu égard en particulier aux personnes handicapées» pour assurer la participation des intéressés à ces programmes.

279. Le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales s'efforce de promouvoir l'application de la Convention dans le cadre de ses relations bilatérales, tout en favorisant le dialogue avec d'autres États sur les questions liées à la politique en faveur des personnes handicapées. Un échange d'expériences acquises dans ce domaine s'effectue, en particulier, avec la Fédération de Russie, la Chine et le Viet Nam. Cet échange prend non seulement la forme d'un débat sur la situation des personnes handicapées et d'un échange d'informations sur l'application de la Convention lors de discussions entre responsables et experts, mais aussi d'un projet sur le terrain comme c'est le cas du Viet Nam. À titre d'exemple, en collaboration avec le Ministère du travail, des invalides et des affaires sociales vietnamien et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques a lancé, en novembre 2010, un projet axé sur l'intégration des jeunes handicapés au marché du travail.

280. Depuis de nombreuses années, le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques favorise également la réalisation de projets spécifiques lancés par les institutions privées, en s'appuyant sur les principales organisations religieuses. Par ailleurs, l'année 2010 a vu la création d'un centre des droits de l'homme (doté d'un budget annuel de 3 millions d'euros) qui, en 2011, a notamment appuyé les services juridiques fournis par des organismes privés, y compris en vue de défendre les droits des personnes handicapées dans les pays en développement, et de promouvoir la formation des réseaux d'organisations de la société civile.

281. Le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques et l'Agence allemande de coopération internationale accordent une plus grande attention aux personnes handicapées lors de la sélection et de la formation de leur personnel. Le programme de bénévolat «Worldwards» aide à former des spécialistes atteints d'un handicap pour les faire participer à la politique de coopération pour le développement menée par l'Allemagne, en assumant les coûts supplémentaires liés à l'emploi de bénévoles handicapés.

282. La base de données sur les personnes handicapées a été étoffée grâce à un projet de recherche élaboré par le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques pour la période allant de 2011 à 2014 et consacré aux personnes handicapées dans les pays en développement.

283. Le Ministère fédéral de la coopération et du développement économiques a adopté en mai 2011 une initiative intitulée «Les droits de l'homme dans la politique de développement», qui établit des exigences concrètes et contraignantes, pour la mise en œuvre d'une politique de développement fondée sur les droits de l'homme. Elle contribue à ce que la politique allemande de développement soit systématiquement orientée vers les droits de l'homme proclamés dans les instruments internationaux pertinents, notamment dans la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Les droits de l'homme sont le cadre général dans lequel le respect des droits des groupes particulièrement défavorisés, y compris les personnes handicapées, est promu de manière stratégique.

Article 33

Application et suivi au niveau national

284. Le Ministère fédéral du travail et des affaires sociales assume le rôle de point de contact national (centre de coordination) pour les questions relatives à l'application de la Convention en Allemagne. Des points de contact locaux ont déjà été mis en place au niveau des Länder⁷¹.

285. Le Commissaire du Gouvernement fédéral chargé des questions relatives aux personnes handicapées assume la fonction de dispositif de coordination au niveau national. Pour l'Allemagne, ce dispositif est l'un des outils les plus importants pour contrôler et promouvoir l'application de la Convention. Sa fonction principale consiste à garantir l'intégration des personnes handicapées, de leurs associations et organisations, ainsi que de la société civile en général, au processus de mise en œuvre. Le Conseil consultatif pour l'inclusion, qui forme le noyau du dispositif de coordination, a été créé pour favoriser la mise en œuvre stratégique à long terme. Il s'appuie sur quatre comités spécialisés qui lui rendent compte des activités menées dans divers domaines. Un échange régulier d'informations a lieu entre le Conseil consultatif et ces comités dans le cadre d'une collaboration active. Le Conseil consultatif est chargé de la communication externe et représente le dispositif de coordination.

286. La majorité des membres du Conseil consultatif pour l'inclusion sont des personnes atteintes d'un handicap. Le Conseil comprend également un représentant du point de contact national, un représentant de la Conférence des commissaires chargés des questions relatives au handicap au niveau des Länder et un représentant de l'organe de suivi. En vertu du paragraphe 1 de l'article 33 de la Convention, la tâche du Conseil consultatif consiste à veiller à l'application de la Convention. À cette fin, il garantit la circulation de l'information à la fois vers le point de contact national au sein du Ministère fédéral du travail et des affaires sociales, la société civile et, dans la mesure du possible, les organismes concernés au niveau des Länder. Le Conseil consultatif mène des activités de relations publiques et coordonne le travail des comités spécialisés.

⁷¹ La liste complète figure dans le plan d'action national.

287. Les quatre comités spécialisés⁷² sont principalement composés de représentants de l'industrie, des syndicats, des églises, des organismes et agences payeurs, des organismes de bienfaisance, des établissements de recherche, ainsi que d'autres institutions et organisations compétentes en la matière et, de ce fait, assurent l'intégration effective de la société civile dans le processus de mise en œuvre de la Convention. Ces comités sont chargés de promouvoir et de faire progresser l'application de la Convention au niveau du Gouvernement fédéral et des Länder, au niveau municipal, ainsi qu'au sein de la société civile.

288. Outre sa fonction d'instance d'information et de discussion, le dispositif de coordination agit également en tant que lieu de rencontre entre la société civile, le point de contact et l'organe de suivi.

289. Le processus d'autodéfinition du Conseil consultatif et des comités, et la définition de leur mandat, bénéficient d'une structure ouverte, voulue par le Commissaire. Avant toutes choses, les personnes handicapées doivent avoir la possibilité de faire part de leurs attentes, de leurs vœux et de leurs idées, en tant qu'experts dans leur domaine, et de participer à la conception du dispositif de coordination. La liste définitive des fonctions du dispositif de coordination ne sera donc pas établie conjointement avant la fin de ce processus⁷³.

290. Le Gouvernement fédéral a chargé l'Institut allemand des droits de l'homme, dont le siège est à Berlin, du suivi et de la mise en œuvre. L'Institut fonctionne conformément aux Principes de Paris. Son indispensable indépendance est garantie par son autonomie face au pouvoir politique et à la société civile, ainsi que par sa composition pluraliste.

⁷² Les comités spécialisés s'occupent des domaines suivants:

1. Santé, soins à long terme, prévention, réadaptation;
2. Protection des droits et des libertés, condition féminine, partenariats, famille, bioéthique;
3. Emploi, éducation;
4. Mobilité, construction, logement, loisirs, participation à la vie sociale, information et communication.

⁷³ Pour plus d'information, voir www.behindertenbeauftragter.de.